

ÉTUDE
SUR
Les Déclarations des Droits

THÈSE POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ
(Mention Droit)

soutenue publiquement
dans la Salle des Actes de la Faculté de Droit
le Jeudi 1^{er} Décembre 1938, à 17 h. 30

PAR

SWEDEN FANG

Diplômé de l'Ecole Libre des Sciences Politiques

Président : M. LAMPUÉ, Professeur

Suffragants : MM. NÉZARD, Doyen et Professeur
BRIDREY, Professeur

PARIS
ÉDITIONS PIERRE BOSSUET
8, Rue Notre-Dame des Champs

1938

ÉTUDE
SUR
Les Déclarations des Droits

A LA MÉMOIRE
DE MON CHER PÈRE

A MA CHÈRE MÈRE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41546421_0020

ÉTUDE
SUR
Les Déclarations des Droits

THÈSE POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ
(Mention Droit)

soutenue publiquement
dans la Salle des Actes de la Faculté de Droit
le Jeudi 1^{er} Décembre 1938, à 17 h. 30

PAR

SWEDEN FANG

Diplômé de l'Ecole Libre des Sciences Politiques

Président : M. LAMPUÉ, Professeur

*Suffragants : MM. NÉZARD, Doyen et Professeur
BRIDREY, Professeur*

PARIS
ÉDITIONS PIERRE BOSSUET
8, Rue Notre-Dame des Champs

1938

UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTE DE DROIT

ANNÉE SCOLAIRE 1937-1938



Doyen : M. Henry NÉZARD, ✱, (I. ④).

Doyen honoraire : M. Eustache PILON, (O. ✱), (I. ④).

Assesseur du Doyen : M. GOMBEAUX, ✱, (I. ④).

Professeurs honoraires : M. GABOUAT, (O. ✱), (I. ④) et M. DEGOIS, (I. ④).

Professeurs

MM.

NÉZARD, ✱, (I. ④), professeur de Droit administratif, chargé du Cours de Législation Minière ;

GOMBEAUX, ✱, (I. ④), professeur de Droit civil, chargé du Cours de Droit International privé ;

BRIDREY, ✱, (I. ④), professeur de Droit romain, chargé du Cours d'Histoire du Droit Public ;

LEPARGNEUR, ✱, (I. ④), professeur de Droit commercial, chargé du Cours de Droit Maritime ;

LEMONNIER, (I. ④), professeur de Droit civil, chargé du Cours de Législation Industrielle ;

PERREAU, ✱, (I. ④), professeur de Droit criminel, chargé du Cours de Droit Civil approfondi et comparé ;

LAMPUÉ, ④, professeur de Droit international public et de Droit constitutionnel ;

YVER, ④, professeur d'Histoire du Droit français et d'Histoire du Droit privé ;

PRUD'HOMME, ✱, ✱, ④, professeur de Procédure civile et de Voies d'Exécution ;

FREJAVILLE, ④, professeur de Droit civil ;

BESNIER, professeur de Droit romain, chargé du Cours d'Histoire de la Coutume de Normandie ;

LEDUC, professeur d'Economie politique, chargé du Cours d'Histoire des Doctrines Economiques et du Cours de Législation Financière ;

SAINT-GERMÈS, professeur d'Economie politique.

Secrétaire

M. ROUX, ✱, ✱, ✱, (I. ④), secrétaire des Facultés de l'Université de Caen.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Avant-Propos

Vers la fin du XVIII^e siècle, les Américains du Nord, aux temps de leur Indépendance, puis les Français, sous la Révolution, publièrent des Déclarations des Droits de l'Homme, comme expression de principes constitutionnels fondamentaux.

Cet exemple a été suivi peu à peu par presque toutes les nations, au cours du XIX^e et du siècle présent.

Mais les secousses apportées à l'Europe, par la guerre de 1914-1918, soulevèrent d'importants problèmes relatifs aux libertés individuelles et aux droits sociaux. Par cette évolution du droit public, les nouveaux Etats ou les nouvelles constitutions s'acheminèrent à des systèmes renouvelés de Déclaration des Droits.

Ces *nouvelles déclarations*, à bien des points de vue, se différencient des déclarations classiques du XVIII^e siècle. Elles offrent un vif intérêt aux juristes, sociologues ou historiens qui étudient l'évolution historique des déclarations et analysent la signification juridique des droits de l'Homme.

Disons-nous que le professeur Gidel a fait spécialement, à la Faculté de Droit de Paris, un cours de doctorat sur les Déclarations de Droits et le contrôle de constitutionnalité des lois (1), et que le professeur Mirkine-Guetzévitch, auteur de très intéressants articles dans la *Revue du Droit public*, a également présenté un rapport à l'Institut International du Droit Public, sous le titre : *Les nouvelles ten-*

(1) Voir le Cours de M. Gidel à la Faculté de Droit de Paris 1928-1929.

dances des Déclarations des Droits (2). Cependant, jusqu'à présent, il ne nous a pas été donné de rencontrer un ouvrage consacré particulièrement aux Déclarations des Droits, « Déclarations classiques des Droits de l'Homme », aussi bien que « Nouvelles Déclarations des Droits et Devoirs », inscrites dans les Constitutions d'après-guerre.

Cet essai a pour objet principal d'exposer certaines considérations générales sur les déclarations classiques notamment celles de l'Amérique du Nord, lors de son Indépendance; de la France, au moment de la Révolution, et, également, sur les Chartes anglaises de 1215 à 1701. Il sera, pour nous, l'occasion d'analyser séparément ou d'examiner synthétiquement les traits caractéristiques des récentes Déclarations, parmi lesquelles : les « Droits et Devoirs fondamentaux des Allemands », dans la Constitution de Weimar de 1919; les « Droits, Libertés et Devoirs des Citoyens » dans la Constitution Tchécoslovaque de 1920; les « Devoirs et Droits généraux des citoyens » dans la Constitution Polonaise de 1921; les « Droits et Devoirs fondamentaux » dans la Constitution de la Ville Libre de Dantzig de 1922; les « Droits et Devoirs fondamentaux des citoyens » dans les Constitutions yougoslaves de 1921 et 1931; les « Droits des Roumains » dans la Constitution du Royaume de Roumanie de 1923; les « Droits constitutionnels des Citoyens esthoniens » dans la Constitution de l'Esthonie de 1920, et, enfin, la « Déclaration des Droits du Peuple travailleur et exploité » proclamée par la Russie soviétique sous la Révolution.

Nous présumons qu'une étude de cet ordre présente à la fois un intérêt tant au point de vue du droit constitutionnel comparé, qu'à celui des institutions politiques. Nous noterons aussi, avant d'entrer dans le détail de notre étude, que notre intention a été ici de procéder à l'examen de ces Déclarations, non pas seulement selon la technique juridique, mais encore en considération de l'évolution historique.

(2) Voir l'*Annuaire de l'Institut International du Droit Public*, 1930, p.265 et s.; et *Revue de Droit Public*, 1928.

PREMIERE PARTIE

Considérations générales sur les anciennes Déclarations des Droits

Préalablement à tout examen, il nous faut formuler certaines observations touchant les anciennes Déclarations des Droits.

Ces observations ne seront pas limitées aux Déclarations américaines, proclamées lors de l'Indépendance, non plus qu'aux Déclarations françaises, nées sous la Révolution; elles engloberont les Chartes anglaises, de 1215 à 1701.

En effet, les idées fondamentales incluses dans la Déclaration des Droits sont, de par l'hypothèse des droits naturels destinés à protéger les libertés individuelles et à réaliser la limitation du pouvoir de l'Etat. Toutefois, les Chartes anglaises qui ne sont nullement inspirées par de telles idées, ne sauraient être considérées comme des déclarations de droits solennelles; elles présentent cependant une grande importance historique quant au développement des droits individuels.

Par ailleurs, l'opinion subsiste encore aujourd'hui que la Déclaration française de 1789 constitue le premier système de déclaration des droits, alors que les Déclarations américaines ne se présenteraient plus comme la suite des anciennes traditions des Chartes anglaises.

Il importe donc d'établir les rapports véritables existant, d'une part, entre les Déclarations américaines et françaises, avec leur contenu respectif, et, de l'autre entre les Déclarations américaines et les Chartes anglaises.

CHAPITRE PREMIER

LES CHARTES ANGLAISES

Le monde antique, dans sa civilisation la plus reculée, admettait sans réserve la toute puissance et le droit illimité de l'Etat. Que l'Etat prît la forme républicaine ou qu'il s'incarnât dans un empereur, peu importait: l'individu n'avait jamais un droit propre à lui opposer (1).

Le simple citoyen grec du ^{vi}^e siècle avant J.-C. ne jouissait d'aucune liberté. Dans sa pensée, la liberté ne signifiait que: « Les lois égales pour tous » (2).

Dans l'antiquité romaine, la soumission totale de l'individu à un maître de même couleur, autrement dit, l'esclavage, constituait une institution reconnue. Il faut se reporter aux chartes anglaises, pour découvrir les éléments à l'aide desquels s'est peu à peu développée la notion des droits de l'Homme.

I. — LA GRANDE CHARTE DE 1215

Depuis nombre d'années, déjà, le roi Jean-sans-Terre se livrait à des exactions et à des violences amenant la résistance des barons anglais; dès 1213, surtout, les rapports deviennent de plus en plus tendus. En 1215, les barons se coalisent et lèvent des troupes; réunis à Valli-lord (3), ils se déclarent déliés du serment d'allégeance qu'ils avaient prêté à leur souverain. En face des prétentions des féodaux anglais, Jean, abandonné par tous, à

(1) Esmein A. : *Elément de Droit constitutionnel*, 6^e édit., 1914, p. 538.

(2) Bryce J. : *Les Démocraties modernes*, 1924, T. I, p. 40.

(3) Boutmy E. : *Etudes de Droit Constitutionnel*, p. 40.

l'exception de sept d'entre eux, se résigne à signer un document, appelé la Grande Charte, par lequel il accordait certains privilèges aux barons, à la condition que ceux-ci lui maintiendraient le serment d'allégeance (4).

Voici quelles étaient les clauses de cette Charte :

Elle offre des réparations au clergé, lui conserve ses privilèges, notamment la liberté des élections canoniques (*art. 1^{er}*). Elle confère à la noblesse le droit en matière de succession féodale dont elle fixe la procédure (*art. 2, 3*); elle détermine la situation de la garde noble (*art. 4, 5*), les conditions du mariage (*art. 6, 7, 8*), celles des dettes (*art. 26*); elle accorde la protection royale aux marchands circulant avec leurs marchandises (*art. 41*), confirme les privilèges des villes, des bourgs, des ports, en général, et de Londres en particulier (*art. 13*) (5); enfin, elle garantit à tous la liberté individuelle (*art. 20 à 23, 39 et 40*) (6), en décidant que nul ne pourrait être arrêté ni détenu, lésé dans sa personne ni dans ses biens si ce n'est par un jugement légal de ses pairs ou suivant la loi du pays (7). En matière financière, la Grande Charte limite les impôts royaux par une série de dispositions; au nombre de celles-ci figurent des restrictions relatives aux pouvoirs des seigneurs (*art. 12 à 15*). En matière administrative, elle promet le bon recrutement des fonctionnaires publics (*art. 45*) et restreint leur importance (*art. 38*) (8).

De telles dispositions montrent que les barons anglais ne recherchaient des privilèges que pour eux seuls. La Grande Charte doit être considérée : « comme étant purement et simplement un acte d'intérêt égoïste des féodaux anglais menacés par le roi » (9).

II. — LA PÉTITION DES DROITS DE 1627

Au cours du xv^e siècle, en Angleterre, mais seulement après des luttes acharnées entre la royauté et les représen-

(4) Gidel : *Répétitions écrites de Droit Constitutionnel comparé*, 1928-1929, p. 110 (Cours de Doctorat à la Faculté de Droit de Paris).

(5) Bemont : *Chartes des Libertés anglaises*. Introduction.

(6) Marcaggi V. : *Les Origines de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789*, p. 3.

(7) Gidel : *op. cit.*, p. 112.

(8) Marcaggi : *op. cit.*, p. 3.

(9) Gidel : *op. cit.*, p. 113.

tants de la Nation, la monarchie du moyen âge vit s'atténuer son caractère absolutiste.

Le premier Parlement, convoqué en 1625, débute par un acte d'énergie, en manifestant la volonté d'examiner l'ensemble des affaires publiques, intérieures et extérieures, l'emprunt des subsides et de s'occuper des questions religieuses, notamment de la répression du papisme.

Le roi Charles 1^{er} prend peur et dissout le Parlement. Mais, peu de temps après, il doit, à nouveau, le convoquer parce que le Trésor était vide. Ce second Parlement se montre aussi intransigeant que le premier; le roi Charles réagit en arrêtant les députés et, le 16 juin 1626, dissout, une fois encore, le Parlement.

Six mois après, toujours pour besoins d'argent, le Roi rappelle le Parlement; c'est alors (1627) que les Communes présentèrent à la sanction royale la Pétition des Droits (10).

Cet acte commence par énumérer certains abus commis par l'autorité souveraine :

1° En opposition avec la Grande Charte comme avec divers autres statuts, on avait exigé d'hommes libres qu'ils fournissent de l'argent au Roi : sur leur refus, ils avaient été poursuivis.

2° Des personnes arrêtées sur l'ordre du Roi avaient été amenées devant les juges en vertu de l'ordonnance de *l'habere corpus*; envoyées en prison sans qu'on pût connaître la cause de leur arrestation, elles subissaient, de ce fait, une atteinte à la liberté individuelle.

3° Dans la plupart des localités, des soldats avaient été introduits dans les maisons particulières au moyen de billets de logement.

Cette pétition demandait, en outre, des garanties.

Les lois fondamentales ayant été violées à plusieurs reprises, le Parlement avait inséré un article spécifiant que nul ne pourrait être contraint de payer un impôt ou de faire un don gratuit sans un acte du Parlement.

Le Roi accueillit favorablement cette pétition, et y fit droit en ces termes : « Le Roi veut qu'il soit fait droit suivant la loi et les coutumes du royaume et que ces statuts soient mis à exécution afin que ses sujets ne puissent avoir aucun droit de se plaindre » (11).

(10) Texte dans le *Recueil des Constitutions de Darret*, T. I.

(11) Gidel : *op. cit.*, p. 114.

Mais le Roi ajourna le Parlement et s'empessa d'oublier les promesses qu'il avait signées.

Dans cette lutte, les Anglais pourchassaient les abus commis au nom de l'autorité souveraine. Toutefois, ce duel entre la royauté et le Parlement n'aboutit pas à un document aussi complet que la Grande Charte du XIII^e siècle.

III. — LE BILL DES DROITS DE 1688

On n'ignore pas à la suite de quels événement et par quelles mesures arbitraires Jacques II s'était rendu odieux. Considéré, le 7 février 1688, par la Chambre des Communes comme ayant abdicqué, la Chambre des Lords et des Communes, à la requête d'une assemblée de notables, dédaignant les règles de succession au trône britannique, appelèrent à régner le prince Guillaume d'Orange et son épouse, mais à la condition que soient respectées les conventions contenues au Bill des Droits, véritable pacte solennel, où s'affirme une fois de plus la doctrine suivant laquelle la monarchie anglaise repose sur un contrat et n'est pas de droit divin.

C'est à tort que lui a été donné le nom de bill. Il ne s'agit pas d'une loi ordinaire, établie par le Parlement, mais d'un contrat rédigé au nom de la nation et offert à un prétendant, qui l'accepte. Ce bill comprend treize articles (12). Presque tous reproduisent les restrictions que comportait déjà auparavant, la prérogative royale. Une disposition particulière et fort importante de ce Bill des Droits est que personne ne pourrait être dispensé par le Roi de l'observation d'un statut, d'une loi, à moins que cette dispense ne fût prévue dans l'acte lui-même (13). Au Roi est refusé le droit d'établir des tribunaux d'exception, d'infliger des amendes excessives; il lui est interdit de restreindre le droit de pétition des sujets, ou la liberté de la parole au Parlement, d'intervenir dans les élections, de lever des impôts et des hommes de troupes, sans le concours des deux Chambres.

La Déclaration est muette sur la liberté de conscience;

(12) Pour les textes : A. Aulard et B. Mirkine-Guétzévitch : *Les Déclarations des Droits de l'Homme*, p. 74.

(13) Gidel : *op. cit.*, p. 116.

elle est, en effet, dirigée contre le papisme et contre les mesures de tolérance octroyées par Jacques II.

Le Bill des Droits, remarquons-le aussi, ne parle pas de la liberté de la presse qui demeure soumise à un régime de censure.

En ce qui concerne la garantie des libertés publiques, le bill se borne à demander que le Parlement soit réuni fréquemment et à réserver aux sujets protestants le droit de porter les armes, ce qui implique celui de recourir à la force, en cas d'oppression (14).

IV. — L'ACTE D'ETABLISSEMENT DE 1701

La Déclaration de 1688 a été complétée par l'Acte d'Etablissement de 1701 réglant la succession au trône. C'est le dernier des textes considéré comme fondement des libertés anglaises.

Il y est spécifié que si le Roi n'avait pas d'enfant, le Parlement changerait une deuxième fois l'ordre dynastique et transférerait la royauté à la maison de Brunswick-Hanovre. On profita de l'occasion, pour incorporer dans l'acte huit articles, rendus obligatoires pour quiconque voudrait occuper éventuellement le trône. Cet acte de 1701 est une loi constitutionnelle régulière par son origine; elle a été votée par le Parlement et sanctionnée par le Roi.

Les huit articles précités n'obligent pas le roi Guillaume, mais ils énumèrent les conditions de l'avènement au trône de la famille de Hanovre; ils constituent avec la loi de la succession au trône, un tout indivisible.

Le premier article, fondamental, stipule que le roi d'Angleterre, doit-être en communion avec l'Eglise établie d'Angleterre.

Les trois suivants sont des articles de circonstance; ils sont destinés à prévenir les abus et les dangers pouvant résulter de la présence d'un roi étranger, fatalement incité à introduire en Angleterre des favoris également étrangers. Ces précautions se justifiaient, d'ailleurs, amplement à l'époque comme l'ont démontré les événements mais, aujourd'hui, elles ne présentent plus aucun intérêt pratique (15).

(14) Gidel : *op. cit.*, p. 117.

(15) Boutmy : *op. cit.*, p. 55.

Deux autres articles ont pour objet de limiter le pouvoir du Cabinet en excluant les ministres du Parlement, au profit d'un grand conseil privé. C'était la résurrection d'un plan qui, déjà sous Charles I^{er}, avait échoué. Par la suite, sous la reine Anne, ces deux articles furent rapportés et le gouvernement de Cabinet, appuyé sur une majorité parlementaire, est devenu le pivot de l'histoire constitutionnelle (politique) anglaise.

Un autre article interdit à l'autorité royale d'arrêter le cours d'une accusation intentée par la Chambre des Communes. Enfin, le dernier proclame le principe primordial de l'inamovibilité des juges.

V. — CARACTÈRE GÉNÉRAL DES CHARTES ANGLAISES

L'analyse de ces divers actes : Grande Charte de 1215, Pétition des Droits de 1627, Bill des Droits de 1688, Acte d'Etablissement de 1701, nous permet d'entrevoir leurs traits communs. Ceux-ci, ne sont nullement inspirés par la croyance à l'existence de *droits naturels et imprescriptibles* de l'homme venant *limiter les pouvoirs de l'Etat*, mais ont seulement pour but de limiter les *pouvoirs royaux*, de protéger l'individu contre l'arbitraire de la couronne, de reconnaître *l'omnipotence du Parlement* : « ils n'ont ni le pouvoir, ni l'intention de limiter les facteurs législatifs et de poser les principes d'une législation future » (16).

Ainsi, ces actes, pourrait-on dire, sont des pactes entre deux forces qui se sont trouvées en conflit : d'une part, la royauté; d'autre part, les barons (pour la Grande Charte) et le Parlement (pour les autres Actes). En réalité, ils n'ont « nullement le caractère philosophique et humanitaire » (17) et ne sont pas davantage des déclarations de droits solennelles.

Il n'en est pas moins vrai qu'ils ont eu une grande influence sur l'histoire des droits individuels aux Etats-Unis. Ils en ont, dans une certaine mesure, constitué la base, avec d'autres éléments qui, dans l'Amérique du Nord, au cours des xvii^e et xviii^e siècles sont venus se greffer sur eux. C'est

(16) Duguit L. : *Traité de Droit Constitutionnel*, T. II, p. 558.

(17) Boutmy : *op. cit.*, pp. 40 et suivantes.

sous cet angle que l'on peut considérer ces actes comme des précédents aux Déclarations des Droits, et c'est en ce sens seulement qu'ils présentent une haute importance pour permettre de suivre le développement historique des droits individuels.

CHAPITRE II

LES DECLARATIONS AMERICAINES

En droit positif, les Déclarations des Droits de l'homme ne sont qu'un des systèmes pratiques, dont l'objet est de réaliser, conformément à la doctrine, une limitation du pouvoir de l'Etat vis-à-vis des droits naturels de l'homme. Si, avant la Déclaration française, il y avait eu des actes présentant ces caractères de *limitation du pouvoir de l'Etat* ils pourraient être considérés comme des déclarations des droits de l'homme, bien que ne figurant pas sous cette appellation.

Pour tous ceux qui remontent au-delà de la Révolution française, c'est une opinion courante que la République américaine fut, la première, à mettre en œuvre le système de la déclaration des droits. Celle-ci, toutefois, ne correspond en aucune façon à la première Déclaration proclamée par les colonies anglaises insurgées en 1774 et qui n'était qu'une des protestations utilitaires des colonies anglaises contre des actes que les colons anglais d'Amérique considéraient comme commis illégalement à leur égard.

I. — LA DÉCLARATION D'INDÉPENDANCE DE 1776

Ce n'est pas, non plus, dans la Déclaration d'Indépendance des Etats-Unis du 4 juillet 1776 que l'on peut trouver un prototype de la Déclaration de Droits, malgré une affirmation des droits de l'homme qu'elle retrace sous une forme générale et vague.

Cette déclaration, en effet, ne présente qu'une seule proposition énumérant certains droits. Elle est ainsi conçue :

Nous regardons comme incontestables et évidentes par elles-mêmes les vérités suivantes : que tous les hommes ont été créés égaux; qu'ils ont été doués par le Créateur de certains droits inaliénables, que parmi ces droits on doit placer au premier rang, la vie, la liberté et la recherche du bonheur. Que pour s'assurer la jouissance de ces droits, les hommes ont établi, parmi eux, des gouvernements dont la juste autorité émane du consentement des gouvernés. Que, toutes les fois qu'une forme de gouvernement quelconque devient destructive de ces fins pour lesquelles elle a été établie, le peuple a le droit de la changer ou de l'abolir et d'instituer un nouveau gouvernement en établissant ses fondements sur les principes et en organisant ses pouvoirs dans la forme qui lui paraîtrait la plus propre à lui procurer la sûreté ou le bonheur (1).

Les termes de cette proposition apparaissent si généraux qu'il est difficile d'y voir ou d'en faire découler tout un système de droits. Seuls, en effet, y sont exprimés le principe de la souveraineté nationale et le droit de changer la forme du gouvernement. Les autres droits ne sont que sous-entendus dans l'énumération des violations de droits par lesquelles peut se justifier la séparation d'avec la mère-patrie (2).

C'est pourquoi convient-il de rechercher la première Déclaration des Droits proprement dits, en Amérique, dans les déclarations particulières des colonies anglaises révoltées.

II. — LA DÉCLARATION DES DROITS DE VIRGINIE DE 1776

Le 15 mai 1776, peu de mois avant la Déclaration d'Indépendance, le Congrès de Philadelphie, représentant les colonies décidées à se séparer de la mère-patrie, invita ces dernières à se donner une Constitution. Sur les treize Etats qui, à l'origine, composaient l'Union, onze, avant la Révolution française répondirent à cet appel, les deux autres entendant conserver les chartes coloniales octroyées par la Couronne

(1) Jellinek : *Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen*, Paris, 1902, p. 15.

(2) Jellinek : *op. cit.*, p. 17.

d'Angleterre. C'étaient le Rhode Island et le Connecticut (3) dont les chartes respectives dataient de 1662 et de 1663.

Dans le groupe des 11 Etats, l'Etat de Virginie fut le premier à adopter une Constitution. Œuvre de la Convention qui siégea entre le 6 mai et le 29 juin 1776 à Williamsbourg, cette constitution s'ouvrait par un solennel préambule reproduisant la Déclaration des Droits adoptée le 12 juin par la Convention.

Cette déclaration s'affirma un véritable modèle pour toutes les autres, et même pour celle du Congrès des Etats-Unis, adoptée, en effet, trois semaines après la Déclaration de la Virginie. C'est la première fois que se rencontre, en 16 articles, un texte suffisamment développé pour donner un exposé complet susceptible d'être considéré comme une réelle déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

Les autres Etats qui se donnèrent une Constitution rédigèrent leur déclaration des droits postérieurement à celle de la Virginie. Toutes ces déclarations furent formulées avant 1789. Ce sont, dans l'ordre chronologique, les déclarations de : Pensylvania, du 28 septembre 1776; Maryland, du 11 novembre 1776; Caroline du Nord, du 18 décembre 1776; Vermont, du 8 juillet 1777 (4); Massachusetts, du 2 mars 1780; New Hampshire du 31 octobre 1783.

Jellinek a énoncé que ces Déclarations des Droits avaient inspiré les Déclarations françaises. Marcaggi a insisté sur leur caractère traditionnaliste venu d'Angleterre. C'est aussi une opinion fort répandue que l'influence américaine a été toute puissante en France, à la veille de la Révolution Française.

Nous reprendrons la question par la suite. Pour l'instant, il nous faut examiner ce qui est contenu en propre dans les Déclarations des Droits de l'Amérique.

III. — TRAIT CARACTÉRISTIQUE DES DÉCLARATIONS AMÉRICAINES LEURS RAPPORTS AVEC LES CHARTES ANGLAISES

Les chartes anglaises, le « Bill of Rights » de 1688, sur-

(3) Jellinek : *op. cit.*, p. 23 et suivantes.

(4) La qualité d'Etat a été contestée à l'Etat de Vermont jusqu'en 1790; il n'a été reconnu comme membre indépendant des Etats-Unis que le 18 février 1791. Voir Jellinek, p. 24.

tout paraissent avoir été les précurseurs incontestables du « Bill of Rights » de la Virginie.

Le souvenir de ces célèbres lois anglaises, considérées par les Américains comme une partie de leurs propres lois, a d'ailleurs, exercé une influence considérable sur les Déclarations des Droits depuis 1776. Des analogies de textes se retrouvent entre certaines déclarations américaines et le Bill des Droits de 1688. C'est ainsi, qu'à propos de la suspension ou de l'exécution des lois, un texte dit : « ... sans le consentement du Parlement, est illégal » (art. 1 du Bill des Droits de 1688) et l'autre : « ... sans le consentement des représentants du peuple, constituerait une violation de ses droits et ne doit pas être reconnu » (art. 7 de la Déclaration de la Virginie).

Tel est le sens des analogies existant entre le Bill de 1688 et la Déclaration américaine de Virginie; pour le fond, nous avons déjà analysé au chapitre précédent les Actes anglais qui statuent sur les droits des sujets. Adoptés à l'occasion de faits précis, ces droits ne sont que la confirmation, ou l'interprétation d'un droit pré-existant (5); même le Bill des Droits de 1688 ne parle que de droits anciens et des libertés de jadis : il ne contient aucun droit nouveau. Bien plus, ces Actes sont bien éloignés de vouloir reconnaître les droits généraux de l'homme; ils n'ont ni le pouvoir, ni l'intention de limiter les facteurs législatifs et de poser des principes pour une législation future. D'après les Actes anglais, le Parlement est tout puissant, toutes les lois faites ou confirmées par lui sont de même valeur.

Les Déclarations américaines, au contraire, contiennent des règles qui dépassent le pouvoir législatif ordinaire. Elles entendent, non seulement poser certains principes d'organisation publique, mais, avant tout, établir la démarcation entre l'Etat et l'individu. D'après les Déclarations, l'individu ne devrait pas à l'Etat mais à sa qualité d'homme, les droits qu'il possède, droits, de ce fait, rendus inaliénables et inviolables.

Selon les Déclarations américaines, tous les hommes, sont, de par essence, également libres et indépendants et possèdent certains droits naturels; le but de l'intervention de l'Etat est d'assurer et de procurer, aux individus qui le

(5) Jellinek : pp. 47 et suiv.

composent, le pouvoir de jouir avec tranquillité et sécurité de leurs droits naturels et des bienfaits de la vie.

Il ne s'agit pas de discuter si la Déclaration française a été entièrement inspirée par les Déclarations Américaines soit dans sa forme, soit quant au fond; on doit seulement vouloir reconnaître que les Déclarations américaines sont les premiers textes complets, se rapportant à un système de déclaration des droits de l'homme.

CHAPITRE III

LES DECLARATIONS FRANÇAISES

Dès que l'on étudie la Déclaration des Droits, on s'empresse d'évoquer, en général, la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789, l'un des éléments les plus importants de la Révolution française. Il serait opportun, cependant, de se référer aussi à la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, votée par la Convention Nationale, le 23 juin 1793 et, surtout, à la Déclaration des Droits et des Devoirs de l'Homme et du Citoyen du 5 fructidor, An III.

I. — LA DÉCLARATION DES DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN DE 1789

La Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 ne fut pas un texte venu d'un seul trait et de rédaction facile. Elle fut élaborée lentement. Elle donna lieu à de nombreux projets (Lafayette, Monier, Target, Siéyès, etc...) présentés, d'abord, lors de la convocation des Etats Généraux, en divers cahiers, puis dans l'Assemblée même, voire en dehors d'elle. La discussion, fort longue, dura du 17 au 27 août 1789. Elle fut interrompue après le vote de 17 articles seulement car l'Assemblée qui avait hâte de voter la Constitution elle-même, décréta le 27 août, de ne reprendre qu'à la suite de ce travail, la discussion des articles à ajouter à la Déclaration (1).

Cette Déclaration des Droits est une œuvre toute *rationnelle*. Comme les Déclarations américaines, elle proclame

(1) Aulard A. : *L'Evolution de la Déclaration des Droits de l'Homme* dans « *Livre d'Or des Droits de l'Homme* », 1927, pp. 25-39.

un droit individuel, complètement opposé au droit féodal, et fondé sur la *liberté* et l'*égalité*, *droit naturel* antérieur, par conséquent, à l'Etat, et que l'Etat a pour mission de faire respecter.

Les hommes, dit-elle, naissent et demeurent libres et égaux en droit (art. 1) (2) et le but de toute association politique consiste, précisément, dans la conservation de ces *droits naturels* et *imprescriptibles* qui sont la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression (art. 2).

Ce sont ces droits que la Déclaration entend définir pour les mettre à l'abri de toute atteinte : le législateur lui-même ne pourra y toucher, car la loi n'a le droit d'interdire que les actes nuisibles à la société (art. 5) et l'exercice des droits naturels de chaque homme ne doit avoir de formes, que celles qui assurent aux autres membres de la société la jouissance de ces mêmes droits (art. 4). Les articles qui suivent ne sont que le développement des idées suivantes : nul ne peut être accusé, arrêté ni détenu, hors les cas déterminés par la loi, et selon les formes qu'elle a prescrites (art. 7) ; nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses (art. 10) ; tout citoyen peut parler, écrire, imprimer librement (art. 11). Ce sont là les conséquences de la liberté individuelle.

Le vote de l'impôt proclamé par l'article 14 découle naturellement du droit de propriété qui est *inviolable* et *sacré* et dont nul ne peut être privé, sauf quand la nécessité légalement constatée l'exige, et sous la condition d'une juste et préalable indemnité (art. 17).

Tels sont les droits que la Constitution de 1789 devra s'efforcer de garantir aux citoyens. Pour en empêcher à jamais la violation, il est nécessaire, est-il dit, de distinguer dans le gouvernement, les trois pouvoirs : exécutif, législatif et judiciaire (art. 16), comme d'établir une force publique qui veillera à l'avantage de tous et non à l'utilité particulière de ceux auxquels elle sera confiée (art. 12). Le principe de la souveraineté nationale est, en effet, proclamé par l'article 2 : nul corps, nul individu, ne peut exercer d'autorité qui n'émane expressément de la nation, et la loi ne doit être que l'expression de la volonté générale à laquelle

(2) Pour les textes voir Aulard et Mirkiné Guetziévitch : *Les Déclarations des Droits de l'Homme*, Payot, 1929, pp. 15 et suiv.

tous les citoyens ont le droit de concourir personnellement ou par leurs représentants (art. 6).

Tel est l'esprit général de la Déclaration des Droits de 1789, qui se peut résumer par ces deux principes :

a) *Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits.*

Ils sont maîtres de leur personne, pourvu qu'ils respectent la liberté d'autrui; leur activité physique et intellectuelle est débarrassée de toute entrave; ils peuvent parler et écrire, travailler et inventer, acquérir et posséder; les professions et les charges publiques sont ouvertes à tous sans exception, et la loi ne favorise personne, ne permet aucun privilège.

b) *L'Etat ne trouve pas sa fin en lui-même.*

Sa raison d'être est de conserver au citoyen la jouissance de ses droits naturels; le souverain, c'est l'ensemble des citoyens, la Nation qui délègue son pouvoir à un gouvernement responsable; si l'Etat manque à son devoir, les citoyens résisteront à l'oppression.

II. — LA DÉCLARATION DES DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN DE 1793

La Constitution de 1791, destinée à compléter la Déclaration de 1789 dont la discussion avait été interrompue le 27 août, après avoir consacré la règle fondée sur la reconnaissance des droits individuels, vint limiter juridiquement les pouvoirs de l'Etat législateur.

Après 1791, est apparue la Constitution dite *Girondine*. Elaborée par la Convention, elle porte une Déclaration des Droits sous le titre : « Déclaration des Droits naturels, civils et politiques de l'Homme » et comprend 33 articles, alors que celle de 1789 n'en contenait que 17 (3).

Cette Déclaration apporta quelques innovations d'importance assez considérable comme, par exemple, la garantie sociale et la résistance à l'oppression. Mais, finalement,

(3) Duguit et Monnier : *Les Constitutions et les principales lois politiques de la France depuis 1789.*

la Constitution Girondine, ne fut pas adoptée (4) et la Déclaration demeura à l'état de projet. Les Girondins avaient été renversée par les Montagnards, et ceux-ci, bénéficiant de la majorité dans l'Assemblée, établirent une Constitution nouvelle qui fut votée par la Convention le 23 juin 1793 et, publiée, le lendemain 24.

Cette Constitution comprend aussi une Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen dont le préambule présente une parenté évidente avec celui de 1789. Les deux textes sont assez rapprochés, celui de 1793 reflétant cependant, un ton plus énergique. Le texte de la Déclaration de 1793 est considéré également comme l'une des conséquences impératives des principes déjà proclamés en 1789; il est néanmoins, plus explicite (35 articles) en raison de l'étendue de ses définitions. En voici quelques exemples :

L'article 10 de la Déclaration de 1789 disait : « Nul ne peut être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi ». Cet article, qui, a bien considéré, n'accordait qu'une simple tolérance (5) a été remplacé, en 1793, par l'article 7 établissant vraiment la liberté de conscience : « ... le libre exercice des cultes ne peut être interdit ».

L'ancienne Déclaration accordait la liberté de la presse « sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi » (art. 11); dans la nouvelle Déclaration « le droit de manifester sa pensée et ses opinions, soit par la voie de la presse, soit de toute autre manière, ne peut être interdit (art. 7) ».

La déclaration de 1789 plaçait la souveraineté dans la *Nation* : celle de 1793, plus claire, la situe dans le *peuple* (art. 25), c'est-à-dire qu'elle consacre le suffrage universel, établi le 10 août (6).

D'ailleurs, dans la Constitution du 24 juin 1793 figure, en outre, après la Déclaration et en dehors d'elle, un texte spécial placé *in fine* et qui s'intitule, lui aussi « De la garantie des Droits ».

Quelques différences assez notables s'y révèlent, notamment au sujet de l'égalité, de la résistance à l'oppression et

(4) Gidel : *op. cit.*, p. 130 et suiv.

(5) Aulard : *op. cit.*, p. 28.

(6) Duguît : *op. cit. Traité*, T. III, p. 570.

du droit à l'assistance, à l'enseignement et au travail. Il en sera parlé plus loin (art. 91-95 et 101). Bien que teintée de plus de socialisme, cette constitution de 1793 n'en a pas appliqué les principes.

III. — LA DÉCLARATION DES DROITS ET DES DEVOIRS DE L'HOMME ET DU CITOYEN DE L'AN III

La Constitution du 5 Fructidor de l'An III ou de 1795 était précédée d'une Déclaration des Droits et complétée par des *dispositions générales*. Deux chapitres divisaient la Déclaration : *Droits* (22 art.) et *Devoirs* (9 art.).

En lisant cette Déclaration, on constate que la déclaration des devoirs est par trop simple et faible, embrassant bien plus le domaine moral que le domaine juridique.

« Ne faites pas à autrui » est-il dit au chapitre des *devoirs*, « ce que vous ne voudriez pas qu'on vous fit; faites constamment aux autres le bien que vous voudriez en recevoir » (art. 2). La même idée est exprimée dans la Déclaration des Droits de 1793, art. 6 pour la limite morale de la liberté : « Ne fais pas à un autre ce que tu ne veux pas qu'il te soit fait ». Il y est dit encore : « Nul n'est bon citoyen s'il n'est bon fils, bon père, bonne mère, bon ami, bon époux » (art. 4). Ce sont là des conceptions essentiellement morales.

Le chapitre des *devoirs* fait ressortir que l'homme doit seulement respecter les lois, maintenir la propriété et servir la patrie. En réalité, ce sont là des obligations capitales pour tous les citoyens, à défaut de quoi l'organisation de l'Etat et l'ordre social ne pourraient être maintenus, pas plus que la liberté individuelle ne saurait être garantie.

La partie intéressant les *droits* a été également calquée sur celle de 1789, à quelques petites différences près; c'est ainsi que la liberté religieuse a été substituée à la tolérance, et que la liberté de la presse s'y trouve mieux précisée. Mais elle donne de l'égalité la définition suivante : « l'égalité consiste en ce que la loi est la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse »; l'égalité n'admet aucune distinction de naissance, aucune hérédité de pouvoirs (art. 3 de la partie des *Droits*) (1).

(1) Aulard et Mirkiné Guetziévitch : *op. cit.*, pp. 28-30.

De ce qui précède, nous pouvons conclure que, si les Déclarations des Droits françaises, basées sur celle de 1789, sont par leurs définitions, plus explicites et plus précises que les Déclarations américaines, elles ne débordent pas du cadre de la doctrine individualiste qui maintient les Droits naturels de l'Homme. En cela, elles n'ont apporté aucune nouveauté, venant après les Déclarations américaines.

CHAPITRE IV

L'INFLUENCE DE LA DECLARATION AMERICAINE SUR LA DECLARATION FRANÇAISE

Il existe une riche littérature relativement aux sources de la Déclaration des Droits de l'Homme de 1789. Certains auteurs, comme Jellinek (1) et Aulard (2) voient dans la Déclaration française les traces de l'influence américaine. D'autres comme Janet (3) et Tchernoff (4) y découvrent l'influence prépondérante de J.-J. Rousseau. D'autres encore, comme Grondin (5), rattachent la Déclaration française aux doctrines politiques de Locke. D'autres enfin, comme Marcaggi (6) font découler cette Déclaration de 1789 des physiocrates.

Ces diverses appréciations démontrent que les véritables origines de la Déclaration sont fort difficiles à dégager des textes, vu la confusion à laquelle il est fort aisé de se prêter entre la forme et le fond.

(1) Jellinek : *La Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen*, Préface de F. Larnaude. Traduction de Fardis, Paris, 1902.

(2) Aulard : *Histoire politique de la Révolution française*, 5^e édition, Paris, 1921. *La Révolution française et la Révolution américaine*, Paris, 1921.

(3) Janet : *Histoire de la Science politique dans ses rapports avec la morale*, 5^e édition, Paris, Alcan.

(4) Tchernoff : Montesquieu et J.-J. Rousseau. *Revue de Droit public*, 1903.

(5) Grondin : *Les doctrines politiques de Locke et les origines de la Déclaration des Droits de l'Homme de 1789*, thèse de Bordeaux, 1920.

(6) Marcaggi : *Les origines de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789*. Thèse Aix, 1904.

I. — COMPARAISON DES TEXTES

Jellinek soutient que la Déclaration de 1789 n'est qu'une pâle copie des Déclarations américaines dont elle ne serait qu'un pathos assez médiocre.

Jellinek a constaté de nombreuses similitudes entre certaines parties des Déclarations américaines et françaises; il en a rapproché les textes ainsi qu'il suit (7) :

1^o Droits fondamentaux de l'Homme

Déclaration des Droits de l'Homme de 1789.

Art. 1. — Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune.

Art. 2. — Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme. Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression.

« Bills of Rights » américains.

Virginia I. — That all men are by nature equally free and independent, and have certain inherent rights, of which, when they enter into a state of society, they cannot, by any compact, deprive or divest their posterity; namely the enjoyment of life and liberty, with the means of property, and pursuing and obtaining happiness and safety.

Virginia IV. — That no man, or set of men, are entitled to exclusive or separate emoluments or privileges from the community, but in consideration of public services.

Massachusetts. — Preamble of the constitution. The end of the institution, maintenance, and administration of government is to secure the existence of the body politic to protect it, and to furnish the individuals who compose it with the power of enjoying, in safety and tranquillity, their natural rights and the blessings of life.

Maryland IV. The doctrine of non resistance, against arbitrary power, and oppression is absurd, slavish and destructive for the good and happiness of mankind.

(7) Jellinek : *op. cit.*, pp. 29 etsuiv.

2° *La Souveraineté nationale*

Art. 3. — Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la Nation. Nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément.

Virginia II. — That all power is vested in, and consequently derived from the people; that magistrates are their trustees and servants, and at all time amenable to hem.

3° *Bornes de la Liberté*

Art. 4. — La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui; aussi l'exercice des droits naturels de chaque homme, n'a de bornes que celles qui assurent, aux autres membres de la société, la jouissance de ces mêmes droits. Ces bornes ne peuvent être déterminées que par la loi.

Massachusetts. — Preamble : The body-politic is formed by a voluntary association of individuals; it is a social compact by which the whole people covenants with each citizen, with the whole people, that all shall be governed by certain laws for the common good.

Massachusetts X. — Each individual of the society has a right to be protected by it in the enjoyment of his life, liberty and property, according to standing laws.

4° *L'Egalité devant la loi*

Art. 6. — La loi est l'expression de la volonté générale; tous les citoyens ont le droit de concourir, personnellement, ou par leurs représentants à sa formation. Elle doit être la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse. Tous les citoyens étant égaux à ses yeux, sont également admissibles à toutes dignités, places et emplois publics, selon leur capacité, sans autre distinction que celles de leurs vertus et de leurs talents.

Maryland V. — That the right in the people to participate in the Legislature, is the best security of liberty, and the foundation of all free government.

Massachusetts IX. — All elections ought to be free (8) and all the inhabitants of this commonwealth, having such qualifications as they shall establish by their frame of go-

(8) Cf. *Bill of Rights*, anglais, 8.

vernment, have an equal right to elect officers, and to be elected for public employments.

New-Hampshire XII. — Nor are the inhabitants of this state controllable by any other laws they or their representative body have given their consent.

5° *La Sûreté du domicile*

Art. 7. — Nul homme ne peut être accusé, arrêté, ni détenu, que dans les cas déterminés par la loi, et selon les formes qu'elle a prescrites. Ceux qui sollicitent, expédient, exécutent ou font exécuter des ordres arbitraires... doivent être punis, mais tout citoyen appelé ou saisi, en vertu de la loi, doit obéir à l'instant; il se rend coupable par sa résistance.

Massachusetts XV. — No subject shall be held to answer for any crimes or any offence until the same is fully and plainly, substantially and formally, described to him: or be compelled to accuse, or furnish evidence against himself; and every subject shall have a right to produce all proofs, that may be favorable to him; to meet the witnesses against him, face to face, and to be fully heard in his defence by himself or his counsel at his election. And no subject shall be arrested, imprisoned, despoiled or deprived of his property, immunities, or privileges, put out of law, exiled or deprived of his life, liberty, or estate, but by judgments of his peers, or the law of the land (9).

Virginia X. — That general warrants, whereby an officer or messenger may be commanded to search suspected places without evidence of a fact committed, or to seize any person or persons not named, or whose offence is not particularly described and supported by evidence, are grievous and oppressive, and ought not to be granted.

Art. 8. — La loi ne doit établir que des peines strictement nécessaires et nul ne peut être puni qu'en vertu d'une loi établie et promulguée antérieurement au délit et légalement appliquée.

Art. 9. — Tout homme étant présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable, s'il est jugé indispensable de l'arrêter, toute rigueur, qui ne serait pas nécessaire pour s'assurer de sa personne, doit être sévèrement réprimée par la loi.

(9) *Magna Charta*, 39.

New-Hampshire XVIII. — All penalties ought to be proportionated to the nature of the offence (10).

Maryland XIV. — That sanguinary laws ought to be avoided, as far as is consistent with the safety of the state : and no law, to inflict cruel and unusual pains and penalties, ought to be made in any case, or at any time hereafter (11).

Maryland XV. — That retrospective laws, punishing facts committed before the existence of such laws, and by them only declared criminal, are oppressive, unjust, and incompatible with liberty wherefore no ex post facto law ought to be made.

Massachusetts XIV. — Every subject has a right to be secure from all unreasonable searches and seizures of his person, his houses, his papers, and all his possessions.

Massachusetts XXVI. — No magistrate or court of law shall demand excessive bail or sureties, impose excessive fines (12).

6° *La Liberté de la Presse*

Art. XI. — La libre communication de pensée et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme; tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi.

Virginia XII. — That the freedom of the press is one of the great bulwarks of liberty and can never be restrained but by despotic governments.

Pensylvania XII. — That the people have a right to freedom of speech and of writing, and publishing their sentiments.

7° *La Liberté de conscience*

Art. 10. — Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi.

New-Hampshire V. — Every individual has a natural and inalienable right to worship God according to the dic-

(10) *Magna Charta*, 20.

(11) *Bill of Rights, anglais*, 10.

(12) *Bill of Rights, anglais*, 10.

tates of his own conscience, and reason; and no subject shall be hurt, molested restrained in his person, liberty or estate for worshipping God, in the manner and season most agreeable to the dictates of his own conscience, or for his religious profession, sentiments or persuasion; provided he does not disturb the public peace, or disturb others, in their religious worship.

8° *La Garantie des Droits et la Séparation des Pouvoirs*

Art. 12. — La garantie des droits de l'homme et du citoyen nécessite une force publique. Cette force est donc instituée pour l'avantage de tous, et non pour l'utilité particulière de ceux auxquels elle est confiée.

Pensylvania V. — The government, is or ought to be, instituted for the common benefit, protection and security of the people, nation or community; and not for the particular emolument or advantage of any single man, family, or set of men, who are a part only of that community.

Art. 16. — Toute société dans laquelle la garantie des droits n'est pas assurée, ni la séparation des pouvoirs déterminée, n'a point de constitution,

New-Hampshire III. — When men enter into a state of society, they surrender up some of their natural rights to that society in order to insure the protection of others; and without such an equivalent, the surrender is void.

Massachusetts XXX. — In the government of this commonwealth the legislative department shall never exercise the executive and judicial powers, or either of them; the executive shall never exercise the legislative and judicial powers, or either of them; the judicial shall never exercise the legislative and judicial powers, or either of them; the judicial shall never exercise the legislative and executive powers, or either of them; to end it may be a government of laws and not of men.

9° *La Nécessité de la Contribution et le Libre Vote de l'Impôt*

Art. 13. — Pour l'entretien de la force publique et pour les dépenses d'administration, une contribution commune est indis-

pensable; elle doit être également répartie entre tous les citoyens en raison de leurs facultés.

Art. 14. — Tous les citoyens ont le droit de constater par eux-mêmes ou par leurs représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la qualité, l'assiette, le recouvrement et la durée.

Massachusetts X. — Each individual of the society has a right to be protected by it in the enjoyment of his life, liberty, and property, according to standing laws. He is obliged consequently, to contribute his share to the expense of this protection; to give his personal service, or an equivalent, when necessary.

Massachusetts XXIII. — No subsidy, charge, tax, impost, or duties, ought to be established, fixed, laid or levied under any pretext whatsoever, without the consent of the people, or their representatives in the legislature.

10° *L'Inviolabilité de la Propriété*

Art. 17. — La propriété étant un droit inviolable et sacré, nul ne peut en être privé, si ce n'est lorsque la nécessité publique, légalement constatée, l'exige évidemment, et sous la condition d'une juste et préalable indemnité.

Massachusetts X. — ... but no part of the property of any individual can, with justice, be taken from him or applied to public uses, without his own consent, or that of the representative body of the people... And whenever the public exigencies require that the property of any individual should be appropriated to public uses, he shall receive a reasonable compensation therefore.

Vermont II. — That private property ought to be subservient to public uses, when necessity requires it; nevertheless, whenever any particular man's property is taken for the use of the public, the owner ought to receive an equivalent in money.

Après avoir minutieusement comparé les textes des Déclarations françaises de 1789 et américaines, nous ne pouvons que constater l'identité absolue existant entre eux. Tout d'abord *au point de vue de la forme*, les textes que nous venons de transcrire permettent une conclusion caté-

gorique, à savoir que les Déclarations américaines ont été les précédents directs de la Déclaration française des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789.

II. — LES INSPIRATIONS PROVENANT DES DÉCLARATIONS AMÉRICAINES

Au point de vue du fond, l'influence américaine, pour Boutmy, a, sans doute, servi de précédent, de stimulant, mais n'a pas constitué la base de la Déclaration des Droits de 1789.

« Tout ce que je puis reconnaître de fond dans ces conclusions, écrit Boutmy, c'est que l'exemple de l'Amérique a pu être pour quelque chose dans l'idée de réunir dans un seul texte, les droits de l'homme et du citoyen et de les mettre en tête de la Constitution (13). »

Nous considérons, nous-même, au contraire, que l'influence américaine a été beaucoup plus prépondérante.

Il est hors de doute que celle-ci, à la veille de la Révolution, s'exerçait puissamment en France. Boutmy prétend que les Constitutions américaines y étaient peu connues. C'est une erreur, puisque plusieurs éditions des diverses Constitutions des Etats particuliers de l'Amérique furent publiées entre le début de la Déclaration d'Indépendance de 1776 et le traité de Versailles de 1783 (14), notamment, en 1778, une traduction française des Constitutions et une autre, en 1783, attribuée au jeune duc de La Rochefoucauld (15).

Aussi, dans l'opinion des contemporains, est-ce un fait indiscutable, constaté par Lameth (16) que « la Constitution des Etats-Unis » avait inspiré la Déclaration française. Cette observation ne doit pas nous surprendre. Fort longtemps à l'avance, des esprits éclairés avaient prévu ou re-

(13) Boutmy : *La Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen* et M. Jellinek, voir *Annales des Sciences politiques*, IV, 15 juillet 1902, pp. 415-443.

(14) Cité par Jellinek, p. 18.

(15) *Constitution des Treize Etats-Unis d'Amérique*, Philadelphie, 1783. Cité par Gourd : *Les chartes coloniales et les constitutions des Etats-Unis de l'Amérique du Nord*, Paris, 1885, T. I, p. 11.

(16) Alex. de Lameth : *Histoire de l'Assemblée Constituante*, 2 vol., Paris, 1828, T. I, p. 113.

douté cette influence de l'Amérique sur l'évolution politique de la France.

Une brochure publiée en Angleterre, au lendemain de l'Alliance Franco-Américaine, mentionnait : « Monarque imprudent, vous armez pour soutenir l'indépendance de l'Amérique et les maximes du Congrès. Il est une puissance qui s'élève aujourd'hui au-dessus des lois : c'est celle des raisonnements ambitieux; elle conduit une Révolution en Amérique; peut-être la prépare-t-elle en France » (17).

Mirabeau, dans le même esprit, écrivait : « On applaudit bien généralement au sublime manifeste des Etats-Unis d'Amérique. A Dieu ne plaise que je proteste à cet égard contre l'opinion publique... Mais je me demande si les puissances qui ont contracté des alliances avec eux ont osé lire ce manifeste ou interrogé leurs conséquences après l'avoir lu » (18). Enfin, peu de temps après, l'abbé Raynal jugea suffisamment intéressante la question « du bien et du mal qui ont résulté pour l'Europe de la découverte du Nouveau Monde » pour en faire le sujet d'un prix (19).

Non moindre n'est pas l'admiration des Français pour les institutions américaines. Franklin, dans une lettre du mois de mars 1777, relève en ces termes l'intérêt passionné que les affaires d'Amérique leur inspiraient : « Toute l'Europe est de notre côté, nous avons du moins tous les applaudissements et tous les vœux. Ceux qui vivent sous un pouvoir arbitraire n'en aiment pas moins la liberté et font des vœux pour elle. Ils désespèrent de la conquérir en Europe; ils lisent avec enthousiasme les constitutions de nos colonies devenues libres. C'est ici un commun dicton que notre Cause est la cause du genre humain et que nous combattons pour la liberté de l'Europe en combattant pour la nôtre ».

Le nombre des éditions françaises des diverses Constitutions américaines atteste le bien-fondé de ces paroles; la guerre d'Amérique avait inspiré aux Français quantité de récits, d'histoires, de voyages, d'estampes : l'Amérique en

(17) Cité par Rocquain : *L'esprit révolutionnaire avant la Révolution*, p. 370.

(18) Mirabeau : *Lettres de cachet*.

(19) Pour plus de détail sur l'influence américaine, voir Aulard : *Histoire politique*, p. 19.

République était à la mode autant et plus que la monarchie en Angleterre (20).

Ce n'était pas uniquement de façon générale qu'était suivi l'exemple de l'Amérique, mais les actes du Congrès, également, étaient considérés comme l'application des idées philosophiques ayant cours en France. Condorcet est l'un des hommes les plus représentatifs de l'état d'esprit des Français cultivés, sensibles à l'influence américaine. Dans son essai intitulé : *De l'influence de la Révolution de l'Amérique sur l'Europe* (21), il cherche une méthode pour mesurer les différents degrés de bonheur public des Etats, et il croit pouvoir trouver le criterium appliqué à cette recherche dans les Déclarations américaines. Il y voit un modèle qui permettra un jour aux Français de formuler une Constitution sur un ensemble de principes simples : « Ainsi, dit-il, en observant comme les Américains ont fondé leur repos, et leur bonheur, sur un petit nombre de maximes, qui semblent l'expression de ce que le bon sens aurait pu dicter à tous les hommes, on cessera d'inventer ces maximes si compliquées, où la multitude des ressorts rend la marche violente, irrégulière et pénible, où tant de contrepoids qui, dit-on, se font équilibre, se réunissent dans la réalité pour peser sur le peuple ».

Condorcet a suivi dès leur début, et d'un œil attentif, les événements d'Amérique et s'est préoccupé de leur assurer une répercussion en France. Aux environs immédiats de la Révolution française, il donne une traduction exacte, complète, de la Constitution fédérale de 1787. En 1787, et 1788, il élabore des théories constitutionnelles qu'il place sous le signe des théories américaines : droit électoral, fonction du corps législatif, théorie du pouvoir constituant, unité du pouvoir législatif, réforme du pouvoir judiciaire (22).

(20) Aulard : *Histoire politique de la Révolution française*, 1^{re} partie, ch. I, pp. 20 et suiv.

(21) Condorcet : *L'influence de la Révolution française de l'Amérique sur l'Europe*, dans la collection Guillaumin des principaux économistes, T. XIV.

(22) Condorcet : *Lettres d'un citoyen des Etats-Unis à un Français sur les Affaires présentes*, Philadelphie, 1788, 2 parties en 1 volume. — *Sentiments d'un républicain sur les Assemblées provinciales et Etats-Généraux*, suite des *Lettres d'un citoyen des Etats-Unis à un Français sur les Affaires présentes*, Philadelphie, 1788, in-8°, p. 30. — *Quatre lettres d'un bourgeois de Newhaven sur l'Unité de la légis-*

Sous l'influence des idées américaines (23), Condorcet réclama une déclaration des droits, dès l'ouverture de la période électorale des Etats-généraux, le 24 janvier 1789. « Une déclaration des droits de l'homme et du citoyen, dit-il, rédigée par des hommes éclairés est la véritable barrière de tous les pouvoirs, la seule qui n'expose ni la tranquillité publique, ni la sûreté des individus. » Au début de 1789, son activité est grande et successivement il publie huit opuscules, dans lesquels la Déclaration des Droits est envisagée comme le moyen de prévenir le despotisme. Le seul moyen d'empêcher la violation des droits naturels est de réunir tous ces droits dans une déclaration, de les y exposer avec clarté, en grands détails et de publier cette déclaration avec solennité.

Condorcet, nous venons de le voir, a fait une très large place aux doctrines américaines; nombreux ont été ses adeptes et qui tous défendent ces mêmes nations à l'aide d'exemples tirés de l'Amérique (24).

Nous avons relaté que l'élaboration de la Déclaration s'exerça lentement; les délibérations en Assemblée Générale, les travaux de comités, les projets individuels et les discussions suffisent à démontrer que la Déclaration française ne fut pas une simple copie des Déclarations américaines (25). Aulard est dans le vrai, lorsqu'il dit : « La Déclaration française n'éclata pas tout d'un coup dans l'histoire, ce ne fut pas un texte sacré brusquement tombé du ciel et tout fait ». Elle eut une longue préparation mais ce qui n'infirme en rien cette constatation de l'influence américaine sur la Déclaration française. Aulard lui-même en percevoit fort bien les traces (26).

lation. Voir Mazzei (Filippo) : Recherches historiques et politiques sur les Etats-Unis d'Amérique septentrionale, 1^{re} partie, Colle et Paris, 1788, in-8°. — Déclaration des Droits, traduite de l'anglais avec l'original à côté (rédigée Mazzei), Londres, 1789. — Œuvres complètes de Condorcet, publiée par Mme M. L. S. de Condorcet, 1804, 21 vol., Paris.

(23) Thomas Payne, réformateur célèbre aux affaires d'Amérique a joué un rôle politique assez considérable dans son pays, puis, venu en France, il s'est trouvé être député à la Convention Nationale et il a contribué à rédiger en France la Constitution girondine dont Condorcet est le principal auteur. Payne a été très lié avec Condorcet à partir de 1787 (cité dans le cours du professeur Gidel 1934-1935).

(24) Aulard : *Histoire de la Révolution française.*

(25) Voir Walch : *La Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen et l'Assemblée Constituante.* Thèse de Paris, 1903.

(26) Aulard : *L'Evolution de la Déclaration des Droits de l'homme*

La Déclaration des Droits de l'Homme de 1789 possède sa valeur propre. Elle ne saurait être considérée comme une simple copie pour avoir subi l'influence américaine tant au point de vue de la forme que du fond. Seulement, l'influence américaine n'est plus à retenir dès qu'on se met à aborder le domaine des origines philosophiques.

dans le Livre d'or des Droits de l'Homme; 1927, pp. 25-39. (Petite brochure, non dans les bibliothèques, mais à la Ligue des Droits de l'Homme).

CHAPITRE V

LES ORIGINES PHILOSOPHIQUES DES ANCIENNES DECLARATIONS DES DROITS

Dans l'étude des origines de la Déclaration des Droits, la manière purement formelle ne résout, en aucune façon, la question de fond. Ce qui nous intéresse, ce sont les principes philosophiques et politiques qui sont à la base de la Déclaration des Droits, non seulement pour la Déclaration des Droits française, mais aussi pour celles d'Amérique.

I. — LA RÉFORME ET LES DROITS DE L'HOMME

La Déclaration des Droits de l'Homme, aux yeux de Jellinek, serait d'origine essentiellement germanique. C'est la civilisation germanique qui, seule, a conservé l'idée de liberté individuelle. La Réforme, plus tard, a repris ce principe de liberté et en a accru la valeur. Les idées de la Réforme en franchissant l'Atlantique, avec les pèlerins, se sont développées dans le droit public des treize colonies britanniques, appelées à former ultérieurement les Etats-Unis.

Elles ont inspiré ensuite les Déclarations des Droits américaines. Quant à la Déclaration française, toujours d'après Jellinek, elle n'a aucune originalité, ni dans le fond, n'étant que la reproduction des idées américaines, ni dans la forme, ne représentant qu'un pathos assez médiocre.

Jellinek est un célèbre jurisconsulte allemand qui a fait beaucoup pour la science du droit public. Toutefois, les conclusions de sa thèse sur la Déclaration des Droits de l'Homme de 1789 doivent être écartées.

Jellinek a ainsi raisonné : la Réforme, au nom de la

liberté religieuse a, par voie de conséquence, procuré la liberté politique. C'est en Angleterre que ces idées ont, d'abord, pris corps; de là, elles ont passé aux Etats-Unis où, pour la première fois, elles ont été incorporées dans les Déclarations des Droits des divers Etats américains, lors du soulèvement des colonisés britanniques contre la mère-patrie. Telle est la thèse de Jellinek sur les origines philosophiques des Déclarations des Droits américaines.

La question qui se pose en tout premier lieu est de savoir si la Réforme a apporté la liberté de conscience.

Si la Réforme a réalisé la séparation de l'Eglise et de l'Etat, l'individu n'a pas reçu d'elle la liberté de conscience puisque, en fait, les « Réformés » n'étaient pas des libéraux. En effet, chaque secte avait la prétention de représenter la vérité et refusait de pactiser avec l'erreur. Bien loin donc, d'introduire l'idée de liberté en matière religieuse, la Réforme a, au contraire, abouti à une intransigeance complète (1). La liberté philosophique d'opinion ne procède pas de la Réforme : elle procède de la philosophie du XVIII^e siècle.

En réalité, aux Etats-Unis, la liberté en matière religieuse a été au cours des XVII^e et XVIII^e siècles tout à fait exceptionnelle. Si on se reporte, d'ailleurs, aux documents écrits, aux chartes coloniales, on y trouve un très grand nombre de dispositions d'une extrême rigueur sur le chapitre religieux. Aux colonies britanniques, nulle part la liberté religieuse n'est complète. Le catholicisme, y était proscrit partout. C'est donc une erreur évidente de prétendre que la liberté de conscience a été pratiquée, d'abord, en Grande-Bretagne, puis aux Etats-Unis. Résultat de l'âge qui a précédé immédiatement la Révolution, elle le fut, probablement aussi du scepticisme du XVIII^e siècle, davantage du cartésianisme et de l'influence du doute mathématique, posé en principe par Descartes (2). En réalité, les Déclarations américaines, au point de vue du fond, procèdent de la philosophie du XVIII^e siècle, alors que pour la forme, elles ont été complétées par l'idée très importante de hiérarchie dans les ordres juridiques, idée échappant totalement au domaine de la Réforme. C'est là l'apport propre de l'Amérique à la protection des droits individuels.

(1) Voir Cours du professeur Gidel, *op. cit.*, p. 105.

(2) Voir Cours du professeur Gidel, p. 105.

II. — LA DOCTRINE DE ROUSSEAU
ET LES DROITS DE L'HOMME

A son tour, Janet (3), a pénétré assez profondément la question des origines philosophiques de la Déclaration des Droits. Même pour ce qui concerne la Déclaration des Droits que nous trouvons en Amérique, il est impossible, à son sens, de méconnaître le caractère philosophique. « C'est bien de droits naturels, dit-il, de droits abstraits qu'il est question et non de droits traditionnels et historiques. Il y est dit, en effet, que « tous les hommes ont été créés égaux ». Il s'agit donc bien là d'une égalité naturelle et essentielle, et non d'une égalité de coutume. Les droits sont déclarés « inaliénables » ; c'est bien là le caractère propre des droits de l'homme, des droits inhérents et innés. C'est Rousseau qui, le premier, a employé cette expression et qui a proclamé qu'il est des droits, que l'homme n'a pas le droit d'aliéner. Les anciens jurisconsultes, même Grotius, croyaient que la liberté pouvait être l'objet d'un contrat, qu'un esclave peut se vendre pour sa nourriture, qu'un peuple peut se vendre pour sa tranquillité. Rousseau a réfuté ces deux thèses : « Renoncer à la liberté, dit-il, c'est renoncer à la dignité d'homme, aux droits de la liberté, même à ses devoirs. Une telle renonciation est incompatible avec la nature de l'homme. Quand chacun pourrait s'aliéner lui-même, il ne pourrait aliéner ses enfants ». Cette théorie est toute entière résumée dans le mot *inaliénable*, et c'est tout le fond de la doctrine des droits de l'homme. Or, c'est cette doctrine que consacre la Déclaration américaine. Il est donc manifeste que, sur ce point, il n'y a aucune différence entre l'Amérique et la France », etc... (4).

Janet, après une exposition détaillée du *Contrat social* déclare que l'ouvrage de Rousseau, aurait exercé une influence capitale sur la Déclaration des Droits de l'Homme qui ne serait autre chose, d'après lui, que le libellé du *Contrat Social*, selon les idées de Rousseau, les droits particuliers mentionnés dans la Déclaration n'étant que les conditions de ce contrat.

Cette même idée a été soutenue par des contemporains

(3) Paul Janet : *Histoire de la Science politique dans ses rapports avec la Morale*. Introduction de la troisième édition.

(4) Janet : *Histoire de la Science politique*, T. I, p. XV.

de la Déclaration. Mirabeau, dans son *Courrier de Provence* fait, lui aussi, une part assez large à l'influence de Rousseau sur la Déclaration (5). Sans doute, place-t-il au premier rang l'Amérique, mais il voit également dans la révolution américaine l'influence du philosophe : « Observons cependant, dit-il qu'avant l'indépendance de l'Amérique anglaise, le *Contrat social* avait paru. Le républicain philosophe a éclairé les héros de la liberté; jusqu'à lui la plupart des publicistes avaient raisonné comme des esclaves entendus de leur maître, ou avaient employé tout leur esprit comme Montesquieu (6) pour justifier ce qui est, et farder nos institutions d'un vernis trompeur; lui seul, étudiant les droits naturels de l'homme, écartant la poussière et le sable, c'est-à-dire ces relations extérieures de faiblesse et de puissance, de richesse et de pauvreté, a découvert les fondements réels de la société; il a montré que l'édifice portait à faux partout où il n'était pas assis sur la base du consentement des hommes et des conventions réciproques. Non, jamais on ne doit parler de la liberté sans payer un tribut d'hommages à cet immortel vengeur de la nature humaine (7) ».

Cette thèse doit être rejetée. Certainement le *Contrat social* a eu une grande influence sur le mouvement des idées de la Révolution, mais c'est fort exceptionnellement qu'on retrouve sa trace dans la Déclaration des Droits. En effet, le *Contrat social*, publié en 1762 par une librairie d'Amsterdam fut interdit en France et même à Genève. Le *Contrat social* est un ouvrage d'une compréhension assez difficile, dans lequel la pensée de Rousseau est souvent fuyante et sa doctrine difficile à démêler. Toutefois, dans la thèse générale, est-il possible de les entrevoir et d'en déterminer les conséquences.

(5) Walch : *La Déclaration des Droits de l'homme et du Citoyen et l'Assemblée Constituante*. Thèse de Paris, 1903.

(6) Le *Courrier de Provence* appelle ailleurs Montesquieu « le Coryphée des aristocrates » (N° XXVI, p. 4), citation de Walch.

(7) Le *Courrier de Provence*, n° XX, p. 20. — On trouve un éloge aussi enthousiaste de Rousseau dans la séance du 3 août : « M. D'Antraigues... en parlant des droits de l'homme, en faisant voir qu'il fallait les puiser dans une étude approfondie de la nature humaine, a rendu à l'immortel Rousseau des hommages dont l'expression venait du cœur. Heureux, dit-il, heureux ce grand homme, s'il eut assez vécu pour voir l'influence des sublimes vérités qu'il a répandues, pour voir le genre humain devenir libre et meilleur par la méditation de ses ouvrages! Heureux s'il eût pu suivre les destinées de cette nation qu'éclaira son génie! » *Courrier de Provence*, n° XXII, p. 21.

Pour Rousseau, le problème à résoudre se concentre sur le passage de l'état de nature à l'état social. Il prend purement et simplement les idées dominantes qu'à l'époque, l'Ecole du Droit naturel avait répandues, à savoir qu'antérieurement à l'état social, il y avait un état de nature, dans lequel les hommes avaient certains droits, qu'ils devaient plus ou moins conserver quand, de l'état de nature, ils passeraient à l'état social. En quittant l'état de nature, les hommes abandonnent dans une certaine mesure leur liberté et leur égalité naturelle : ces droits appartiennent désormais à la société qui, sous la réserve du bien public, en use comme elle l'entend. Ainsi l'idée de départ de Rousseau paraît libérale, idée incarnant le respect et la valeur inappréciable de la liberté. Mais Rousseau considère que cette liberté ayant besoin d'être sauvegardée, il faut trouver une forme d'association qui, de toute la force commune, défende et protège la personne et les biens de chaque associé; dans cette association, chacun se donnant à tous, n'obéira pourtant qu'à lui-même.

Voici des citations du *Contrat social* qui ne laissent aucun doute à ce sujet : « Il n'y a, ni ne peut y avoir, nulle espèce de loi fondamentale obligatoire pour le corps du peuple, pas même le contrat social... Le souverain n'étant formé que des particuliers qui le composent, n'a, ni ne peut avoir, d'intérêt contraire au leur; par conséquent, la puissance souveraine n'a nul besoin de garant envers les sujets... » (Liv. 1^{re}, chap. VII.) Rousseau dit encore : « L'aliénation se faisant sans réserve, l'union est aussi parfaite qu'elle peut l'être, et nul associé n'a plus rien à réclamer; car s'il restait quelques droits aux particuliers, comme il n'y aurait aucun supérieur commun qui pût prononcer entre eux et le public, chacun, étant en quelque point son propre juge, prétendrait bientôt l'être en tout; l'état de nature subsisterait et l'association deviendrait nécessairement tyrannique ou vaine. » (Liv. 1^{re}, chap. VI.)

Après avoir posé le problème en ces termes, Rousseau croit le résoudre en remettant les pouvoirs de l'individu à l'Etat. En effet, pour lui, s'il existe une réserve des droits de l'individu à son profit, on se trouvera en présence de l'anarchie. Il essaie pourtant de se faire illusion en se représentant la volonté générale, comme étant une entité souverainement impartiale et non pas comme étant la somme des volontés particulières. Néanmoins, le chapitre IV, du

Livre II, du *Contrat social*, est intitulé : « *Des bornes du pouvoir souverain* ». On y lit : « On convient que tout ce que chacun aliène par le pacte social de sa puissance, de ses biens, de sa liberté, c'est seulement la partie de tout cela dont l'usage importe à la communauté... ». L'auteur paraît reconnaître que les droits naturels de l'individu persistent après la constitution du corps politique. Mais ce n'est qu'une illusion, car Rousseau s'empresse d'ajouter : « Mais il faut convenir aussi que le souverain seul est juge de cette importance » (8).

Rousseau en arrive ainsi à nier le droit individuel, à sacrifier à l'intérêt social la conscience, les biens, la vie des citoyens, et il refuse d'admettre que l'on puisse discuter la légitimité du souverain... Par le mot souverain, il ne désigne pas un homme, il désigne l'entité en qui réside la puissance de l'Etat. Rousseau a donc développé et introduit dans le droit public cette entité que l'Etat doit être illimité (9). Sur ce point, Jellinek a raison : « Les principes du Contrat social, dit-il, sont absolument contraires à toute déclaration des droits; car d'eux découle non le droit de l'individu, mais la toute-puissance de la volonté générale qui, juridiquement, est sans limites » (10). En effet, les conséquences du contrat social aboutissent à subordonner d'une façon intégrale l'individu à l'Etat et à mettre l'individu à la discrétion de l'Etat, tandis que le but de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, de 1789, est précisément de réserver à l'individu une sphère de liberté intangible, sur laquelle l'Etat ne doit pas pouvoir empiéter.

Ainsi donc les idées de Rousseau et celles de la Déclaration sont aux antipodes, bien qu'il n'y ait pas une incompatibilité logique entre le principe d'une Déclaration et les doctrines de Rousseau. Il faut donc rejeter l'idée du contrat social comme justification des droits individuels. Le fondement des droits de l'homme se trouve, en réalité, dans cette idée que l'individu, seul, est un être réel, libre de ses actions et responsable de leurs conséquences; en face de lui, les Etats ne sont que les organisations plus ou moins complètes sans aucune existence propre et, par conséquent,

(8) Duguit : *Traité de droit constitutionnel*, T. III, pp. 571-573.

(9) Duguit : J.-J. Rousseau, Kant et Hegel, dans la *Revue du Droit public*, en 1918, p. 70 et suiv.

(10) Jellinek : *op. cit.*, ch. II, p. 12.

sans droits qui leur appartiennent exclusivement : « En droit et en raison c'est dans le seul intérêt des individus que fonctionne la société politique ». Il faut donc permettre à chacun de développer librement ses facultés, et pour cela le laisser se diriger lui-même, suivant sa fantaisie, sauf à respecter le droit égal qui existe chez son semblable : « Assurer ce libre développement, c'est justement le but des diverses libertés qui constituent les droits individuels; en ne les respectant pas, la société politique manquerait à sa mission et l'Etat perdrait sa première et sa principale raison d'être » (11).

Il est clair que les travaux préparatoires montrent que l'Assemblée Constituante n'a pas voulu accepter l'idée de contrat social; on le voit notamment dans une déclaration de Mounier : « Nous n'abandonnerons jamais nos droits, mais nous saurons ne pas les exagérer; nous n'oublierons pas que les Français ne sont pas un peuple nouveau récemment sorti des forêts pour former une association ». La Déclaration repose sur la conception d'un droit originaire de l'homme qui existe non seulement dans l'état de nature, mais dans l'état de société. La Déclaration s'appelle, en effet, déclaration des droits du citoyen en même temps que des droits de l'homme : ces droits doivent demeurer à l'individu, même à partir du moment où il est entré dans l'état social.

La Déclaration des Droits est l'œuvre achevée des individualistes. Il n'est pas contestable aussi que les mêmes principes se trouvent, parfois, formulés dans les mêmes termes, et dans la Déclaration des Droits de 1789, et dans les Déclarations américaines. Les unes et les autres expriment les principes essentiels de la doctrine individualiste; les unes et les autres affirment l'autonomie de la personne humaine, antérieure à l'Etat, s'imposant à lui, comme aussi le principe de la souveraineté nationale.

En tout état de cause, il est incontestable que les conceptions individualistes, formant le contenu essentiel de la Déclaration des Droits, ne sont pas nées en Amérique. L'idée individualiste était complètement absente dans l'antiquité (12), elle ne commence qu'avec le Christianisme;

(11) Esmein : *Principes de Droit Constitutionnel*, 6^e édition, p. 381.

(12) Voir le premier chapitre : *Les Chartes anglaises*; et Esmein : *Elément de droit constitutionnel*, p. 538, 6^e édition.

elle se développe au moyen âge, et de toutes les influences qui s'exercèrent aux ^{xvi}^e, ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, celle de l'Ecole de droit naturel conserva le plus d'emprise. Les Américains les avaient puisées dans les ouvrages des publicistes européens; les constitutants français de 1789 les ont empruntées aux mêmes sources.

III. — LA DOCTRINE DE MONTESQUIEU ET LES DROITS DE L'HOMME

A en croire certains auteurs, ce serait Montesquieu « qui, l'œil fixé sur l'Angleterre, a inventé les Droits de l'Homme » (13). Le préambule de la Déclaration française, serait tout entier son œuvre; on lui devrait aussi l'art. 2, l'art. 10, l'art. 11, l'art. 15 et l'art. 16. Montesquieu a-t-on dit, c'est la Déclaration des Droits de l'Homme, en son fond, en ses dispositions essentielles.

Le célèbre jurisconsulte, Léon Duguit a, lui-même aussi, réservé une place prépondérante à la doctrine de Montesquieu, en disant que les constituants américains et les auteurs de la Déclaration des Droits de 1789 y ont particulièrement puisé les principes qu'ils formulent (14). A Montesquieu dit-il, on emprunta la notion de la liberté et l'idée que le gouvernement doit être organisé, avant tout, en vue de la protection de la liberté, laquelle n'implique pas la possibilité de faire ce qu'il plaît. Dans un Etat, c'est-à-dire dans une société régie par des lois, la liberté ne peut consister qu'à pouvoir faire ce qu'on doit vouloir et à n'être point contraint de faire ce qu'on ne doit pas vouloir (15).

Il n'est pas niable qu'on peut relever chez Montesquieu la trace des principales idées proclamées en Amérique et en France dans la Déclaration des Droits; personne n'a mieux analysé le caractère respectif des diverses libertés philosophiques, civile, légale et politique, personne n'a mieux montré le rapport nécessaire qui les rattache à la séparation des pouvoirs (16).

Mais il faut le reconnaître, du point de vue qui nous oc-

(13) Faguet : *Politique comparée de Montesquieu, Rousseau et Voltaire*, p. 14.

(14) Duguit : *Traité* : *op. cit.*, T. III, pp. 575-576.

(15) Montesquieu : *L'esprit des lois*, liv. XI, ch. III.

(16) Montesquieu : *Esprit des Lois*, liv. XI, ch. II et ch. VI, p. 146.

cupe, Montesquieu ne possède pas encore la conception des droits de l'homme, c'est-à-dire du pouvoir de l'Etat limité par les droits de l'individu; pour lui, les monarchies européennes ne sont que des gouvernements absolus, limités en premier lieu par les mœurs et la religion du peuple, puis par leur propre intérêt qui les engage à ne pas abuser du pouvoir (17). Le respect de l'individu n'est pas envisagé par Montesquieu comme le terme qui s'impose aux droits de l'Etat, les individus n'étant pas tous placés par lui au même niveau : « Il y a toujours, dit-il, dans un Etat, des gens distingués par la naissance, les richesses ou les honneurs; mais s'ils étaient confondus parmi le peuple et s'ils n'y avaient qu'une voix comme les autres, la liberté commune serait leur esclavage, et ils n'auraient aucun intérêt à la défendre parce que la plupart des révolutions seraient contre eux. La part qu'ils ont à la législation doit donc être proportionnée aux autres avantages qu'ils ont dans l'Etat, ce qui arrivera s'ils forment un corps qui ait droit d'arrêter les entreprises du peuple, comme le peuple a droit d'arrêter les leurs ».

Entre le Roi et le peuple, s'interposent des pouvoirs intermédiaires qui « constituent la nature du gouvernement monarchique »; c'est, en effet, dit-il, le seul moyen d'assurer le respect des lois fondamentales, car « s'il n'y a dans l'Etat que la volonté momentanée et capricieuse d'un seul, rien ne peut être fixe, et, par conséquent, aucune loi, fondamentale ». Mais il ne suffit pas dans une monarchie qu'il y ait des rangs intermédiaires; il faut encore un dépôt de lois et « ce dépôt ne peut être que dans les corps politiques qui annoncent les lois lorsqu'elles sont faites et les rappellent lorsqu'on les oublie » (18).

Montesquieu n'a donc pas connu la théorie des droits de l'homme; les Parlements même y sont toujours restés étrangers. Comme eux, ils se font l'apôtre de la liberté, mais la conception du droit individuel lui échappe à ce point qu'il admet des cas où il faut mettre « un voile sur la liberté comme l'on cachait les statues des dieux » (19).

(17) Montesquieu : *Lettres persanes*, let. CLI.

(18) Montesquieu : *op. cit.*, liv. II, ch. IV; et liv. XI, ch. VI.

(19) Montesquieu : *op. cit.*, liv. XII, ch. XIX.

IV. — LA DOCTRINE DE LOCKE ET LES DROITS DE L'HOMME

Entre tous les grands publicistes de l'Europe, c'est Locke qui nous paraît avoir le plus nettement formulé la doctrine exprimée dans la Déclaration des Droits. En effet, il admet l'existence d'un état de nature, dans lequel auraient vécu les hommes et il déclare que si ceux-ci ont abandonné l'état de nature et formé des sociétés, « c'est pour la conservation mutuelle de leurs vies, de leurs libertés et de leurs biens, choses que j'appelle, par un nom général, propriétés » (20). Donc, pour lui, dans l'état de nature, l'homme possède des droits essentiels qu'il doit conserver après l'établissement de la société civile par voie de contrats et il ne les abandonne pas à l'Etat. Par conséquent, le pouvoir législatif ne peut pas empiéter sur les droits essentiels de l'individu.

Citons quelques passages définissant, dans la théorie de Locke, l'hypothèse de l'état de nature : « ...C'est un état de parfaite liberté, un état dans lequel sans demander de permission à personne, et sans dépendre de la volonté d'aucun autre homme, ils peuvent faire ce qu'il leur plaît et disposer de ce qu'ils possèdent et de leurs personnes, comme ils jugent à propos, pourvu qu'ils se tiennent dans les bornes de la loi et de la *Nature*.

« Cet état est aussi un état d'égalité; en sorte que tout pouvoir et toute juridiction est réciproque, un homme n'en ayant pas plus qu'un autre. Car il est très évident que des créateurs d'une même espèce et d'un même ordre, qui sont nés sans distinction, qui ont part aux mêmes avantages de la nature, qui ont les mêmes facultés, doivent pareillement être égaux entre eux, sans nulle subordination ou sujétion... » (21).

« Chacun est obligé de se consacrer lui-même et de ne quitter point volontairement son poste pour parler ainsi. Et lorsque sa propre conservation n'est point en danger, il doit, selon ses forces, conserver le reste des hommes ».

De cet état, de cette loi de nature, et de cette

(20) John Locke : *Gouvernement civil*, ch. VIII, p. 1. Voir Duguit : *Traité de droit constitutionnel*, T. III, p. 576.

(21) Locke : *Du Gouvernement civil*, ch. I, par. 1, pp. 1 et 2. Traduction française, édition de 1783. Voir Grondin : *Les doctrines politiques de Locke et les origines de la Déclaration des Droits de l'Homme de 1789*. Thèse de Bordeaux, 1920.

double obligation dérive le *droit* ou le *pouvoir* « de faire exécuter les lois de la nature et d'en punir les infractions », idée reprise ultérieurement avec plus de précision : « ...Dans l'état de nature un homme, outre la liberté de jouir des plaisirs innocents, a deux sortes de pouvoirs :

« Le premier est de faire tout ce qu'il trouve à propos pour sa conservation et pour la conservation des autres, suivant l'esprit et les permissions des lois de la nature... »

« L'autre pouvoir, qu'un homme a, dans l'état de nature, est de punir les crimes commis contre les lois. » (22).

Cependant, il est nécessaire de quitter cet état pour constituer un pouvoir politique; ce pouvoir, devant être distingué du pouvoir paternel et du pouvoir absolu, devient ainsi le but de la société organisée qui a été nettement et strictement défini :

« Si l'homme, dans l'état de nature, est aussi libre que j'ai dit, s'il est seigneur absolu de sa personne et de ses possessions, égal au plus grand et sujet à personne, d'où vient qu'il se dépouille de sa liberté, de cet empire, et se soumet à la domination et à l'inspection d'un autre pouvoir? Il est aisé de répondre, qu'encore que dans l'état de nature, l'homme ait un tel droit que nous avons posé, la jouissance de ce droit est pourtant fort incertaine, et exposée sans cesse à l'invasion d'autrui. Car, tous les hommes étant rois, tous étant égaux, et la plupart peu exacts observateurs de l'équité et de la justice, la jouissance d'un bien propre, dans cet état, est mal assurée, et ne peut guère être tranquille. C'est ce qui oblige les gens de quitter cette condition, laquelle, quelque libre qu'elle soit est pleine de crainte, et exposée à de perpétuels dangers : et cela fait voir que ce n'est pas sans raison qu'ils cherchent la société, et qu'ils souhaitent de se joindre avec d'autres qui sont déjà unis, ou qui ont dessein de s'unir et de composer un corps pour la conservation mutuelle de leurs vies, de leurs libertés, et de leurs biens; choses que j'appelle par un nom général *Propriétés* » (23).

Dans cette société organisée, le pouvoir supérieur est le pouvoir législatif; la souveraineté que Locke reconnaît au pouvoir exécutif est toute relative : « Dans quelques Etats

(22) Locke : *op. cit.*, ch. VIII, par. VII, pp. 200-201.

(23) Locke : *op. cit.*, ch. VIII, p. 195.

où l'assemblée de ceux qui ont le pouvoir législatif n'est pas toujours sur pied, et où une seule personne est revêtue du pouvoir exécutif, et a aussi sa part au pouvoir législatif, cette personne peut être considérée en quelque manière comme souveraine. Elle est souveraine, non en tant que réside en elle seule, tout le pouvoir souverain de faire les lois, mais précisément, en tant qu'elle a, en soi, le pouvoir souverain de faire exécuter les lois, et que, de ce pouvoir dérive tous les différents pouvoirs subordonnés des magistrats, du moins la plupart; et en second lieu en tant qu'il n'y a aucun supérieur législatif au-dessus d'elle, ni égal à elle et que l'on ne peut faire aucune loi sans son consentement » (24).

La subordination du pouvoir exécutif au pouvoir législatif est formellement déclarée :

« Le pouvoir exécutif remis à une seule personne qui a sa part aussi du pouvoir législatif, est visiblement subordonné et doit rendre compte à ce pouvoir législatif, lequel peut le changer et l'établir ailleurs, comme il trouvera bon » (25). Quoi qu'on puisse ajouter pour définir par la suite la subordination du pouvoir exécutif, la véritable mesure en est donnée par cette dernière proposition.

Ainsi le pouvoir exécutif est très étroitement limité : de la loi, il tient son autorité, qui ne va pas plus loin que la loi ne l'a déterminée. La personne qui en est revêtue n'est, en somme, que le premier serviteur de la loi (26); le pouvoir suprême auquel tous les autres sont subordonnés, c'est le pouvoir législatif, ce qui est très expressément formulé :

« Dans un Etat formé, qui subsiste et se soutient, en demeurant appuyé sur les fondements, et qui agit conformément à sa nature, c'est-à-dire, par rapport à la conservation de la société, il n'y a qu'un pouvoir suprême, qui est le pouvoir législatif auquel tous les autres doivent être subordonnés ».

Et encore :

« Dans toutes les causes, et dans toutes les occasions qui se présentent, le pouvoir législatif est le pouvoir souverain.

(24) Locke : *Du gouvernement civil*, ch. XII, par. III, pp. 233-234.

(25) Locke : *op. cit.*, ch. XII, pp. 235-236.

(26) Grondin : *op. cit.*, p. 64.

Car ceux qui peuvent proposer des lois à d'autres, doivent nécessairement leur être supérieurs; et puisque l'autorité législative n'est l'autorité législative de la société que par le droit qu'elle a de faire des lois pour toutes les parties et pour tous les membres de la société..., il est nécessaire que le pouvoir législatif soit souverain et que tous les autres pouvoirs des différents membres de l'Etat dérivent de lui et lui soient subordonnés (27). »

Ce pouvoir suprême, peut-il tout se permettre, à raison de cette suprématie même? Réside-t-il dans l'Etat, cette « autorité qui n'a pas besoin d'avoir raison pour valider ses actes »? Locke a répondu nettement et hardiment par la négative :

« Quoique le pouvoir législatif... soit le pouvoir suprême d'un Etat, cependant il n'est et ne peut être absolument arbitraire sur la vie et les biens du peuple. Car ce pouvoir n'étant autre chose que le pouvoir de chaque membre de la Société, remis à cette personne ou à cette assemblée, qui est le législateur, ne saurait être plus grand que celui que toutes ces différentes personnes avaient dans l'état de nature... Car enfin, personne ne peut conférer à un autre..., plus de pouvoir qu'il n'en a lui-même : or personne n'a un pouvoir absolu et arbitraire sur soi-même ou sur un autre... ou sur les possessions d'autrui, mais son pouvoir s'étendant seulement jusqu'où les lois de nature le lui permettent, pour la conservation du reste du genre humain; c'est tout ce qu'il donne et qu'il peut donner à une société, et, par ce moyen, au pouvoir législatif; en sorte que le pouvoir législatif ne saurait s'étendre plus loin (28). »

Au reste, « ...les lois de la nature subsistent toujours comme des règles éternelles pour tous les hommes, pour les législateurs aussi bien que pour les autres » (29).

Enfin, le pouvoir législatif, ainsi soumis aux lois de la nature et limité par les droits naturels de l'homme, trouve encore une limite dans le contrat social: nul, a-t-il été déjà dit, ne peut transférer plus de pouvoir qu'il n'en a lui-même.

D'autre part, la suprême puissance du pouvoir législatif, n'a cependant pas le *droit* de se saisir d'aucune partie

(27) Locke : *op. cit.*, ch. XII, pp. 206 et 230.

(28) Locke : *op. cit.*, ch. X, pp. 289 et suiv.

(29) Locke : *op. cit.*, p. 211.

des biens propres d'un particulier sans son consentement; sans doute, les impôts sont nécessaires, mais ils ne peuvent être levés qu'avec le consentement du plus grand nombre des membres de la Société, ou bien par ceux qui les représentent ou qui ont été choisis par eux (30). En outre, le pouvoir législatif ne peut faire que des lois égales, égales pour tous: « Il y aura les mêmes règlements pour le riche et pour le pauvre, pour le favori et pour le courtisan, et pour le provincial et le laboureur » (31).

Toute la doctrine de Locke peut donc se résumer ainsi: le pouvoir législatif ne peut faire aucune loi qui porte atteinte à la vie, à la liberté et aux biens des individus. La garantie de cette obligation se trouve dans une bonne organisation des pouvoirs publics. Vienne le législateur à enfreindre ses obligations, Locke n'hésite pas à déclarer la révolution *légitime*: « Lorsque le pouvoir législatif attente aux personnes ou aux *propriétés*, le peuple est alors délié de toute obéissance à son égard; il a le droit de prendre sa liberté originaire, et par l'établissement d'une nouvelle autorité législative, telle qu'il jugera de pouvoir à sa propre conversation et à sa propre sécurité » (32).

C'est là, avons-nous dit, l'identité de la doctrine de Locke avec les idées foncières de la Déclaration des Droits, modalités de détail écartées.

Locke, d'ailleurs, n'était pas juriste et ne fit point une construction, selon les règles de l'art. Son ouvrage, cependant, a inspiré un juriste anglais, Blackstone (33), et les idées exprimées dans l'écrit anonyme de ce dernier auraient été développées en Amérique par James Otis (34). Blackstone, toutefois, ne fit pas autre chose que reprendre les idées de Locke selon la technique juridique.

En réalité, « c'est Locke, dit-on, qui a été le plus connu, le mieux compris et le plus cité dans les colonies de l'Amérique du Nord » (35).

Si Locke, semble-t-il, a été quelque peu oublié en France, au XIX^e siècle, par contre sa gloire fut réelle et très grande

(30) Duguit : *Traité, op. cit.*, T. II, p. 577.

(31) Locke : *op. cit.*, ch. X, pp. 290 et suiv.

(32) Locke : *op. cit.*, ch. XVIII et Duguit : *op. cit.*, T. II, p. 577.

(33) Blackstone : *An analysis of the Law England* 1754, et commentaire sur les lois anglaises (1765), traduction française 1774 (6 vol.).

(34) James Otis : *Les droits des colonies anglaises*, 1764.

(35) A. de Chambrun : *Droits et libertés aux Etats-Unis, leurs origines et leurs progrès*, Paris, 1891, p. 26.

au XVIII^e. Mieux encore : comme les écrivains français furent les plus lus et que leurs œuvres surent avoir un énorme retentissement au dehors, c'est vraisemblablement à eux qu'il doit une grande part de la fortune que ses idées connurent dans le monde entier (36).

Sous l'influence de sa philosophie générale, directe et considérable, principalement dans le domaine politique (Voltaire, le premier, en convient) l'analogie dans les idées peut être plus ou moins marquée et des nuances assez sensibles ont pu plus ou moins, se faire jour avant même de subir une déformation radicale avec J.-J. Rousseau. Cette doctrine se retrouve au fond de celle de Voltaire, de Montesquieu, comme dans les conclusions pratiques de Mably (37). Mais une place toute particulière doit être faite aux Economistes français qui, plus encore en France qu'en Angleterre, ont contribué à propager les principes de l'individualisme. On a pu voir dans l'action des disciples des physiocrates (38) — de celle de Quesnay surtout — le point de départ du courant d'opinions qui devait porter les constituants de 1789 à voter la Déclaration (39).

C'est de ce courant d'idées communes, largement répandues sur le monde, au cours de la première moitié du XVIII^e siècle que, dans une identité d'esprit philosophique et une certaine similitude de sentiments, procédant, en même temps, les Déclarations des Droits des Etats américains et la Déclaration française de 1789.

(36) G. Truc, p. 20 de la substantielle notice qu'il consacre à John Locke, sous ce titre (A la Renaissance du Livre, Paris, sans date). (Voir la citation de Grondin, *op. cit.*, p. 87).

(37) Grondin : *op. cit.*, pp. 87 et suiv.

(38) Marcaggi : *Les origines de la Déclaration des Droits de l'Homme de 1789*. Thèse de Marseille, 1904.

(39) Walch : *La Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen et l'Assemblée Constituante*. Thèse de Paris, 1903.

DEUXIEME PARTIE

Analyse systématique des nouvelles Déclarations des Droits dans les Constitutions d'après-guerre

Ces constitutions nouvelles ont puisé leur origine dans la guerre mondiale dont une des conséquences fut, soit de créer de nouveaux Etats, soit de bouleverser les institutions d'anciennes nations, pour inaugurer une nouvelle phase dans l'évolution démocratique des peuples.

Déjà, dès le début du xx^e siècle s'étaient manifestées plusieurs tentatives de liquidation des derniers vestiges de l'absolutisme.

C'est ainsi que la Révolution russe de 1905-1906, la Révolution Turque de 1908, le raffermissement du parlementarisme dans quelques pays, avaient marqué une progression systématique du mouvement démocratique, mais qui eut à subir les entraves de facteurs contraires, aussi bien nationaux qu'internationaux.

La Révolution de février 1917 se résolvant, en Russie, par la formation d'un gouvernement républicain provisoire, donna le signal d'une démocratisation générale. Du demi-absolutisme, ou, plutôt, du faux constitutionnalisme, la Russie passe à la démocratie, c'est-à-dire à la création

d'un nouveau régime, basé sur les principes de la souveraineté du peuple (1).

Sous l'influence de la Révolution russe, les gouvernements de l'Europe centrale se trouvèrent dans l'obligation de faire des promesses à leurs peuples.

Mais, bientôt, en octobre, le parti communiste s'empare du pouvoir et les Bolcheviks, s'appuyant sur l'idée de la révolution sociale, internationale, font obstacle au processus de démocratisation de l'Europe, déjà amorcé.

Dès lors, l'histoire constitutionnelle de l'Europe centrale et orientale se déroule sous la forme d'une lutte entre la démocratie et le soviétisme.

En Allemagne, la révolution prit un caractère, à la fois politique et social, ce qui explique les batailles qui eurent lieu entre républicains et « spartakistes » et permirent aux communistes, dans certains Etats allemands, de conquérir le pouvoir.

Dans les Etats baltes, une lutte s'organise entre les nationaux et les internationaux décidés à dominer les pays.

Dans l'ancienne Autriche, on vit surgir des problèmes complexes, touchant aux questions nationales et à la libération des peuples.

En Hongrie, le gouvernement est remplacé par une Dictature soviétique qui, à son tour, cède la place à l'extrême droite.

Les Tchèques et les Slovaques s'unissent et créent la Tchécoslovaquie.

Les Croates et les Slovènes, en union avec les Serbes, forment la Yougoslavie.

La Pologne, ressuscitée dans ses anciennes frontières, reprend les territoires jadis annexés par la Russie, la Prusse et l'Autriche (2).

En plusieurs pays de l'Europe centrale et orientale la lutte politique se poursuit non seulement entre les nouveaux et les anciens régimes, mais aussi, et de façon acharnée, entre les partisans de la démocratie et ceux du bolchevisme.

(1) Mirkin Guetzevitch : *Les nouvelles tendances du droit constitutionnel*. Giard, 1931, pp. 2 et 3.

(2) Mirkin Guetzevitch : *op. cit.*, pp. 4 et 5 et du même auteur : *Les constitutions de l'Europe nouvelle*, 2^e édit., Delagrave, Paris, 1930, pp. 6-10.

C'est dans ce bouillonnement politique national et social que sont élaborés les nouveaux textes constitutionnels et que l'institution démocratique évolue vers une phase nouvelle.

Il est certain que les Constitutions instaurées après la guerre mondiale, sont fort intéressantes à étudier, tant systématiquement, au point de vue des *idées caractéristiques* spéciales à chacune d'elles, que synthétiquement, si on examine les *éléments communs à toutes ces Constitutions*.

Mais si l'étude systématique et synthétique du droit général *constitutionnel* se révèle pleine d'intérêt, nous estimons, cependant, que les problèmes qui touchent aux droits individuels présentent encore plus d'importance.

Selon les pays, en effet, le mouvement constitutionnel donne à la définition des libertés individuelles, de nouvelles solutions permettant d'une façon plus ou moins accentuée, une transformation de la déclaration classique des Droits de l'Homme.

L'étude de ces diverses transformations forme le fond de cette deuxième partie de notre étude. Celle-ci ne dépassera par l'examen séparé des récentes Déclarations des Droits dans les nouvelles Constitutions de la Russie soviétique, de l'Allemagne, de Pologne, de la Ville Libre de Dantzig, de la Tchécoslovaquie, de la Yougoslavie, de la Roumanie, et de l'Esthonie.

CHAPITRE PRELIMINAIRE

PROBLEMES DES DROITS DE L'HOMME EN RUSSIE SOVIETIQUE

Le nouvel et très curieux régime constitutionnel des soviets, n'a guère été étudié ni objectivement, ni scientifiquement. Ceux qui l'ont exposé ont eu, surtout, pour préoccupation d'en faire soit un panégyrique, soit une critique impitoyable. En ce qui nous concerne, nous tenons à nous placer exclusivement sur le terrain technique, faisant abstraction de l'aspect politique du problème. Nous ne saurions ni réprouver, ni exalter les actes du régime soviétique, car les principes qui le caractérisent dépassent le domaine de la présente étude. Une seule chose doit nous préoccuper, celle de savoir si les droits individuels sont ou ne sont pas respectés et protégés.

Malheureusement, l'Etat soviétique est considéré par le législateur et le juriste soviétique comme une dictature extra-juridique; c'est l'absolutisme sans limite. Et cet absolutisme « ne se contente pas de nier *de facto* les libertés individuelles, mais tente également de bâtir sa théorie de l'Etat selon des principes diamétralement contraires aux principes démocratiques » (1).

Dès lors, toutes les garanties imaginées au cours des siècles, dans l'Europe occidentale, pour assurer ces libertés, sont absolument ignorées par le régime soviétique (2).

(1) Mirkine Guetznévitch : *La théorie générale de l'Etat soviétique*, p. 3.

(2) Mirkine Guetznévitch : *op. cit.*, dans la Préface de Jèze.

I. — CONCEPTION DE L'ETAT

M. Dembsky, théoricien soviétique, déclare : « Le droit n'est autre chose que le soutien accordé par l'Etat, qu'un moyen de contrainte appartenant à l'Etat et dont bénéficie la classe dominante, afin de régler, dans son intérêt propre, la conduite de tous les membres de la société » (3). Un autre, le professeur Gourvitch, définit ainsi le caractère de l'Etat soviétique, par rapport à la théorie générale du droit : « L'intérêt économique de la classe dominante est la force agissante et la loi fondamentale de l'Etat » (4). Lors, pour ces théoriciens, l'Etat est le fait du pouvoir d'une classe donnée, le droit n'ayant aucune signification par lui-même.

La Constitution soviétique diffère de toutes les autres constitutions; elle est le résultat d'un processus vital et non pas de constructions théoriques; elle semble maintenir le vieux point de vue *classique*, en faisant passer la primauté des intérêts économiques avant les intérêts politiques.

Quant à la séparation des pouvoirs de l'Etat, les juristes et les législateurs soviétiques considèrent que la Constitution soviétique ne fait aucune distinction entre les fonctions législatives et les fonctions exécutives, et se contente de conférer à divers organes et dans une certaine mesure, la dimension différente du pouvoir exécutif et législatif » (5). Ils insistent sur le fait que la Constitution soviétique est obligée de reconnaître le principe de « l'unité du pouvoir » et que la séparation des pouvoirs est en contradiction avec les « intérêts de la classe ouvrière ».

Ainsi, la jurisprudence soviétique rejette le principe de la séparation des pouvoirs comme incompatible avec « l'unité de classe » plutôt qu'avec la dictature de classe; cette dictature qui dispose d'un pouvoir incontrôlé, ne se soucie guère plus de ce même principe, en ce qui concerne

(3) D. Dembsky : *La morale et le droit au point de vue du matérialisme historique*. Edit. « Proletarii », 1925, p. 8, cité par Mirkiné Guetzevitch : *op. cit.*, p. 7.

(4) Gourvitch : *Les principes de la Constitution soviétique*, 1923, p. 12. Mirkiné Guetzevitch, *op. cit.*, p. 7.

(5) G. Gourvitch : *op. cit.*, p. 79. Mirkiné Guetzevitch : *op. cit.*, p. 8.

la sauvegarde des droits des citoyens, et la limitation des prérogatives de l'Etat.

L'Etat soviétique ne connaît pas de contrainte juridique. Nous sommes donc autorisé à prétendre que la théorie de l'Ecole allemande, celle de Jellinek, par exemple, qui proclame que l'Etat, lié par son droit, est obligé de reconnaître et de garantir les droits subjectifs, n'est pas éloignée de la doctrine soviétique; au contraire, par « l'unité de classe, les juristes soviétiques ignorent les normes du droit supérieur qui dominent l'Etat et commandent à l'Etat — de ce droit supérieur dont la théorie a été établie par Duguit (6). De là, une négation complète de toutes les normes pouvant dominer l'Etat et obligatoires pour cet Etat, les droits individuels n'existant plus dans la Constitution soviétique (7).

II. — OBSERVATION SOMMAIRE SUR LES CHARTES CONSTITUTIONNELLES AVANT 1936

Dans un souffle d'émancipation, la Révolution du 9-16 mars 1917 emporta le tzarisme; il ne restait que le peuple qui avait souffert de l'oppression et de l'arbitraire et qui devait être émancipé sans retard, résolument et définitivement, disaient les dirigeants. Mais la transmission du pouvoir aux mains du parti bourgeois des Cadets, ne satisfaisait pas les aspirations russes : la politique de ce parti, toute de provocations, devait, aux dires des « maximalistes » faire place à une politique de liberté et d'égalité des peuples, donnant une confiance mutuelle aux citoyens russes et amenant la formation d'une union des ouvriers et des paysans de toutes les parties de la Russie (8) ».

Successivement le premier Congrès des soviets, en juin 1917, proclamait le *droit des peuples de Russie* à se gouverner librement; un deuxième Congrès, en octobre 1917, raffermait ce droit inaliénable d'une façon encore plus entière et définitive. Avec la Révolution du 25 octobre 1917 qui vit la chute de Kerensky, le pouvoir passait à Lénine,

(6) Duguit : *Traité de droit constitutionnel*, 3^e édit., 5 vol., Paris.

(7) Mirkin Guetzevitch : *op. cit.*, p. 9.

(8) P. Ginoulhac : *La Constitution de la République socialiste, déclaration des soviets de Russie*, p. 9-10.

Trotsky et aux maximalistes, les vrais artisans du régime des soviets (9).

A. — *Déclaration des Droits des Peuples de Russie*

Presque au lendemain de la Révolution dite d'octobre, Lénine, président du conseil des commissaires du peuple, dans la *Déclaration des Droits des peuples de Russie* du 15 novembre 1917, présente la Révolution comme une libération intégrale : libération politique et économique. « Les paysans se libèrent de la domination des propriétaires fonciers car la propriété foncière n'est plus; elle est abolie... »

« Les ouvriers se libèrent du bon plaisir des capitalistes car, dorénavant, le contrôle ouvrier des usines et des fabriques sera instauré. Tout ce qui vit et est capable de vivre se libère des chaînes haïes (10). »

C'est en même temps une libération des nationalités. Cette même Déclaration proclame les principes suivants :

1° « Egalité et souveraineté des peuples de Russie;

2° « Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, jusqu'à la séparation et la constitution d'un Etat indépendant;

3° « Suppression de tous les privilèges et limitations nationaux, religieux;

4° « Libre développement des minorités nationales et groupes ethniques habitant le territoire russe (11). »

Ces principes, élaborés au cours des divers congrès des soviets sont, en quelque sorte, la conséquence immédiate de la Révolution de 1917.

B. — *Déclaration des Droits du Peuple travailleur et exploité*

Sans plus tarder, le 17 janvier 1918, le troisième Congrès panrusse des soviets annonce qu'une lutte décisive est engagée par le peuple contre ses exploiters. Une formule nouvelle a été imaginée par les rédacteurs russes : « *Décla-*

(9) Ginoulhac : *op. cit.*, p. 10.

(10) Voir Décret sur la terre du 8 novembre 1917, cité par Radiguet : *Développements Constitutionnels de l'U. R. S. S.* Thèse de Paris, 1935.

(11) Mir Yazoub Mir Aziz Ogli : *Le régime des soviets, ses origines, sa constitution*, Montpellier, 1926, pp. 144-145.

ration des Droits du peuple travailleur et exploité » (adoptée par le Congrès des soviets du 23-31 janvier 1918) composant la première partie de la Constitution de la République socialiste fédérative des soviets de Russie (R. S. F. S. R.) du 23 janvier 1918 (adoptée par le Congrès des soviets du 14-23 juillet 1918) et qui consacre implicitement *la dictature du prolétariat*. Celle-ci a pour but la suppression de toute exploitation de l'homme par l'homme, l'annulation complète de la division de la société en classes, l'extermination impitoyable des exploiteurs (12).

Ce document rédigé par Lénine est considéré dans la littérature soviétique, comme le document constitutionnel le plus complet de la première période de la Révolution soviétique : « La Déclaration a eu une valeur révolutionnaire énorme », disent les théoriciens soviétiques; « son importance dépasse de beaucoup celle qu'a eu dans son temps la Déclaration française des Droits de l'Homme et du Citoyen (13) ».

En effet, les principes généraux du droit public des soviets, définis dans la seconde partie de la Constitution du 10 juillet 1918, ne sont qu'une continuation de la Déclaration soviétique de 1918, qui a tenu une si grande place dans les documents constitutionnels du régime soviétique.

Cette déclaration, non seulement ne comportait pas la liste habituelle des libertés, mais le principe même des droits individuels en est écarté (14). Si nous examinons la *Déclaration des Droits du Peuple travailleur et exploité*, « nous ne voyons aucune mention des garanties individuelles; ce texte proclame le principe de l'expropriation forcée et refuse les droits politiques à tout un groupe d'individus, à toute une classe, et même au *peuple travailleur et exploité*. En réalité, les paysans, les ouvriers, ne bénéficient selon cette Déclaration, d'aucun droit individuel » (15). Cette *Déclaration* est plutôt un exemple non pas de limitation, mais d'extension inouïe du pouvoir de l'Etat (16).

(12) Ancien article premier révisé de la Constitution de 1918, cité par Radiguet : *op. cit.*, p. 21.

(13) Tourboubier : *La Constitution de la R. S. F. R.*, 1925; voir la citation Mirkine Guetzevitch : *Théorie générale*, *op. cit.*, p. 95.

(14) Mirkine Guetzevitch : *op. cit.*, p. 96.

(15) Mirkine Guetzevitch : *op. cit.*, p. 9.

(16) Mirkine Guetzevitch : *op. cit.*, p. 96.

C. — *Constitution du 10 juillet 1918*

La seconde partie de la Constitution de 1918, serre de plus près le problème des droits individuels; alors que le droit constitutionnel des républiques démocratiques repose sur les droits naturels de l'homme, formulés dans la Déclaration des Droits de l'Homme de 1789, le droit constitutionnel soviétique, de son côté, tire ses origines des théories socialistes et du programme du parti communiste, dont les principes sont formulés dans « la Déclaration des Droits du peuple travailleur et exploité ». Une différence profonde existe donc entre le régime soviétique et les régimes libéraux. Sous toutes ses formes, la liberté individuelle est, sans doute, possible, considérée dans le texte même de la Constitution soviétique avec une très grande méfiance.

La liberté de conscience n'est, au fond, que la liberté de ne pas croire. Ici, le pouvoir soviétique se préoccupe, avant tout, d'écarter des cerveaux, toute influence étrangère à sa propre propagande. Si la liberté des confessions religieuses est reconnue à tous les citoyens, par contre, seule, en pratique, la propagande anti-religieuse est autorisée (art. 13) (17).

La propagande religieuse étant interdite, il semblerait que les églises se trouvent dans une quasi impossibilité de fonctionner, puisque la pratique publique d'un culte constitue déjà une sorte de propagande.

La liberté de la presse est, en fait, inexistante. Les dispositions mêmes de la Constitution en proclament la négation, du moins indirectement : « pour assurer aux travailleurs la liberté véritable d'exprimer leurs opinions », l'article 14 décide que l'Etat remet aux mains de la classe ouvrière, tous les moyens techniques et matériels pour éditer des journaux, brochures, livres et toutes autres productions de la presse, ce qui revient à dire que la presse est un monopole d'Etat (18).

Il en est de même de la liberté de réunion, en ce sens que sous couvert de donner aux travailleurs la vraie liberté de réunion, en fait monopolisés par l'Etat, les salles de réu-

(17) Radiguet : *op. cit.*, p. 99; pour les textes, voir Mirkine Guet-zevitch : *La théorie générale...* *op. cit.*, p. 96 et p. 179, art. 4 de la Constitution de R. S. F. S. R.

(18) Radiguet : *op. cit.*, pp. 99-100.

nion et les moyens de se réunir sont à la disposition des seuls partisans du régime soviétique (art. 15). C'est encore l'Etat qui, pour donner aux travailleurs la vraie liberté d'association, se met à leur disposition pour les aider à se grouper (art. 16) (19).

Les textes constitutionnels, enfin, ne font aucune allusion au principe d'inviolabilité de la personne et du domicile.

L'article 23, le plus typique quant à la définition des droits individuels, est ainsi rédigé : « *Guidée par les intérêts de la classe ouvrière dans son ensemble, la République Socialiste Fédérative Russe Soviétique prive certains individus et certains groupes des droits dont ils usent à l'encontre des intérêts de la Révolution socialiste* » (20).

D. — Constitution du 11 mai 1925

La Constitution a été révisée en 1925. La nouvelle *Constitution du 11 mai 1925* ne contient plus aucune *Déclaration*. Il est dit simplement à l'article 1^{er} que la Constitution découle des principes fondamentaux de la « Déclaration des droits du peuple travailleur et exploité ». Pourtant, l'article 23, devenu l'article 13 dans la Constitution du 11 mai 1925, est resté en vigueur relativement à la privation des droits pour « certaines personnes et certains groupes ».

L'idée fondamentale du régime soviétique, en effet, est la dictature et, en vertu de la définition de Lénine, « le concept scientifique de dictature ne signifie pas autre chose qu'un pouvoir illimité, qu'aucune règle, aucune loi ne restreint et qui s'appuie directement sur la force » (21). Le problème des libertés individuelles perd donc son sens dogmatique aussi bien que matériel, et les normes réglant l'inviolabilité personnelle, les associations, les réunions, la presse, ne sont plus « des garanties spéciales des droits personnels, mais les conditions nécessaires de l'existence normale de l'Etat ». Puisque hors de l'Etat, il n'est point de droit, « l'Etat c'est la source des droits du citoyen : L'Etat lui octroie ces droits et établit la liberté d'action de tel ou

(19) Mirkine Guetzevitch : *op. cit.*, p. 96; Radiguet : *op. cit.*, pp. 99-100.

(20) Mirkine Guetzevitch : *op. cit.*, p. 96.

(21) Lénine : *Œuvres complètes*, T. XIX, p. 2.

tel citoyen... Les libertés individuelles ne sont que des principes nécessaires à l'activité de l'individu... L'Etat, en tant qu'organisation de la classe dominante, impose un certain système d'économie politique, un certain ordre social et un ordre juridiquement objectif... C'est pour sauvegarder cet ordre qu'il octroie des droits aux citoyens et restreint les libertés de chacun... » (22).

La doctrine soviétique nie l'existence des droits *personnels, inaliénables, innés*; en fait, il n'y a pas lieu de s'étonner que le citoyen ne jouisse pas des libertés individuelles qui sont reconnues dans les constitutions modernes.

III. — LA NOUVELLE CONSTITUTION DE 1936 ET LES DROITS DE L'HOMME

Depuis l'époque où fut adoptée la Constitution de 1924, la situation en U. R. S. S. s'est profondément transformée. Avant tout, « le rapport des forces de classes a radicalement changé », comme le disait M. Molotov, au VII^e Congrès des soviets, en 1935, pour justifier une profonde réforme électorale ainsi qu'une réforme constitutionnelle (23).

Depuis douze ans, l'évolution accomplie par l'Union soviétique dans tous les domaines, politique, économique et social, notamment, rend aisée la compréhension des principes dominant la structure politique de l'Etat. Aux termes de cette évolution, les dirigeants soviétiques, considérant que les éléments capitalistes qui avaient survécu à la Révolution, sont maintenant éliminés, que l'opposition est anéantie et qu'il n'existe plus de classes aux intérêts antagonistes, estiment pouvoir atténuer la dictature du Parti communiste et accorder aux individus ou, tout au moins, aux « travailleurs », des libertés et des droits à côté de ceux de l'Etat, auxquels ils doivent, d'ailleurs, rester subordonnés.

Animé d'un pareil esprit, l'Etat soviétique va ainsi apparaître sous un double aspect : d'une part, il restera socialiste et de l'autre, il deviendra démocratique et libéral (24).

Le projet de Constitution de l'U. R. S. S., élaboré par

(22) Malitzky : *Le droit soviétique*, pp. 93-94. Voir Mirkine Guetzevitch : *op. cit.*, p. 112.

(23) Appert B : *La Réforme constitutionnelle de l'Union soviétique. Revue des sciences politiques*, 1936, p. 393.

(24) Appert : *op. cit.*, p. 399.

M. Staline, approuvé à l'unanimité par le Bureau du Comité Exécutif central de l'Union, le 11 juin 1936, est adopté avec quelques amendements, le 5 décembre 1936, par le VIII^e Congrès extraordinaire des soviets convoqué à cette fin, le 25 novembre (25).

Dans cette nouvelle Constitution, le chapitre X qui définit les « Droits et devoirs fondamentaux des citoyens » doit retenir notre attention; ces droits sont clairement énoncés, mais leur garantie demeure assez platonique.

La Constitution précise, en effet, que tous les citoyens de l'U. R. S. S. ont droit au travail, « c'est-à-dire le droit de recevoir un emploi garanti, avec rémunération de leur travail, selon sa quantité et sa qualité » (art. 118, al. 1), droit au repos (journée de 7 heures, congés payés, séjour dans les sanatoria, etc...) (art. 119, al. 2), droit à l'assurance matérielle pour la vieillesse, en cas de maladie ou de perte de capacité de travail (art. 120, al. 1), droit à l'instruction primaire générale et obligatoire gratuite (art. 121). Un article particulier (art. 122) précise que la femme est mise sur le même pied que l'homme et l'article suivant (art. 123) déclare que : « l'égalité en droits des citoyens de l'U. R. S. S. sans distinction de nationalité et de race, dans tous les domaines de la vie économique, publique, culturelle, sociale et politique est une loi immuable » (26).

La conception de la liberté de conscience est exposée à l'article 123 dans les termes suivants : « Afin d'assurer aux citoyens la liberté de conscience, l'Eglise en U. R. S. S. est séparée de l'Etat et l'école, de l'Eglise. La liberté de pratiquer les cultes religieux et la liberté de propagande antireligieuse sont reconnues à tous les citoyens. »

La religion, nous le savons, a été considérée par les dirigeants soviétiques, comme « un instrument de duperie et d'exploitation »; aussi l'Etat soviétique ne permet pas à l'Eglise d'exercer une influence sur l'esprit de la jeune génération dans les écoles. Mais il admet l'emploi des moyens moraux pour lutter contre l'Eglise en reconnaissant la liberté de propagande antireligieuse (27).

(25) Pierre A. : *L'Epoque Nouvelle*, 1936, pp. 591 à 594, 1227.

(26) Pour les textes : voir *Constitution (loi fondamentale) de l'Union des Républiques soviétiques socialistes*, édition à Moscou, au Kremlin, le 5 décembre 1936.

(27) Voir la citation du professeur Joseph Barthélemy, *op. cit.*, p. 21.

Celle-ci est ainsi consacrée solennellement dans la Constitution. Les autres libertés sont comprises à l'art. 125 :

a) la liberté de parole; b) la liberté de la presse; c) la liberté de réunions et des meetings; d) la liberté des cortèges et démonstrations de rue. Est-ce à dire que les citoyens de l'U. R. S. S. pourront faire de l'opposition au gouvernement, publier des journaux hostiles au régime, manifester leur mécontentement, comme dans les pays démocratiques occidentaux? Evidemment non, parce que ces libertés sont octroyées « conformément aux intérêts des travailleurs et afin d'affermir le régime socialiste » (art. 125, al. 1); par ailleurs, il est spécifié à l'article 131 que les personnes qui attenteraient à la propriété sociale, socialiste, seront proclamées « ennemis du peuple ». Il ne sera toléré aujourd'hui comme hier, ce qu'à Moscou on appelle « autocritique » que dans des limites très strictes (28).

Si la liberté de pensée existe, il n'en subsiste pas moins que la libre discussion ne reste tolérée que pour tout ce qui ne touche en rien au fondement de l'Etat. Une seule opinion politique est tolérée : l'opinion communiste; il ne peut exister dans l'U. R. S. S., que des groupements n'ayant aucune nuance politique.

Ainsi, convient-il de remarquer, que la conception soviétique de la liberté est fort différente de celle de la démocratie occidentale : la liberté de la presse, de réunion, de la parole, n'est pas conçue, constate le professeur Mirkine Guetzevitch comme un droit des individus, mais comme une tâche de l'Etat (29). C'est l'Etat soviétique qui doit fournir au peuple les brochures, les journaux; c'est l'Etat, seul, qui imprime et tous les moyens d'extérioriser la pensée sont monopolisés par l'Etat. Les dirigeants de l'Etat soviétique prétendent avoir établi « la démocratie la plus complète » mais, quant à nous, nous faisons nôtre la parole du professeur Joseph Barthélemy : leur œuvre ne reflète que « les fantômes des droits des citoyens » (30).

Néanmoins, la nouvelle Constitution manifeste une volonté de renouvellement. Elle promet l'inviolabilité du domicile et le secret des correspondances (art. 128), avan-

(28) Pierre A., *op. cit.*, pp. 1227 et suiv.

(29) Mirkine Guetzevitch : *L'Europe nouvelle* 1937, pp. 67-68.

(30) Joseph Barthélemy : La nouvelle constitution soviétique, *Revue de Paris*, 1^{er} septembre 1936, pp. 5 à 32.

tages ignorés en Russie, même du temps des tsars (31). En outre, elle pose le principe essentiel de ce que les déclarations classiques des droits de l'Homme dénomment la « sûreté » ou garantie contre les arrestations arbitraires. « Nul ne peut être mis en état d'arrestation autrement que par décision du tribunal ou sur sanction du procureur » (art. 127). La règle est excellente; de son application, nous ne pouvons que douter, sous le régime d'absolutisme des soviets. Nous devons cependant estimer que cette évolution est dirigée vers une certaine forme de libéralisme ou, plus exactement, vers un relâchement léger de l'autoritarisme passé.

Au chapitre X, il n'est pas fait une seule allusion à la propriété privée. Mais il y est exprimé que « tout citoyen de l'U. R. S. S. est tenu de sauvegarder et d'affermir la propriété sociale, socialiste, qui est la base sacrée et inviolable du régime soviétique, la source de la richesse et de la puissance de la Patrie, la source d'une vie aisée et cultivée pour tous les travailleurs » (art. 131, al. 1). Ainsi, la propriété privée n'est pas un droit fondamental du citoyen. Il n'existe, en Russie, d'autre propriété que celle de l'Etat. La terre, le sous-sol, les eaux, les richesses naturelles de même que les entreprises, en un mot « le bien du peuple tout entier » sont la propriété de l'Etat (art. 6).

L'Etat concède sur sa propriété des droits de jouissance, en principe, à des collectivités (propriété de chaque kolchoz, propriété des unions coopératives) (art. 5). Exceptionnellement, mais strictement limité aux citoyens, l'article 9 énonce « qu'à côté du système socialiste d'économie, qui est la forme dominante de l'économie en U. R. S. S., la loi admet les petites économies privées des paysans individuels et des artisans, fondées sur le travail personnel et excluant l'exploitation du travail d'autrui ». L'article 10 ajoute que « le droit des citoyens à la propriété personnelle des revenus et épargnes provenant de leur travail, à la propriété de leur maison d'habitation et de l'économie domestique auxiliaires, des objets de ménage et d'usage quotidien, des objets d'usages et de commodité personnels, de même que le droit d'héritage de la propriété personnelle des citoyens, sont protégés par la loi » (32). Sans aucun

(31) Joseph Barthélemy : *op. cit.*, p. 23.

(32) Voir : Constitution de l'U. R. S. S., *op. cit.*, pp. 218 et 22.

doute, il y a déjà là une évolution sur la pure doctrine communiste.

« La pure doctrine communiste ne tient pas compte de la qualité de la nature, de la fécondité du travail; chacun doit fournir son effort maximum, mais ce n'est pas cet effort qui est rémunéré; chacun, en effet, reçoit suivant ses besoins » (33). Au contraire, la nouvelle Constitution de 1936, après avoir posé de nouveau le principe : « qui ne travaille pas ne mange pas » (art. 12, al. 1) ajoute la maxime : « A chacun suivant ses capacités, à chacun selon son travail » (art. 12, al. 2); elle s'arrête au socialisme et ne va pas jusqu'au communisme.

En ce qui concerne les devoirs fondamentaux des citoyens, la Constitution définit que : « tout citoyen de l'U. R. S. S. est tenu d'observer la Constitution, de respecter la discipline du travail (art. 130), de sauvegarder et renforcer la propriété socialiste qui est la base *sacrée* et *inviolable* du régime soviétique » (art. 131). Un article proclame le service militaire obligatoire (art. 132), la défense de la Patrie étant le devoir sacré de chaque citoyen de l'U. R. S. S. (art. 133).

Après un scrupuleux examen, nous ne pouvons que constater que la nouvelle Constitution de l'U. R. S. S. de 1936 ne marque pas, en dépit de certaines apparences, un retour vers les conceptions démocratiques occidentales. Elle se maintient entièrement dans le cadre de la dictature bolchevik. Les droits de l'homme, en Russie soviétique, restent, aujourd'hui comme hier, dans une situation très particulière; en tout état de cause, ils se révèlent fort amoindris, si on les compare aux droits qui sont affirmés dans les Constitutions des pays dont les dirigeants s'efforcent d'apporter, à l'homme, le bonheur, dans le progrès moral et matériel.

(33) Joseph Barthélemy : *op. cit.*, p. 20.

CHAPITRE PREMIER

« DROITS ET DEVOIRS FONDAMENTAUX DES ALLEMANDS » DANS LA CONSTITUTION DE WEIMAR DE 1919

Jusqu'à l'automne de 1918, l'Allemagne a vécu sous l'empire de la Constitution du 16 avril 1871. En novembre 1918, l'œuvre de Bismarck s'est subitement écroulée, la défaite militaire et la révolution ayant plongé l'Allemagne dans le chaos; à travers de nombreuses vicissitudes, après de longs tâtonnements, elle est parvenue à se donner une nouvelle Constitution, dite de Weimar.

La Déclaration des « Droits et Devoirs fondamentaux des Allemands » contenue dans cette Constitution est considérée par la plupart des juristes, comme le prototype de toutes les déclarations des Droits insérés dans les nouvelles constitutions d'après-guerre.

En raison de son influence et malgré sa disparition, il nous paraît opportun et utile de consacrer à la Constitution de Weimar quelque développement.

I. — DROITS FONDAMENTAUX DES ALLEMANDS DANS L'ANCIEN RÉGIME

La nouvelle Déclaration de Weimar de 1919, a repris une tradition qui avait été suivie en Allemagne jusqu'en 1848.

Avant cette époque, la plupart des Constitutions des Etats particuliers allemands contiennent une section sur les droits des sujets; en 1848, l'Assemblée nationale constituante, réunie à Francfort, vota un exposé des droits fon-

damentaux du peuple allemand qui fut publié le 27 décembre 1848 (1). Dans cette Assemblée de Francfort, les libéraux dominaient; ils firent adopter les principes de la Constitution belge de 1831, modèle alors des constitutions libérales : égalité devant la loi; indépendance de la justice, autonomie des communes, représentation du peuple dans chaque Etat, droit d'association, liberté de la presse, du culte et de l'enseignement. Par décision fédérale du 23 août 1851, cet exposé fut déclaré nul, mais il n'en conserva pas moins une certaine importance.

Dans la Constitution de la Confédération de l'Allemagne du Nord de 1866, il n'existe plus de déclaration des droits; la Constitution de l'Empire allemand du 16 avril 1871 ne contient, non plus, aucune déclaration des droits et la vieille tradition s'est trouvée complètement rompue (2).

Des réformes partielles, tardivement opérées dans la Constitution de 1871 avaient précédé la révolution de novembre 1918. Quand celle-ci éclata, elle renversa en quelques heures tout l'appareil constitutionnel de l'ancien régime; un nouveau gouvernement surgit qui, durant quelques semaines, détint le pouvoir au nom d'une minorité et sans autre titre que la force.

II. — CHUTE DE L'ANCIEN RÉGIME

La Révolution éclata en Allemagne au début de novembre 1918. Dès le 4 novembre, les matelots révoltés se rendirent maîtres de la situation à Kiel; le même jour, le mouvement s'étendait à Lubeck et Hambourg et, simultanément, gagnait d'autres villes : Hanovre, Cologne, Magdebourg, Brunswick, Leipzig, Dresde... Du 4 au 9 novembre, toute l'Allemagne du nord, du sud et du centre se trouve entre les mains des conseils d'ouvriers et de soldats. La famille royale est expulsée et le 9 novembre 1918, à 2 heures de l'après-midi, devant le Reichstag, la République est proclamée par Scheidemann. L'ancien régime en Allemagne avait vécu.

La Révolution était certainement l'œuvre des Indépen-

(1) Gidel : *Cours de Droit constitutionnel comparé à la Faculté de Droit de Paris*, 1934-35, p. 286.

(2) Gidel : *op. cit.*, p. 289.

dants; leur chef, Ernest Daüming, s'était rendu à Moscou étudier le mouvement bolcheviste; de son côté, la Russie était venue à eux avec Joffe et ses agents. Cependant, les social-démocrates, Ebert, Scheidemann en tête, s'en attribuèrent tout le profit. Au début, les deux partis socialistes se partagent le pouvoir mais, après quelques semaines de collaboration, les social-démocrates éliminent les Indépendants. Après la deuxième Révolution et l'assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg, ils restent seuls maîtres du gouvernement.

L'Assemblée nationale élue le 19 janvier 1919, avait pour mission essentielle de conclure la paix et de donner une constitution à l'Allemagne nouvelle.

L'Assemblée nationale constituante, composée de 163 social-démocrates, 89 centristes et, seulement, 22 indépendants se réunit le 6 février 1919 à Weimar. La Constitution « provisoire », votée le 10 février, entra en vigueur immédiatement après son vote mais l'élaboration de la Constitution définitive dura, elle, près de neuf mois. De nombreux avant-projets et projets complémentaires avaient été étudiés et discutés dans des conférences avec les Etats, en des sous-commissions, commissions et séance plénière. Le professeur Preusse, pendant tout ce long travail ne cessa d'être constamment sur la brèche et il peut, à juste titre, être considéré comme le principal auteur de la Constitution (3).

La Constitution « définitive », votée le 31 juillet 1919, entra en vigueur dès après sa promulgation et publication, le 11 août suivant.

III. — ELABORATION DE LA DÉCLARATION DES DROITS

Les constituants parurent vouloir s'inspirer de la Constitution de 1848, des Déclarations des Droits de la Révolution française ainsi que des Constitutions américaines et belge, énumérant, en un petit nombre de paragraphes, quelques principes juridiques essentiels et énonçant quelques dogmes fondamentaux, considérés, depuis un siècle,

(3) Brunet (René) : *La Constitution allemande du 11 août 1919*, Payot, Paris, 1921, p. 35.

dans tous les pays civilisés, comme des vérités évidentes (4).

Mais, au cours de la discussion en sous-commission comme en commission et en assemblée plénière, on dépassa de beaucoup ces directives générales : les uns, comme Henize, voulaient, d'une façon radicale, supprimer toute déclaration des droits de la Constitution du Reich, car ils n'apercevaient dans ces principes aucun système ferme, mais seulement une collection de « *déclarations et de déclamations* » auxquelles s'ajoutaient quelques maximes juridiques figurant déjà dans d'autres lois; les autres, comme Beyerlé, du centre, voulaient maintenir le système du projet gouvernemental, en le complétant, cependant, par quelques dispositions destinées à assurer la protection des droits acquis des confessions religieuses. D'autres enfin, parmi lesquels, principalement, le député démocrate Frédéric Naumann, estimaient que le projet gouvernemental, même ainsi élargi, était rétrograde et ne convenait pas au degré de développement actuel de la culture allemande : ils demandaient à y substituer une *Déclaration des Droits fondamentaux* définissant l'idéal démocratique allemand et non pas l'ancien individualisme occidental ou le nouveau communisme russe (5).

Heureusement — l'aile droite du parti populaire exceptée, — tous les autres partis reconnurent la nécessité de faire une « déclaration des droits » : les démocrates, dans la mesure où ils tenaient au vieil individualisme politique, économique et social; la droite, dans le désir d'obtenir de la sorte une défense contre le socialisme et un moyen de régler le sort des Eglises Evangéliques; le centre et le parti social-démocrate, en voulant y trouver, l'un une garantie des libertés classiques qui sauveraient ses positions traditionnelles et l'autre, les bases d'une organisation économique de l'Etat (6).

Finalement, la discussion s'orienta vers une déclaration d'un type très nouveau. Elle est entièrement consacrée aux Droits et Devoirs fondamentaux des Allemands. Ces dis-

(4) Brunet : *op. cit.*, p. 222.

(5) Vermeil : *op. cit.*, p. 171.

(6) Vermeil : *La Constitution de Weimar et le principe de la Démocratie allemande*, Istra, Strasbourg, 1923, p. 174.

positions, comprises dans les articles 109 à 165, sont réparties en cinq sections.

IV. — DROITS ET DEVOIRS FONDAMENTAUX DE L'INDIVIDU

Les cinq sections de la Déclaration de Weimar portent les titres suivants : *l'Individu, la Vie en société, la Religion et les Confessions religieuses, l'Education et l'Ecole, la Vie économique*. Si l'on considère seulement les Droits fondamentaux, la section se rapportant à *l'Individu* commence par donner une énumération aussi complète que possible des libertés individuelles telles qu'elles sont inscrites dans les Déclarations classiques. Aucune de ces libertés n'est oubliée; certains principes sont même élargis.

Cette première section, « *L'Individu* », ne donne une déclaration des droits que du point de vue « *libéral individualiste* ». S'il n'y avait que cette section, la Déclaration des Droits et des Devoirs fondamentaux des Allemands ne se différencierait guère des autres déclarations existant déjà dans un certain nombre de textes constitutionnels (7).

A. — *L'Egalité devant la Loi*

La Constitution proclame, tout d'abord, que tous les Allemands sont égaux devant la loi (art. 109, al. 1) : hommes et femmes ont, en principe, les mêmes droits et devoirs civiques (art. 109, al. 2); les privilèges dus à la naissance et à la classe doivent être abolis (art. 109, al. 3); les titres ne peuvent être conférés que lorsqu'ils désignent un emploi ou une fonction (art. 109, al. 4); il ne peut être conféré par l'Etat ni ordres, ni décorations (art. 109, al. 5); aucun Allemand ne peut accepter de titres ou d'ordres d'un gouvernement étranger (art. 109, al. 5).

B. — *Les Libertés individuelles proprement dites*

Chaque Allemand, possède le droit de circuler et de séjourner dans toute localité du Reich (art. 111), de se rendre dans tout pays étranger, d'y être protégé; la garantie lui est accordée contre l'extradition, les arrestations et l'emprison-

(7) Brunet : *op. cit.*, pp. 228, 229. Gidel : *op. cit.*, pp. 292-293.

nement arbitraires (art. 112); l'inviolabilité du domicile (115), le secret des lettres ainsi que celui des télégrammes et des communications téléphoniques (art. 117) lui sont assurés; à chacun est reconnue la liberté d'opinion, celle-ci étendue aux manifestations de la pensée par films cinématographiques (art. 118).

C. — *La Protection des Minorités*

Les populations de langue étrangère du Reich ne peuvent subir aucune atteinte dans leur libre développement national, spécialement dans l'usage de leur langue maternelle en matière d'enseignement, ni en ce qui concerne l'administration intérieure et l'administration de la justice (art. 113).

D. — *Les Devoirs fondamentaux*

En ce qui concerne les devoirs fondamentaux de l'individu, ils doivent être recherchés dans les autres sections.

Dans la deuxième « *La vie en société* », on relève : Tout Allemand a le devoir d'assumer des fonctions honorifiques (art. 132); tous les citoyens sont tenus de remplir le devoir militaire et de se plier aux obligations dues par eux envers l'Etat et la Commune (art. 133); enfin, tous les citoyens sans distinction et selon leurs moyens, sont soumis à toutes les charges publiques, conformément aux lois (art. 134).

Dans la quatrième section : « *Education et Ecole* » est inscrite l'obligation scolaire générale (art. 145).

Dans la cinquième et dernière section : « *La Vie économique*, » est mentionné le devoir moral d'employer ses forces intellectuelles et physiques comme le requiert l'intérêt de la collectivité (art. 163).

V. — DROITS ET DEVOIRS FONDAMENTAUX DES COLLECTIVITÉS

Des conceptions sociales, modernes, ont conduit les Constituants à étudier les Droits et Devoirs de certaines collectivités, de certains groupements, exerçant un rôle capital dans la société mais qui avaient été complètement délaissés dans les déclarations classiques de l'inspiration libérale individualiste : *famille, associations, communes et fonctionnaires*.

A. — *La Famille*

La législation relative au mariage, à l'éducation et à la protection de l'enfant, au devoir d'éducation des parents, est formulée dans la Constitution de Weimar selon les principes généraux suivants :

Le mariage qui forme la base de la vie de famille et d'où dépendent la conservation et l'accroissement de la nation, est placé sous la protection particulière de la Constitution ; il repose sur l'égalité des droits des deux sexes (art. 119).

Le mariage et la famille, ainsi reconnus comme assises de la vie sociale et comme source primaire d'où découlent les mœurs et la culture allemande, la Constitution de Weimar (art. 119) énonce, que l'Etat et les Communes doivent veiller à la pureté, à la santé et à l'amélioration sociale de la famille. D'autre part, les familles nombreuses peuvent prétendre à des mesures de prévoyance compensatoires et la maternité à la protection et à la sollicitude de l'Etat. Quand il s'agit de l'éducation, l'article 120 déclare que les parents ont le droit mais aussi le devoir d'élever leurs enfants. « L'éducation de la progéniture, en vue de lui faire acquérir les qualités physiques, intellectuelles et sociales, est le premier devoir et le droit naturel des parents ». L'Etat intervient comme organe de surveillance, dans l'accomplissement des devoirs imposés aux Parents : « la société politique surveille la manière dont ils s'en acquittent » (8).

L'Etat s'est imposé comme obligation, d'une façon générale, de protéger la jeunesse. L'article 122 spécifie que « la jeunesse doit être protégée contre l'exploitation, ainsi que contre l'abandon moral, intellectuel ou physique. L'Etat et la commune ont à pourvoir aux organisations nécessaires ». Les soins à donner aux enfants et aux jeunes gens rentrent donc dans la compétence législative du Reich.

Lors de la discussion du projet de Constitution, des propositions ont été faites tendant à améliorer le sort des enfants naturels ; elles visaient à assimiler, au point de vue des droits familiaux, les enfants illégitimes aux enfants légitimes. Eu égard aux difficultés de trancher des questions de droit privé, dans un texte constitutionnel, la majorité de l'Assemblée décida d'abandonner cette matière au droit civil et à son développement ultérieur. Elle s'est bornée à poser le

(8) Brunet : *op. cit.*, pp. 243 et 348.

principe directeur : « La législation doit procurer aux enfants naturels, pour leur développement physique, intellectuel et social, les mêmes conditions qu'aux enfants légitimes » (art. 121). Cette disposition constitue une indication pour les futurs législateurs; c'est une satisfaction, tout au moins de forme, accordée à ceux qui, lors des débats sur la Constitution avaient plaidé la cause des enfants illégitimes et demandé leur assimilation aux enfants légitimes, soit au point de vue du droit de porter le nom du père, soit au point de vue des droits successoraux. Bien que ces idées hardies n'aient pas triomphé complètement, l'art 121 a été néanmoins inséré afin d'inviter le législateur à s'engager dans la voie ainsi ouverte sans que cependant, il en résulte, pour lui, une obligation (9).

B. — *L'Association*

Le problème des *droits sociaux* est abordé dans la section traitant de la *Vie en société* : droit de réunion et d'association, liberté et secret du vote, droit de pétition.

En ce qui concerne la liberté de réunion, la Constitution de Weimar s'en tient aux règles de la loi du 19 avril 1908 (10) : « Tous les Allemands ont le droit, sans déclaration ni permission particulière de se réunir paisiblement et sans armes » (art. 123), alors que « les réunions à ciel ouvert peuvent, par une loi du Reich, être soumises à la formalité d'une déclaration » (art. 123). Cette limitation de la liberté de réunion ne consiste pas comme autrefois dans la nécessité d'une autorisation (11), mais, simplement, dans l'obligation de donner à la police un avis préalable, par raison de sécurité et d'ordre public. L'article ajoute que les réunions à ciel ouvert peuvent être interdites en cas de danger immédiat pour la sécurité publique, précaution qui se conçoit facilement dans une Constitution moderne démocratisée.

(9) Brunet : *op. cit.*, pp. 244-348 et Gidel : *Cours de droit constitutionnel comparé*, 1934-35, pp. 293-294.

(10) L'obligation qui existait autrefois pour les réunions publiques de donner aux autorités un avis préalable est supprimée par la loi du 19 avril 1908. Voir Brunet : *op. cit.*, p. 244.

(11) La loi de 1908 exigeait pour les réunions publiques à ciel ouvert et les manifestations sur les voies ou places publiques, une autorisation préalable de la police, autorisation qui devait être demandée au moins 24 heures à l'avance.

L'art. 124 rappelle la loi de 1908 quant à la liberté d'association : « Tous les Allemands ont le droit, pour des buts qui ne sont pas contraires aux lois pénales, de former des sociétés ou associations; ce droit ne peut être limité par des mesures préventives ». La Constitution dispose expressément : « Toute association est libre d'acquérir la capacité juridique, conformément aux prescriptions du droit civil. Cette capacité ne peut être refusée à une association pour le motif qu'elle poursuit un but politique, social ou religieux » (art. 124). Les règles prévues au Code civil d'avant la Révolution, donnaient, aux autorités administratives, le droit de s'opposer à l'acquisition de la capacité juridique, par les associations qui poursuivaient un but politique, social ou religieux. Cette restriction est supprimée par la Constitution de Weimar, comme contraire au principe moderne d'après lequel la liberté d'association doit être entière (12).

Pour compléter les droits sociaux, l'art. 125 garantit la *liberté et le secret du vote*. De son côté, l'article 126 énonce que : « Tout Allemand a le droit d'adresser par écrit des pétitions ou réclamations à l'autorité compétente, ou à la représentation populaire ».

C. — *Les Communes*

La Constitution décide que « les Communes et Unions de communes ont droit à l'autonomie administrative », mais qui doit s'exercer « dans les limites de la loi » (art. 127). Ainsi, le principe de la décentralisation se trouve introduit dans la liste des Droits fondamentaux. C'est l'une des innovations de la Déclaration de Weimar.

D. — *La Fonction publique*

La Constitution ne consacre pas moins de 7 articles à la question de la « *fonction publique* ».

Elle part de ces principes que les fonctionnaires sont les serviteurs, non point du parti qui gouverne, mais de la collectivité; par suite tous les citoyens, sans distinction, seront admissibles aux emplois publics « dans le Reich et dans les pays, conformément aux lois et selon leurs aptitudes et facultés » (art. 128). Dans le droit antérieur, il ne se

(12) Brunet : *op. cit.*, p. 245.

trouvait aucun obstacle légal qui empêchat les femmes d'être admises aux fonctions publiques. La Déclaration de Weimar spécifie que « toutes dispositions d'exceptions contre les fonctionnaires du sexe féminin sont supprimées » (art. 128) (13).

Pour inciter les fonctionnaires à rester fidèles à la collectivité toute leur vie, la Constitution déclare que « les fonctionnaires sont nommés à vie » et ont le droit à une situation pécuniaire garantie (art. 129).

Mais, en dehors du service, tout fonctionnaire, n'est ni plus ni moins qu'un simple citoyen, de sorte que la Déclaration reconnaît la liberté de conviction politique et d'association (art. 130).

Ces derniers principes ont été adoptés dans la plupart des constitutions modernes.

VI. — LIBERTÉ RELIGIEUSE ET DES CULTES

La Constitution proclame le principe de la liberté de croyance et de conscience et de la liberté des cultes.

Ces libertés sont expressément placées par la Constitution sous la protection de l'Etat; elles sont garanties contre toute atteinte, de quelque côté qu'elle provienne. Ces principes ne touchent ni à la séparation complète, ni à l'union étroite des Eglises et de l'Etat; les Eglises, affranchies de l'Etat, jouissent cependant de certains privilèges.

L'article 135 dispose : « Tous les habitants du Reich jouissent d'une pleine liberté de croyance et de conscience; le libre exercice de la religion est garanti par la Constitution et placé sous la protection de l'Etat ». Les Eglises sont libres : « Il n'y a pas d'Eglise d'Etat »; (art. 137, al. 1^{er}); chaque confession religieuse administre et réglemente ses affaires librement, pourvu qu'elle observe les lois générales valables pour tous : « Elle confère ses emplois sans la participation de l'Etat ou de la Commune civile » (art. 137, al. 3). La réunion des confessions religieuses en associations, à l'intérieur des frontières du Reich, n'est enfin soumise à aucune limitation (art. 137, al. 2) (14).

Pourtant, reconnaissant les forces sociales et l'importance que représentent les Eglises dans la vie publique, la

(13) Brunet : *op. cit.*, pp. 246-349; Gidel : *op. cit.*, p. 295.

(14) Brunet : *op. cit.*, pp. 250-251, 350.

Constitution leur accorde les privilèges dont jouissent les corporations publiques (art. 137, al. 5); elles ont le droit de lever des impôts sur les bases des rôles établis pour la perception des impôts civils (art. 137, al. 6).

Les associations qui se proposent de poursuivre en commun certains idéals philosophiques, sont assimilées aux confessions religieuses (art. 137, al. 7).

La Constitution, prévoit, en outre, quelques dispositions concernant l'exercice de la religion : « Le dimanche et les jours de fête reconnus par l'Etat restent protégés par la loi, comme jours de repos physique et de perfectionnement spirituel » (art. 139) et, « dans la mesure où le besoin du service divin et du soin des âmes se fait sentir dans l'armée, les hôpitaux, les établissements pénitentiaires ou autres établissements publics, les confessions religieuses sont autorisées à se livrer à des actes religieux sans qu'aucune contrainte puisse être exercée » (art. 131).

VII. — LIBERTÉ D'ENSEIGNEMENT

La section : « *Education et Ecole* » de la Constitution ne comporte pas moins de 9 articles consacrés à l'instruction et aux établissements : « L'art, la science et leur enseignement sont libres; l'Etat leur donne protection et contribue à les favoriser », énonce l'article inaugural (art. 142) de cette quatrième section que termine l'art. 150 par la disposition suivante : « Les monuments artistiques, historiques et naturels ainsi que les paysages jouissent de la protection et de la sollicitude de l'Etat ». Les autres articles, très détaillés, contiennent des dispositions relatives à l'enseignement public et à l'enseignement privé, ainsi que des dispositions communes à l'un et à l'autre de ces deux enseignements.

A. — *L'Enseignement public*

L'idée essentielle est d'assurer à chaque individu un maximum de développement, de telle sorte qu'il puisse collaborer de la façon la plus efficace au bien-être de la collectivité (15). Pour obtenir la réalisation de cette idée, il faut

(15) Brunet : *op. cit.*, p. 254.

que soit rendu obligatoire un minimum d'instruction, l'enseignement étant gratuit. L'article 145 dispose : « Il y a une obligation scolaire générale. Il y est satisfait, en principe, par l'école populaire, dont le cours d'études dure au moins huit années, à laquelle est annexée l'école de perfectionnement jusqu'à dix-huit ans accomplis ». Et, plus loin : « L'enseignement et les fournitures scolaires, au moins dans les écoles populaires et les écoles de perfectionnement, sont gratuits ». D'après l'article 146, les écoles moyennes et supérieures sont, en principe, payantes mais « le Reich, les Pays et les communes doivent créer des ressources publiques, notamment pour attribuer des secours d'enseignement aux parents des enfants qui sont reconnus aptes à recevoir l'éducation dans les écoles moyennes et supérieures et ce, jusqu'à la fin de cette éducation ».

Enfin, à la base de l'édifice scolaire se trouve l'école commune, l'école fondamentale qui distribue à tous les enfants un enseignement égal, tant au point de vue de sa durée qu'au point de vue de son contenu. L'ensemble du régime scolaire est sous le contrôle de l'Etat (art. 143). Il est uniforme (art. 133) mais, en ce sens, qu'il est « un » dans la conception qui préside à son établissement, qu'il s'inspire partout et notamment des mêmes principes, qu'il ne fait aucune différence dans l'enseignement distribué entre les enfants et qu'il ignore volontairement la situation économique et sociale, ainsi que la croyance religieuse des parents (art. 146).

B. — *L'Enseignement privé*

La Constitution reconnaît le principe de la liberté d'enseignement aux écoles privées. Cependant, les écoles privées, considérées « comme succédanées des écoles publiques, ont besoin de l'autorisation de l'Etat et sont soumises aux lois de pays ». Mais « l'autorisation doit être accordée lorsque les écoles privées, dans leurs programmes et leur organisation, de même que dans la formation scientifique de leur personnel enseignant, ne sont pas inférieures aux écoles publiques et qu'elles n'établissent pas une séparation des élèves d'après la situation de fortune des parents (art. 147). La situation économique et juridique des maîtres des écoles privées doit être garantie (art. 147).

Il ne peut y avoir d'écoles populaires privées que « s'il

n'existe pas, dans la commune, une école populaire publique de la confession requise ou correspondant aux conceptions philosophiques désirées, ou si l'administration de l'enseignement y reconnaît un intérêt pédagogique particulier » (art. 147, al. 2).

Quant aux écoles préparatoires privées, elles sont supprimées (art. 147, al. 3).

Enfin « pour les écoles privées qui ne servent pas à remplacer les écoles publiques, le droit en vigueur est maintenu » (art. 147, al. 4).

C. — *Dispositions communes*

La Déclaration de Droits, dans sa quatrième section, contient finalement un certain nombre de dispositions communes à l'enseignement public et à l'enseignement privé.

L'article 148 déclare que, dans toutes les écoles, les efforts doivent tendre à développer dans l'esprit de la nationalité allemande et de la réconciliation des peuples, *l'éducation morale, les sentiments civiques, la valeur personnelle et professionnelle*.

Les enfants doivent comprendre et connaître la grande importance du travail pour l'individu comme pour la société, ainsi que les droits et devoirs des citoyens, l'organisation de l'Etat allemand et de la vie publique allemande. Aussi, est-il spécifié que « l'enseignement civique et l'enseignement du travail sont matières d'enseignement dans les écoles » (art. 148, al. 3); de plus, chaque écolier doit, lorsqu'il a accompli son obligation scolaire recevoir un exemplaire de la Constitution (art. 148, al. 3).

Quant à l'enseignement religieux, il est matière ordinaire d'enseignement dans les écoles, à l'exception de celles qui ne se rattachent à aucune confession (laïques) (art. 149, al. 1^{er}); les maîtres n'ont à donner l'enseignement religieux et à s'occuper de fonctions cultuelles que s'ils en manifestent la volonté; les facultés de théologie dans les écoles supérieures sont maintenues (art. 149, al. 2).

VIII. — LA LIBERTÉ ECONOMIQUE ET L'ECONOMIE COLLECTIVE

La cinquième section des *Droits et devoirs fondamentaux des Allemands* se rapporte à « la vie économique »:

elle constitue la partie la plus neuve et la plus intéressante de la Constitution de Weimar, car elle se présente comme un amalgame de conceptions socialistes et individualistes.

A. — *La Conception de la vie économique*

Bien qu'elle consacre encore les grands principes classiques de liberté du commerce et de l'industrie (liberté des contrats, propriété individuelle et droits d'héritage), la Constitution de Weimar les tempère, cependant, par de nombreuses et importantes restrictions (16). D'après la philosophie politique de cette Constitution, l'homme jouit encore d'un certain nombre de prérogatives individuelles, mais à condition de les mettre au service *de la collectivité*. Dans cette cinquième section, « *la vie économique* », qu'il s'agisse de la propriété, des forces productrices, de la formation intellectuelle de l'homme, aussi bien que de la liberté proprement dite, comme il a été exposé dans les sections précédentes, on retrouve toujours l'idée dominante de la *fonction sociale* de l'homme. Ainsi, les libertés individuelles ne sont plus un but en soi, ne constituent plus un bien indépendant; *elles sont limitées et conditionnées par le devoir de collaboration au bien-être et au développement de la collectivité*; la loi les protège dans la mesure où elles servent à l'accomplissement de *ce devoir social* (17).

Citons quelques textes, objet de développement dans cette section V, si particulièrement caractéristique de la philosophie politique de la Constitution de Weimar.

Article 151, al. 1^{er} : « L'organisation de la vie économique doit correspondre aux principes de la justice, et se proposer, comme but, de garantir, à tous, une existence digne de l'homme. Dans ces limites, la liberté économique de l'individu doit être assurée »;

Alinéa 2 : « Il n'y a lieu de recourir à la contrainte légale, que pour réaliser des droits menacés, ou pour satisfaire à des exigences impérieuses du bien public ».

Alinéa 3 : « La liberté du commerce et de l'industrie est garantie aux termes des lois du Reich ».

Dans cet article initial (art. 151), se trouve déjà, dit M. le professeur Gidel, « le dosage qui est constamment réa-

(16) Gidel : *op. cit.*, p. 297.

(17) Brunet : *op. cit.*, p. 228. Gidel : *op. cit.*, p. 297.

lisé entre les conceptions socialistes et individualistes » (18).

B. — *La Liberté des contrats et le Droit de propriété*

L'article 152 consacre la liberté des contrats, mais dans les termes des lois et à condition de ne pas enfreindre la décence. « Les actes juridiques, qui blessent les bonnes mœurs sont nuls » (art. 152, al. 2). L'usure est interdite.

La Déclaration de Weimar définit ainsi le droit de propriété : « La propriété est garantie par la Constitution; son contenu et ses limites sont fixés par les lois » (art. 153). Il existe, d'ailleurs, un certain nombre de restrictions au droit de propriété : « L'expropriation ne peut avoir lieu que pour cause d'utilité publique et en vertu de dispositions législatives » (art. 153, al. 2). « Elle a lieu, sauf disposition contraire d'une loi du Reich, contre juste indemnité. » Et enfin : « La propriété entraîne des obligations; l'usage doit être en même temps au service rendu dans l'intérêt général » (art. 153, al. 3).

Nous trouvons là, peut-on dire, l'application d'idées conçues par Auguste Comte (20), peu observées dans les dernières années du XIX^e siècle mais auxquelles Duguít, le célèbre jurisconsulte français, a donné un retentissement dans sa théorie « la propriété fonction sociale » (21).

Le droit d'héritage, dit l'article 154, « est garanti aux termes du droit civil » : « La part prélevée par l'Etat sur les successions est déterminée par les lois » (al. 2), mais, cette part, n'étant pas précisée dans les textes, une menace pèse sur la propriété transmise par hérédité.

L'article 155 s'occupe de la propriété foncière : La répartition et l'utilisation du sol sont contrôlées par l'Etat afin d'empêcher les abus et d'assurer à chaque Allemand une habitation saine et, à toutes les familles allemandes, surtout aux familles nombreuses, un bien de famille, comprenant habitation et exploitation.

La propriété foncière dont l'acquisition est rendue né-

(18) Gidel : *op. cit.*, p. 297.

(19) Pour les textes voir : Aulard et Mirkiné Cuétzévitch : *op. cit.*, pp. 54-55.

(20) Auguste Comte : *Système de philosophie positive*, éd. 1892, p. 156.

(21) Léon Duguít : *Traité de droit constitutionnel*, 3^e éd., T. 3, p. 608 à 625 et *Les Transformations du droit privé*, p. 156.

cessaire pour satisfaire aux besoins résultant du manque de logement, pour favoriser la colonisation intérieure et le défrichement ou pour développer l'agriculture, peut être expropriée. Les *fideicommiss* doivent être supprimés (al. 2). La culture et l'exploitation du sol sont un *devoir* du propriétaire foncier vis-à-vis de la communauté. L'augmentation de valeur du sol que reçoit un bien-fonds sans dépense de travail ou de capital doit profiter à la collectivité (al. 3).

« Toutes les richesses du sol, et toutes les forces naturelles, utilisables au point de vue économique, sont placées sous le contrôle de l'Etat (al. 4). »

Ces deux articles 154 et 155, comme nous venons de le souligner, continuent l'idée essentielle de l'article précédent, à savoir que *l'individu doit mettre sa propriété au service de la collectivité*; ils mentionnent d'autres *restrictions* au droit de propriété :

le propriétaire du sol a le devoir de le cultiver et de l'exploiter;

le droit d'héritage est garanti, mais l'Etat a le droit de prélever sur les héritages une part qui est déterminée par les lois du Reich;

l'augmentation de valeur du fonds, acquise à l'immeuble sans investissement de travail ou de capital, *doit profiter à la collectivité*;

enfin, le *fideicommiss* est supprimé.

C. — *La Socialisation et l'Economie collective*

Au lendemain de la Révolution, le pouvoir se trouve entièrement entre les mains des socialistes dont le programme se résume dans la suppression de la propriété privée et l'attribution à l'Etat de tous les moyens de production détenus par les capitalistes.

Les indépendants se seraient sans doute immédiatement mis à la tâche, pour réaliser ce programme, mais ils n'ont fait qu'une brève apparition au pouvoir; quant aux social-démocrates, ils semblent moins pressés de tenir leurs promesses, prétextant qu'on ne peut socialiser une industrie que lorsqu'elle est « mûre » pour une telle mesure.

L'impatience des masses, toutefois, ne devait pas accorder au Gouvernement socialiste le répit dont il avait be-

soin : toute une partie du peuple n'hésite pas à recourir à la grève générale et même à l'émeute.

Surpris par la Révolution, les théoriciens des formules nouvelles n'avaient pas encore pu fixer leurs idées, ni élaborer un plan complet et cohérent; d'autre part, au sein de l'assemblée, les conceptions économiques des partis se heurtaient plus profondément encore que les conceptions politiques. L'idée fondamentale qui inspirait la Constituante, dans la préparation des derniers articles de son œuvre, était la suivante : toute l'économie allemande, tant publique que privée, étant détruite et anéantie par la guerre, l'Allemagne ne peut songer à se relever de ses ruines, que si elle réalise des réformes immédiates et radicales; elle doit transformer son système économique, mais le pays entier doit devenir une immense entreprise, dirigée par une volonté consciente du but à atteindre et, à cette fin, il est nécessaire que toutes les forces solidement rassemblées et scientifiquement utilisées, soient aménagées pour fournir le maximum de production.

A cet effet, on s'efforce de réaliser dans l'organisation de la production et de la répartition, un système économique intermédiaire entre l'économie privée et le pure régime socialiste; une série de réformes est envisagée : « *l'Economie collective* » (22).

L'article 156 de la Constitution est, en effet, ainsi conçu : « Le Reich peut, par une loi, sous réserves d'indemnité et avec application correspondante des dispositions en vigueur, en matière d'expropriation, faire passer, dans la propriété commune, les entreprises économiques privées, susceptibles d'être socialisées. Il peut participer lui-même, faire participer les pays ou les Communes à l'administration d'entreprises et sociétés économiques ou s'assurer de tout autre manière, dans leur administration, une influence prépondérante ».

Alinéa 2 : « En outre le Reich, en cas de besoin pressant, peut, aux fins d'économie collective, fédérer par une loi, sur la base de l'autonomie, des entreprises et sociétés économiques, dans le but d'assurer la collaboration de tous les éléments de la production, de faire participer à l'administration les patrons et les ouvriers et de régler, d'après

(22) Brunet : *op. cit.*, pp. 263-264, 298-299, 306.

les principes de l'économie collective, la production, la création, la distribution, l'emploi des prix ainsi que l'importation des richesses ».

En résumé, le Reich pourrait transférer les entreprises privées dans le domaine public, ou participer à l'administration de ces entreprises, *s'il est apte à cette socialisation*; il pourrait encore, d'après les principes de l'économie collective et pour satisfaire aux intérêts de la collectivité, régler la production et la répartition des richesses en cas de *nécessité urgente*.

Ainsi la Constitution, en vue de l'application du système de « l'économie collective », précise que les entreprises peuvent faire l'objet d'une mesure de nationalisation; rien moins, elle a dû prévoir certaines limitations à l'exercice du droit reconnu au Reich.

D. — *Le Droit au travail et les Conseils*

Les Déclarations classiques, inspirées par la doctrine individualiste, limitent les droits de l'Etat, mais ne lui imposent aucun service positif, aucune prestation au profit des citoyens. La Déclaration allemande adopte une conception différente : elle restreint, d'une part, les droits individuels au profit de la collectivité; elle lui impose, d'autre part, des obligations au profit des individus.

L'article 163 déclare : « Tout allemand a, sans préjudice de sa liberté personnelle, le *devoir moral* d'employer ses forces intellectuelles et physiques comme le requiert l'intérêt de la collectivité ».

Alinéa 2 : « La possibilité doit être donnée à tout Allemand de gagner sa vie par un travail productif. Au cas où une occupation convenable ne peut lui être indiquée, il sera pourvu à son entretien nécessaire ».

L'article 157 déclare : « Le travail est placé sous la protection particulière du Reich ».

Ces deux articles indiquent nettement que l'individu a le devoir, tout au moins moralement, de travailler, et que l'Etat à son tour, doit, le cas échéant, lui fournir du travail, et lui assurer les moyens d'existence nécessaires, l'individu n'ayant pas à s'occuper de la façon dont il obtiendra satisfaction quant à ces droits : travail, protection, subsistance.

En ce qui concerne la protection du travail, la Déclaration de Weimar posait encore des articles plus détaillés.

Le travail intellectuel est assimilé au travail manuel :
« le droit des auteurs, des inventeurs et des artistes jouissent de la protection et de la sollicitude du Reich » (art. 158).

« La liberté de coalition pour la défense et l'amélioration des conditions du travail et de la vie économique est garantie à chacun et à toutes les professions ! Toutes les conventions et dispositions qui tendent à limiter ou entraver cette liberté, sont contraires au droit » (art. 159).

Pour la conservation de la santé et de la capacité de travail, pour la protection de la maternité et la prévoyance, contre les conséquences économiques de la vieillesse, de l'invalidité et des accidents, le Reich organise, avec le concours adéquat des assurés, un système d'assurance (art. 161).

Le Reich, enfin, doit s'associer à la réglementation internationale du travail tendant à procurer à l'ensemble de la classe ouvrière de l'humanité un minimum général de *droits sociaux* (art. 162).

Par toutes ces dispositions, la Constitution allemande montrait sa pleine sollicitude envers la classe ouvrière. Elles représentent, du reste, une des parties les plus nettes des inspirations socialistes. Mais la Déclaration de Weimar, constituant, nous l'avons dit, un amalgame de conceptions socialistes et de conceptions individualistes, se devait encore de prendre en mains la situation de la classe moyenne et faire naître la collaboration entre les employeurs et les employés, ou ouvriers.

L'article 164 énonce que « la législation et l'administration doivent favoriser la classe moyenne indépendante, dans l'agriculture, l'industrie et le commerce et la protéger pour qu'elle ne soit ni surchargée, ni absorbée ».

L'article 165 complète : « Les ouvriers et les employés sont appelés à collaborer, en commun, avec les employeurs et sur un pied d'égalité, à la réglementation des conditions de salaires et de travail, ainsi qu'à l'ensemble du développement économique des forces de production. Les organisations patronales et ouvrières et les contrats qu'elles concluent sont reconnus ».

La collaboration des ouvriers et employés dans la marche de l'entreprise, avait pour corollaire la collaboration de toutes les parties productrices de la nation au règlement des questions économiques. La Constitution développe cette

idée dans les dispositions établissant le fondement de la future constitution économique et dont voici quelques articles :

Article 165, al. 2 : « Les ouvriers et employés obtiennent, pour s'occuper de leurs intérêts sociaux et économiques, des représentations légales dans des conseils ouvriers d'entreprise, ainsi que dans des conseils ouvriers de cercles, formés selon les régions économiques et dans un conseil ouvrier du Reich ».

Alinéa 3 : « En vue de l'accomplissement de toutes les tâches économiques et pour collaborer à l'exécution des lois de socialisation, les conseils ouvriers de cercle, et le conseil ouvrier du Reich, se réunissent aux représentations des employeur et des autres parties intéressées de la population, pour former des conseils économiques de cercle et un conseil économique du Reich... ».

Alinéa 4 : « Le gouvernement du Reich, avant de déposer des projets de lois de politique sociale, et économique, d'une portée fondamentale, doit les soumettre, pour avis, au conseil économique du Reich... ».

Le conseil économique du Reich peut faire soutenir la proposition devant le Reichstag par un de ses membres.

Alinéa 5 : « Les conseils ouvriers et économiques peuvent, dans les domaines qui leur sont assignés, être investis de pouvoirs de contrôle et d'administration ».

Alinéa 6 : « Il appartient exclusivement au Reich de régler l'organisation et les attributions des conseils ouvriers et économiques, ainsi que leurs relations avec d'autres corps sociaux autonomes » (23).

En vertu de ces dispositions fort détaillées, deux organismes sont créés : « *les conseils d'ouvriers* » et « *les conseils économiques* ». Ils reposent sur des considérations exposées par le député Sinzheimer, à la séance de l'Assemblée Nationale du 21 juillet (24). D'après lui, les rapports économiques impliquent à la fois une opposition et une communauté : le capital et le travail sont en opposition. La production constitue entre les patrons et ouvriers le lien commun. D'une part, puisque les intérêts capitalistes ont déjà une représentation publique grâce aux Chambres

(23) Pour les textes, voir : Brunet : *op. cit.*, pp. 356 et 357.

(24) Voir la citation de Brunet : *op. cit.*, p. 274.

de Commerce, il est nécessaire de créer, du côté du travail, une représentation publique particulière qui s'étendra à tous les ouvriers et employés : c'est le Conseil des ouvriers. Les Chambres de commerce et les Conseils ouvriers doivent s'entendre entre eux, pour faire disparaître, le plus possible, l'opposition.

En outre, afin de régler et de développer la production, ce qui est l'intérêt commun des patrons et des employés salariés, les Conseils économiques sont institués.

Les Conseils d'ouvriers d'entreprise, de cercles, du Reich ont pour mission de sauvegarder les intérêts sociaux et économiques des ouvriers.

Les Conseils économiques, de cercles et du Reich, sont formés par la réunion des Conseils d'ouvriers de cercles, pour les premiers et par la réunion du Conseil d'ouvriers du Reich pour le second, avec les représentations correspondantes des entrepreneurs et des autres parties intéressées de la population (25).

L'adoption des Conseils constitue une des nouveautés incorporées dans le droit public des Etats modernes, depuis la guerre. Le droit allemand leur a donné une consécration solennelle en les inscrivant dans la Constitution. D'une part, ces organismes sont destinés à se juxtaposer progressivement à ceux de la Constitution politique.

D'autre part, ils figurent le schéma d'une constitution économique destinée à présenter un système situé entre le régime libéral classique et le pur régime socialiste : *l'Economie collective*.

IX. — CONSIDÉRATIONS SYNTHÉTIQUES

Nous avons analysé dans les pages précédentes, les dispositions des *Droits et devoirs fondamentaux des Allemands* dans la Constitution de Weimar. C'est la Déclaration des Droits de l'Allemagne nouvelle, c'est aussi le prototype nouveau des Déclarations de Droits dans les Constitutions d'après-guerre.

Quelques articles relatifs à l'organisation économique du Reich mis à part, les cinq sections de la deuxième partie de la Constitution, contiennent, comme nous l'avons vu,

(25) Brunet : *op. cit.*, pp. 274-275.

une longue énumération, bien détaillée, des droits et devoirs acquis ou imposés aux Allemands.

A. — *Aspects juridiques*

Au point de vue de l'efficacité juridique, il semble qu'on puisse classer les articles en trois catégories :

Une première catégorie contient les dispositions ayant immédiatement force de loi, tels, par exemple, l'article 108 : « Aucun Allemand ne peut accepter de titres ou d'ordres d'un gouvernement étranger » et l'article 113 : « Les populations du Reich, de langue étrangère, ne peuvent du fait de la législation, ni de l'administration, subir aucune atteinte dans leur libre développement national, particulièrement dans l'usage de leur langue maternelle, en matière d'enseignement ni en ce qui concerne l'administration intérieure et l'administration de la justice. »

Ces dispositions créent par elles-mêmes, un droit nouveau applicable sans délai, abrogeant les dispositions contraires des lois antérieures.

Une deuxième catégorie de dispositions se borne à indiquer aux législateurs du Reich et des Pays, la voie dans laquelle ils doivent s'engager et à leur prescrire les lois qu'ils doivent voter. De ce nombre, l'article 142 : « ... L'enseignement et les fournitures scolaires dans les écoles populaires et les écoles de perfectionnement sont gratuits. » Mais ce principe ne peut jouer immédiatement par lui-même; sa mise en œuvre est subordonnée à une loi spéciale.

Ces dispositions ne constituant pas des lois, ne sauraient abroger *ipso facto* les dispositions contraires des lois antérieures.

Enfin, une troisième et dernière catégorie exprime une pensée philosophique juridique, comme, par exemple, l'article 119 : « Le mariage en tant que fondement de la vie de famille, de la conservation et de l'accroissement de la nation, est placé sous la protection particulière de la Constitution. »

Il est fort difficile de suivre le sens et la portée exacte de pareilles dispositions, dans un texte tel que celui de la Constitution (26).

Du fait de l'incertitude de ces diverses dispositions une

(26) Brunet : *op. cit.*, pp. 225, 227.

question se pose : est-ce que les lois contraires aux principes contenus dans la Déclaration des Droits et Devoirs fondamentaux, doivent être considérées comme inconstitutionnelles et le juge peut-il en écarter l'application?

Etablissons, tout d'abord, que la Constitution de Weimar n'a pas établi de séparation entre le pouvoir constituant et le pouvoir législatif ordinaire, puisqu'en vertu de l'article 76, la révision de la Constitution pouvait avoir lieu par la voie législative, à de certaines conditions spéciales de majorité.

Nous ne trouvons, ensuite, dans la Constitution, aucune indication relative au contrôle de la constitutionnalité. La Constitution de Weimar, sous ce rapport, a donc laissé la porte ouverte à de nouveaux débats.

Dès lors, on peut se demander si les droits fondamentaux seraient vraiment garantis?

Il est tout à fait regrettable que la Constitution n'ait nulle part précisé si et dans quelle mesure, les Droits fondamentaux ont ou n'ont pas, force légale.

B. — *Les sources politiques*

Quelque incertitude que présente au point de vue juridique la Constitution de Weimar, il est possible, cependant, quand on examine dans son ensemble la deuxième partie, de retrouver certains traits communs et de dégager les idées fondamentales qui ont inspiré la majorité des Constituants.

D'une façon générale, la tendance de la Déclaration de Weimar s'affirme plutôt modératrice que révolutionnaire. Elle prévoit une démocratisation prudente, en certains domaines surtout, dans le but, semble-t-il, de faire échec à des projets jugés trop hardis. La plupart des Constituants, Naumann comme Preuss, ont voulu que les Droits fondamentaux fussent fondés sur l'idée démocratique allemande, opposée à l'ancien individualisme occidental et au nouveau communisme russe. Ils ont préféré emprunter à chacun de ces deux systèmes ce qui pouvait s'accorder avec la souveraineté organique du peuple allemand.

Ainsi la Déclaration allemande constitue une nouveauté intéressante et précieuse, qui a pu conduire le professeur Vermeil — auteur d'un ouvrage sur la Constitution de Weimar de 1919, envisagée aux points de vue historique

et social — à s'exprimer ainsi : « Les Droits fondamentaux amorcent une réorganisation générale qui n'est ni incohérente, ni subversive et qui prélude, en Allemagne, à une modernisation prudente et rationnelle de la vie sociale » (27).

La Déclaration de Weimar « des Droits et Devoirs fondamentaux » a été ainsi dénommée parce que, si elle éveille l'idée de libertés nouvelles accordées aux citoyens et aux groupes sociaux, elle a aussi stipulé quels étaient leurs devoirs. Au point de vue politique, l'Assemblée a repris la tradition bismarckienne et fait œuvre d'intégration.

Dans le Reich nouveau doivent entrer trois éléments principaux :

1° *le monde des travailleurs*, c'est-à-dire les organisations professionnelles qui, en assurant la productivité nationale, font l'objet de la *politique économique* du Reich (*wirtschaftspolitik*) ;

2° *les communautés religieuses et l'enseignement scolaire ou universitaire* qui représentent la politique culturelle du Reich (*Kulturpolitik*) ;

3° *les collectivités essentielles* : famille, associations, corps de fonctionnaires, individus ou citoyens, intégrés dans la politique sociale du Reich (*sozialpolitik*) (28).

Telles sont les trois catégories déterminées à Weimar pour une tentative de *rationalisation*, de la vie publique du Reich qu'encadre par la forme et quant au fond la Déclaration des Droits et des Devoirs fondamentaux des Allemands.

Celle-ci ne fut pas, d'ailleurs, admise sans opposition.

Au sein de l'Assemblée Nationale, les vues des parties étaient très partagées.

A droite, d'abord, le parti des Nationaux allemands composé des grands propriétaires fonciers et des grands industriels tenait à demeurer fidèle à la méthode bismarckienne, défendant la politique monarchiste de l'ancien régime, ne souhaitant aucune réforme économique ; le parti populiste, ensuite, représentant les monarchistes et pangermanistes, n'aspirant qu'à un Etat tranquille et ordonné dans lequel la liberté de la propriété et du commerce serait complètement

(27) Vermeil : *op. cit.*, pp. 171, 178, 316.

(28) Vermeil : *op. cit.*, p. 219.

assurée et garantie. Si la Déclaration « des Droits et des Devoirs » des Allemands a été maintenue, c'est parce qu'un certain nombre de membres, parmi la droite, sans y être favorable, l'a considérée comme une barrière contre le socialisme et la socialisation (29).

Les partis du centre se sont montrés plus favorables aux Droits et Devoirs fondamentaux, tout en manifestant des opinions différentes. Pour le parti du Centre, c'est la garantie des libertés confessionnelles, l'union des Eglises et de l'Etat, la liberté de l'enseignement et, surtout, la protection des minorités, celle des catholiques, en particulier, qui auraient beaucoup à redouter d'un nouveau Bismarck ou des pays hostiles au catholicisme. Il voulait que la Commission réorganisât la partie religieuse et scolaire de la Déclaration, ainsi que la partie sociale, de manière à mettre en évidence les liens nouveaux entre individus et communauté.

D'autre part, les démocrates, la plupart émigrés de l'ancien parti progressiste, avaient comme programme le libéralisme classique; qui n'admet l'intervention de l'Etat, que dans des cas tout à fait exceptionnels. Ce parti cherchait à grouper tous les Allemands favorables à la République bourgeoise, résolus à la défendre contre la réaction et le socialisme révolutionnaire (30). Hugo Preuss, principal rédacteur de la Constitution de Weimar, était, d'ailleurs, un démocrate et Frédéri Naumann situe l'idéal démocratique allemand entre l'ancien individualisme occidental et le nouveau communisme russe.

A l'aile gauche, les social-démocrates constituaient la fraction la plus nombreuse de l'Assemblée. Demeurés théoriquement fidèles au dogme marxiste de la lutte des classes, ils croient qu'il faut, avant tout, perfectionner les relations entre l'Etat et les individus dans le sens social, et non seulement politique, protéger les travailleurs contre l'emprise tyrannique de l'individualisme et, s'ils parlaient du compromis fameux entre bourgeoisie et socialisme modéré, c'était en vue d'une démocratie sociale parfaite qui ne connaîtrait ni les privilèges de classe du passé, ni la dictature prolétarienne de l'avenir.

Les communistes et les spartakistes n'étaient pas re-

(29) Vermeil : *op. cit.*, p. 172.

(30) Brunet : *op. cit.*, p. 45-46.

présentés à l'Assemblée nationale; les indépendants seuls formaient donc l'extrême-gauche. Leur idée de la dictature prolétarienne se réduisait « à une conception très avancée de la démocratie organique et sociale » (31). Le parlementarisme leur paraît périmé; les pouvoirs législatif et exécutif vont passer aux Conseils de travailleurs : la socialisation de toute la production et la collaboration entre les travailleurs et employés dans les entreprises sont leur but essentiel.

Les partis social-démocrates, du centre et les démocrates, étant les plus nombreux, pouvaient, ensemble, jouer un grand rôle et beaucoup influencer les décisions de l'Assemblée nationale de Weimar. Mais, telles que nous venons de décrire les grandes lignes du programme de ces trois partis, nous ne saurions nous étonner si la Déclaration de Weimar est plutôt modératrice que révolutionnaire.

C. — *Les Tendances générales*

La Déclaration de Weimar présente des tendances remarquables et intéressantes qui devaient servir de prototype aux nouvelles Constitutions d'après-guerre.

D'abord, la doctrine individualiste classique, appliquée par la Déclaration des Droits de l'Homme de 1789, limite les droits de l'Etat « mais ne lui impose aucun service positif, aucune prestation au profit des citoyens. L'Etat doit s'abstenir de certaines immixtions, mais l'individu n'a rien de plus à réclamer » (32). La Déclaration allemande adopte une autre conception puisqu'elle impose à l'Etat des obligations au profit des individus. Par là, naissent, au profit de ces derniers, des droits nouveaux, l'Etat devant leur donner du travail, protéger leur travail et, enfin, leur fournir les moyens d'existence nécessaires. L'Etat s'engage aussi à améliorer les conditions pour la conservation de la santé et à assurer la protection de la maternité, de la vieillesse, de l'infirmité et des vicissitudes de la vie.

D'autre part, les Déclarations classiques des Droits de l'Homme, conformément à la doctrine individualiste pure, croyaient à l'existence de droits naturels individuels, inaliénables et imprescriptibles, passant avant ceux de l'Etat.

(31) Vermeil : *op. cit.*, p. 173, 174.

(32) Brunet : *op. cit.*, p. 235.

En vertu de la nouvelle notion de la Déclaration allemande, selon laquelle les droits individuels sont soumis à certaines restrictions dans l'*intérêt de la collectivité*, si, d'un côté, l'individu peut jouir des libertés individuelles proprement dites, par contre, des devoirs correspondants lui incombent vis-à-vis de la collectivité. Tous les citoyens sont obligés de prêter leurs services personnels à l'Etat et à la Commune; les Droits fondamentaux des citoyens doivent ne pas être limités par l'accomplissement de leurs *devoirs militaires*. Tous les citoyens, sans distinction, contribuent en proportion de leurs moyens à toutes les charges publiques, conformément aux lois. Et, enfin, tout Allemand a le devoir moral d'employer ses forces intellectuelles et physiques comme le requiert l'intérêt de la collectivité.

La nouvelle Déclaration de Weimar a, de plus, non seulement reconnu les droits et devoirs des individus, mais elle a encore établi les droits et devoirs de certaines collectivités, de certains groupements qui lui paraissent jouer un rôle spécialement important dans la société : famille, associations, Communes et fonctionnaires, Eglises et Ecoles.

C'est surtout, enfin, le principe du droit de propriété qui a subi les plus profonds changements. Ce droit, selon la notion admise dans la doctrine individualiste, est une conséquence de la liberté individuelle, en général, et de la liberté du travail, en particulier. Dès qu'on a reconnu à l'individu la faculté de développement de sa personnalité morale, intellectuelle et physique, il était dans la logique d'autoriser les citoyens à disposer librement du produit de leur travail; conformément à ces vues, la Déclaration des Droits de l'Homme de 1789 a proclamé le droit de propriété parmi les autres droits naturels et imprescriptibles.

Dans la Constitution de Weimar, comme il a été donné de le voir dans les pages qui précèdent, le droit de propriété représente une conception plus restrictive, qui doit être interprétée dans le sens suivant : le droit de propriété constitue essentiellement la fonction sociale exercée dans l'intérêt personnel, mais seulement légitimée au cas où ce dernier coïncide avec l'intérêt social.

Ainsi, la propriété étant garantie par la Constitution, le propriétaire du sol a le devoir de le cultiver et de l'exploiter; l'usage de la propriété doit être poursuivi dans l'intérêt général; l'augmentation de valeur du fonds, acquise à l'immeuble sans investissement de travail, ou de capital.

doit profiter à la collectivité; l'expropriation, enfin, ne peut avoir lieu que pour le bien de la généralité.

De même que le principe de propriété, les principes de liberté du travail et de liberté contractuelle ont subi une certaine transformation, en ce sens, que les intérêts de la société doivent être complètement sauvegardés.

CHAPITRE II

« DEVOIRS ET DROITS GENERAUX DES CITOYENS » DANS LA CONSTITUTION DE LA REPUBLIQUE POLONAISE DE 1921 (1)

Nouvel Etat, la Pologne reste une très vieille nation (2). Dans son passé et, par suite de l'ambition des Etats voisins, trois fois, en 1772, 1793, 1795, son territoire fut partagé par la Russie, l'Autriche et la Prusse.

Au moment de la guerre, la situation respective des trois parties de la Pologne se trouvait différente. Les Polonais soumis au tsar, devenus moins hostiles envers les Russes, envisageaient un rapprochement polono-russe; les Polonais de Galicie, satisfaits de leur autonomie, avaient confiance en l'empereur François-Joseph; par contre, ceux de Posnanie, plus favorables à la Russie qu'à l'Allemagne, ne pensaient nullement à faire cause commune avec celle-ci (3). En somme, dès avant 1918, les faits ont prouvé que les espérances des austrophiles et des russophiles étaient également vaines. Si la race polonaise toute entière a pu recouvrer une liberté sans conditions, c'est que, par une rencontre inouïe, dont nul Polonais ni personne n'avait ja-

(1) La Constitution polonaise a été révisée le 23 avril 1935. Le chapitre relatif aux « Devoirs et Droits généraux des citoyens », inscrit dans la Constitution de 1921, a été supprimé. Mais les articles de ce chapitre ont été maintenus dans la nouvelle Constitution, les uns dans leur texte intégral (disposition finale annexée), les autres avec leur sens ancien, malgré de légères modifications du texte. (Chapitre : La République de Pologne).

(2) Lelewel : *Histoire de la Pologne*, Paris, 1844.

(3) Crozat : *La Constitution de Pologne et de Dantzic*, p. 68.

mais pu rêver, les trois Empires qui étaient territorialement intéressés à la question polonaise et pour lesquels sa solution impliquait des sacrifices qu'ils n'auraient pu consentir ou auraient fait chèrement payer, se sont écroulés presque simultanément (4).

Les choses en étaient là, lorsque les Alliés remportèrent leur brillante victoire; les Empires Centraux battirent en retraite : c'était la libération des Polonais.

Le 22 janvier 1917, la proclamation du Président Wilson sur les droits des peuples à disposer d'eux-mêmes et en faveur d'une Pologne autonome, suscitait l'enthousiasme à Varsovie et à Pétrograd. Eclate la Révolution russe. Le Prince Lwow renouvelle des promesses. La France, l'Italie, l'Angleterre préconisent l'indépendance.

Le 7 octobre 1918, le Conseil de Régence, institué un an auparavant par les puissances centrales, proclamait l'indépendance de la Pologne, en s'appuyant sur le treizième point Wilson et assumait le pouvoir suprême. Ce conseil, pourtant, n'inspira aucune confiance à la population (5).

Un Conseil d'Etat, créé en février 1918, se réunit le 22 juin suivant. Il devait songer à la loi électorale pour la réunion de la prochaine Diète; il importait, du reste, de fixer une Constitution.

Après les élections du 26 janvier 1919, la Diète fut solennellement inaugurée le 10 février. Cependant, l'élaboration de la Constitution s'était poursuivie assez mollement et avec des à-coups; ce n'est que le 17 mars 1921, que la loi constitutionnelle fut votée par la Diète et promulguée le 1^{er} juin de la même année : c'est la première Constitution de la nouvelle Pologne.

Les événements ayant évolué, ce qui, en théorie, avait semblé parfait, se révéla, dans la pratique, defectueux; c'est pourquoi la loi du 2 août 1926, améliorant le système législatif, s'employa à l'adapter aux circonstances de la vie courante (6).

(4) Mirkiné Guetzevitch et Tibal : *La Pologne*, pp. 10-11.

(5) Mirkiné Guetzevitch et Tibal : *La Pologne*, p. 17.

(6) Crozat : *op cit.*, p. 85.

I. — QUELQUES MONUMENTS DES DROITS DES CITOYENS DANS L'ANCIEN RÉGIME

Avant d'analyser les droits des citoyens dans la Nouvelle Constitution, il est intéressant, tant au point de vue politique que de l'étude comparative constitutionnelle, de jeter un regard d'ensemble sur les monuments principaux des droits des citoyens dans l'ancien régime.

A. — *La Constitution du 3 mai 1791*

Dans l'ancienne Pologne, la première Déclaration des Droits se trouve comprise dans la Constitution du 3 mai 1791. Les articles 1 et 4 de cette Constitution établissent les conditions des personnes : si le libre exercice de toutes les religions et de tous les cultes est garanti, la noblesse conserve toutes ses immunités, libertés et prérogatives. La sécurité des individus, le droit de propriété sont également assurés. L'article 4 relatif aux colons et autres habitants de la campagne, « force principale de la République », promet la protection immédiate de la loi et du Gouvernement, mais ne les émancipe pas. Aucun droit de servitude ne pourra dorénavant être établi entre propriétaires et colons. Des contrats obligatoires entre les deux parties seront désormais créés (7).

B. — *La Constitution du Duché de Varsovie de 1807*

La deuxième Déclaration est incluse dans la Constitution du duché de Varsovie (1807) dictée aux Polonais par Napoléon. Dans la partie intitulée : « Droits des citoyens », la religion catholique est reconnue religion d'Etat (art. 7); toutefois, la liberté religieuse est garantie et l'égalité devant la loi également proclamée (8). Cependant, les Juifs, en vertu des décrets de 1809, virent leurs droits politiques suspendus pendant dix ans et leur capacité commerciale restreinte.

(7) Crozat : *op. cit.*, p. 86-87.

(8) Winiarski : *Les Institutions politiques en Pologne au XIX^e siècle*, Paris, 1923.

C. — *La Constitution de la République de Cracovie*
du 3 mai 1815

La troisième Déclaration relève de la Constitution de la République de Cracovie du 3 mai 1815. La religion catholique était celle du pays, mais la liberté religieuse était garantie ainsi que l'égalité des citoyens, l'usage de la langue polonaise, l'inviolabilité de la propriété (L. 1818), la liberté de la presse (L. 1818). Remarquons, toutefois, que ni les paysans, ni les Juifs ne bénéficiaient du principe de l'égalité. Les uns restent soumis... les autres étaient privés des droits politiques (9).

D. — *La Constitution du 27 novembre 1815*

Une quatrième Déclaration se réfère enfin à la Constitution du 27 novembre 1815, octroyée par Alexandre I^{er}, empereur de Russie et roi de Pologne. Les droits des citoyens font l'objet du titre II. La religion catholique, comme dans la Constitution du Duché, est spécialement protégée par le Gouvernement; toutes religions sont garanties et le clergé des différentes confessions est assuré de ses avantages matériels; la condition des Juifs est rendue plus supportable.

Observations très caractéristiques de la réforme sociale : si la Constitution reconnaît l'égalité des droits, elle laisse cependant subsister la distinction qui présidait à l'expression électorale : Diétines et Assemblées communales. Quant à la sûreté personnelle, elle est examinée en plusieurs articles. Si la liberté de la presse, de la langue, sont prévues, si l'exercice des fonctions publiques est réservé aux Polonais, on ne peut ignorer qu'en fait, il ne fut tenu compte d'aucune de ces dispositions (10).

II. -- SOURCE DIRECTE DE LA NOUVELLE DÉCLARATION
DES DROITS DE 1921

Jusqu'au 6 mai, la Diète constituante prit connaissance de l'exposé ministériel de Pilsudski et c'est le ministre de

(9) Crozat : *op. cit.*, p. 93.

(10) Thureau Dangin : *La Pologne et les traités de Vienne*. Paris, 1863, citation de Crozat : *op. cit.*, p. 89.

l'Intérieur, Wojeiechowski, qui donna lecture de la Déclaration constitutionnelle de la République polonaise, dont le texte avait été arrêté le 3 mai par le Conseil des ministres. La Diète le renvoya à la Commission de la Constitution. Ce document qui comportait douze articles est considéré comme la principale source de la Constitution polonaise de 1921. Parmi ces articles, le onzième concerne exclusivement les « Droits et Devoirs des citoyens ». Il spécifie : « Tout individu, homme ou femme, habitant le territoire de la République, ou né de parents polonais exerce les droits de citoyens à partir de vingt et un ans révolus. Tous les citoyens sont libres et protégés par la loi à laquelle ils doivent obéissance. La République garantit à tous les citoyens l'inviolabilité de la personne et du foyer domestique, la protection de la foi et du développement culturel, le secret des lettres, la liberté de la parole, de la presse, des réunions, des associations, le droit d'acquérir et d'aliéner. Le droit de propriété ne peut subir de restriction, qu'autant que l'intérêt public l'exige et que la concentration excessive en une seule main, est en contradiction avec le droit universel de posséder. Les fonctions publiques sont également accessibles à tous les citoyens; la République ne connaît que les privilèges et titres du savoir » (11).

III. — DEVOIRS ET DROITS GÉNÉRAUX DES CITOYENS

C'est au chapitre 5 de la Constitution, intitulé : « Devoirs et Droits généraux des Citoyens » que se trouvent les articles 87 à 124, concernant la Déclaration des Droits. Observons d'abord, qu'à l'encontre de la plupart des nouvelles Constitutions, les devoirs des citoyens figurent au même rang que leurs droits. La Déclaration polonaise plaçait même les devoirs avant les droits des citoyens.

A. — *Devoirs généraux*

La Constitution a consacré 6 articles aux devoirs des citoyens.

Tout d'abord la Constitution déclare que le premier devoir du citoyen est la fidélité à la République polonaise

(11) Crozat : *op. cit.*, pp. 104-105.

(art. 89); elle ajoute : « Tout citoyen a le devoir de respecter et d'observer la Constitution de l'Etat, ainsi que les lois et règlements du pouvoir central et des pouvoirs autonomes (art. 90). Les articles 91, 92, 93 et 94 précisent les devoirs qui s'imposent : tous les citoyens sont astreints au service militaire (art. 91); tous les citoyens sont tenus de supporter toutes charges et prestations publiques (art. 92); tous les citoyens ont le devoir de respecter l'autorité légitime, de lui faciliter l'accomplissement de sa mission et de remplir consciencieusement les fonctions dont ils auront été chargés par la nation (art. 93); enfin, les citoyens ont le devoir d'élever leurs enfants en bons citoyens et de leur assurer, au moins, une instruction élémentaire (art. 94). Le service militaire, l'impôt, la fonction publique et l'éducation forment les devoirs généraux des citoyens.

B. — *L'Egalité devant la loi*

Tous les citoyens sont égaux devant la loi, déclare l'article 96, alinéa 1, déterminant ainsi le principe de l'égalité. En application, la République polonaise ne reconnaît ni les privilèges de naissance ou de caste, ni les blasons, ni les titres de noblesse ou autres, à l'exception des titres scientifiques ou professionnels, ou des titres résultant des fonctions publiques (art. 96, al. 2). Les citoyens polonais ne peuvent accepter des titres ou ordres étrangers sans l'autorisation du Président de la République (art. 96, al. 2).

C. — *Les Libertés individuelles proprement dites*

Le principe de l'inviolabilité de l'individu et du domicile est envisagée aux articles 97, 98, 100 et 101. Les perquisitions ne peuvent avoir lieu qu'en vertu d'un mandat des autorités judiciaires et dans les cas fixés par la loi. Si le mandat judiciaire et la notification des motifs ne sont pas délivrés immédiatement, ils doivent l'être dans les quarante-huit heures, sinon les personnes arrêtées seront aussitôt mises en liberté (12).

D. — *La Liberté de conscience et de religion*

La liberté de conscience et de religion est garantie à

(12) Crozat ; *op. cit.*, p. 153.

tous les citoyens (art. 111, al. 1). Tous les habitants de l'Etat polonais peuvent pratiquer librement, aussi bien en public que dans le privé, leur foi, leurs rites, tant que ces pratiques ne s'opposent, ni à l'ordre public, ni aux bonnes mœurs (art. 111, al. 2). Ainsi, les croyances religieuses ne pourront être un obstacle à l'accomplissement des devoirs publics (art. 112). En sens inverse, tout individu ne dépendant ni de l'autorité paternelle, ni de celle d'un tuteur, est libre de ne participer à aucune cérémonie ou rites religieux (art. 112).

La Constitution accorde aux associations religieuses reconnues par l'Etat, des droits spéciaux : ceux d'organiser en public des services en commun, c'est-à-dire les manifestations extérieures du culte, processions, célébrées hors des églises; ceux de diriger, de façon indépendante, les affaires religieuses; ceux de posséder et d'acquérir des biens mobiliers et immobiliers, de les gérer et d'en disposer. Le droit de posséder et de jouir des fondations, capitaux, établissements religieux scolaires ou de bienfaisance appartenant aux dites associations confessionnelles leur est également octroyé (art. 113) (13).

La conception catholique romaine étant la religion de la grande majorité de la nation, la Constitution proclame qu'elle occupe dans l'Etat, la première place parmi les confessions égales en droit (art. 114, al. 1). Nous retrouvons ici une disposition qui a toujours figuré dans les statuts polonais, à savoir que l'Eglise catholique romaine se gouverne par ses propres lois; un concordat entre le Saint-Siège et l'Etat, ratifié par la Diète, fixera les rapports entre la Pologne et la Papauté (14) (art. 114, al. 2).

L'Etat reconnaît de même aux autres confessions la faculté de se gouverner selon leurs règlements; les rapports qu'il aura avec elles seront établis après entente préalable avec leurs représentants légaux (art. 115). Ces confessions seront toujours reconnues pourvu que leur organisation, leur enseignement et leur doctrine ne soient pas contraires à l'ordre public et aux bonnes mœurs (art. 116).

La Diète n'a donc que le droit de ratification pour l'Eglise catholique romaine; elle peut, toutefois, exercer le

(13) Crozat : *op. cit.*, pp. 155-156.

(14) *Concordat entre le Saint-Siège et la République de Pologne*, signé à Rome le 10 février 1925, et ratifié par la Diète et le Sénat.

droit de discussion en ce qui concerne les statuts des Eglises, des minorités religieuses et toutes autres associations religieuses.

E. — *La Liberté d'enseignement*

A l'égard de la liberté d'enseignement, la Constitution dispose, d'une part, que tout citoyen a le droit d'enseigner, de fonder une école ou un établissement d'éducation et de les administrer, à condition de satisfaire aux exigences de la loi (art. 117, al. 1), et, d'autre part, que toutes les écoles et établissements d'éducation, tant publiques que privés, sont soumis au contrôle des autorités de l'Etat dans les limites fixées par la loi (art. 117, al. 2).

L'instruction primaire est obligatoire pour tous les citoyens (art. 118). L'enseignement dans toutes les écoles de l'Etat ou des collectivités locales autonomes est gratuit (art. 119). L'enseignement religieux est obligatoire pour tous les élèves (art. 120).

F. — *La Liberté d'opinion*

Le principe de la liberté d'opinion est établi par la Constitution en ces termes : « Tout citoyen a le droit d'exprimer librement ses idées et opinions, à condition de ne pas, de ce fait, violer la loi » (art. 104).

La liberté de la presse est garantie par l'art. 105. Celle-ci ne peut être soumise ni à la censure, ni au régime du cautionnement. Aucune restriction ne peut être apportée au transport par poste, des journaux et imprimés nationaux, ni à leur diffusion sur le sol de la République (art. 105).

D'ailleurs, les nécessités sociales devant lesquelles doit s'arrêter cette liberté, diffamation, outrage à la morale, délits d'opinion seront l'objet de dispositions spéciales que la Diète élaborera (15).

« Le secret des lettres et autres correspondances », déclare l'article 106, ne peut être violé que dans les cas spécifiés par la loi. »

Le droit de pétition peut être exercé, soit par les citoyens, individuellement, soit par les citoyens en groupe (art. 107). Il n'a, au demeurant, qu'une portée affaiblie, res-

(15) Crozat : *op. cit.*, p. 156.

treinte, comme dans « la plupart des nouvelles Constitutions d'après-guerre » puisque, contrairement aux Constitutions de la Suisse et de l'Esthonie, il ne va pas jusqu'à rendre possible la réclamation par la voie d'un referendum ou de l'initiative populaire (16).

La Constitution donne, enfin, aux citoyens le droit de « se grouper librement, de se réunir et de constituer des sociétés et associations » (art. 108).

G. — *La Protection des Minorités*

En conformité de l'article 93 du *Traité de Paix de Versailles* et du *Traité dit des Minorités* de 1919, la Constitution polonaise a inséré quelques articles, consacrés spécialement à la protection des minorités.

En premier lieu, l'article 95 énonce que la République de Pologne garantit à chacun, sur son territoire, la protection entière de sa vie, de sa liberté et de ses biens, sans distinction d'origine, de nationalité, de langue, de race ou de religion (art. 95, al. 1).

La Constitution va plus loin; à l'égal des autres citoyens, elle accorde aux citoyens polonais appartenant aux minorités nationales de religion et de langue, le droit de fonder, contrôler et administrer à leurs frais toutes institutions de bienfaisance, religieuses et sociales, écoles et autres établissements d'éducation, ainsi que celui d'y faire librement usage de leur langue et d'y satisfaire aux prescriptions de leur religion (art. 110).

En outre, tout citoyen a le droit de conserver sa nationalité, de cultiver sa langue, et de préserver ses origines nationales (art. 109, al. 1). Le plein et libre développement de leurs particularités nationales, au moyen de groupements autonomes en accord avec le droit public, sera garanti aux minorités par des lois spéciales (art. 109, al. 2); l'Etat se réserve seulement le droit de contrôler leur activité (art. 109, al. 3).

H. — *Le Droit de propriété*

Dans la Constitution polonaise, la vie économique ne fait pas l'objet d'un chapitre spécial, comme dans les Cons-

(16) Crozat : *op. cit.*, p. 157.

tutions allemande, tchécoslovaque et yougoslave. Les articles 99, 101, 102, 103 lui ont été consacrés au chapitre V intitulé « Devoirs et Droits généraux des Citoyens ».

Les socialistes ont tenté de socialiser la propriété en proposant la rédaction suivante : « La République accommodera les formes de la propriété aux nécessités sociales et aux intérêts du travail. Tous les moyens de production, de consommation et d'échange relèvent du contrôle de l'Etat. L'Etat aura, sous son administration directe, réglées par la loi, les branches de la production mûres pour la socialisation » (17).

L'Assemblée constituante n'accepta pas ce point de vue, tout en faisant l'abandon du système de l'individualisme pur. Un système transactionnel fut élaboré.

La propriété individuelle des citoyens est reconnue par la Constitution, aussi bien que la propriété collective des associations, des corporations et de l'Etat lui-même. Celui-ci assure à tous les citoyens comme aux institutions et collectivités la protection de leurs biens. Enfin, l'abolition ou la limitation de la propriété individuelle ou collective est admise mais seulement dans les cas spécifiés par la loi, si une utilité supérieure l'exige et moyennant une indemnité (art. 99, al. 1).

Quant à la terre, elle ne peut être l'objet d'une circulation illimitée. L'Etat a le droit dans la mesure fixée par la loi, au rachat forcé des biens ruraux, au transfert de ces biens, suivant le principe de la structure agraire de la République polonaise et sur la base des exploitations agricoles privées, aptes à une production normale (art. 99, al. 2).

Telles sont les dispositions générales intéressant le droit de propriété. La réforme agraire demeure une question de premier plan pour la Nouvelle Pologne d'après-guerre, mais à propos de laquelle les points de vue des partis sont apparus fort divergents. Avant et après la Constitution, il y eut, au sein de la Diète, des discussions acharnées ainsi que des troubles dans les campagnes. Leur développement échappe à notre sujet.

I. — *La Liberté du travail*

Est garanti le droit de choisir sa profession ou son mé-

(17) Voir la citation Crozat : *op. cit.*, p. 167.

tier (art. 101). « Le travail, considéré comme source principale de richesse pour la République polonaise, doit être l'objet d'une sollicitude spéciale de l'Etat ». C'est ce que déclare l'art. 102. Ainsi, tout citoyen a droit à la protection de son travail par l'Etat ainsi qu'au bénéfice des assurances sociales, en cas de chômage, maladie, accidents, invalidités (art. 102, al. 2).

Les enfants et les femmes sont protégés spécialement par l'Etat (art. 103).

L'Etat, non seulement, a le devoir de protéger le travail, mais aussi le devoir de fournir directement aux citoyens les places sous sa surveillance directe, dans les établissements publics (art. 102, al. 3).

IV. — TRAITS CARACTÉRISTIQUES

La Constitution polonaise du 17 mars 1921, n'est pas une production originale, à l'image de celle du 3 mai 1791. Elle contourne, en effet, tout en les respectant, les normes du droit coutumier comme celles du droit constitutionnel occidental. En particulier, elle tente de se rapprocher de la Constitution française de 1875 (18), bien que, pour cette dernière, la Déclaration des Droits n'ait été que sous-entendue.

A l'exemple des autres Constitutions d'après-guerre, la Constitution polonaise envisage de même les devoirs des citoyens.

Le devoir du citoyen consiste, non seulement comme dans la Constitution du Reich allemand de 1919, à remplir ses obligations militaires, à supporter les charges publiques, à élever ses enfants et à leur assurer au moins une instruction élémentaire, mais aussi à observer la fidélité à l'Etat et à en respecter les lois; c'est là une innovation parmi toutes les nouvelles Constitutions d'après-guerre.

En définissant les droits du citoyen, la Constitution a surtout en vue ce qu'on appelle les libertés individuelles, traitées, d'ailleurs, d'une façon fort libérale. En de certains cas, les libertés constitutionnelles peuvent être suspendues, les libertés proprement dites principalement : liberté d'opi-

(18) Rozycki S. : *L'influence du Constitutionnalisme français sur la Constitution Polonaise* du 17 mars 1921. Thèse de Paris, 1930.

nion, de réunion et d'association. Cette suspension, toutefois, ne peut être décrétée que par le Conseil des ministres, avec le consentement du Président de la République, en cas de guerre et de troubles intérieurs; elle doit être soumise à l'approbation de la Diète.

La Constitution a poussé le principe de l'égalité devant la loi jusqu'à abolir tous les blasons, titres de noblesse et autres, à l'exception des titres scientifiques et de ceux qui résultent des fonctions publiques. De plus, les citoyens de la République n'ont pas le droit d'accepter, sans l'autorisation du Président de la République, des décorations et des titres étrangers. Ces restrictions sont basées à la fois sur les principes démocratique et nationaliste.

Le fait le plus caractéristique dans toutes les Déclarations des Droits et des Devoirs, est bien la nouvelle conception du droit de la propriété.

La propriété en tant que *fonction sociale* a été énoncée pour la première fois dans la Constitution de Weimar. La Constitution polonaise n'en reproduit pas le terme. Après avoir reconnu le principe de la propriété individuelle, elle a admis celui relatif à la suspension et à la limitation de la propriété, pour des raisons « *d'utilité supérieure* ».

En ce qui concerne la vie économique, la Constitution de Weimar a introduit un système de Conseils destinés à se préoccuper des intérêts sociaux et économiques.

La plupart des nouvelles Constitutions d'après-guerre et la Constitution Polonaise notamment, ont emprunté en partie ou en totalité ce même système. La Pologne ne s'en éloigne pas, en effet, puisqu'une Chambre Economique suprême de la République a été instituée qui collabore avec les autorités de l'Etat à la direction de la vie économique. Il est à remarquer qu'au chapitre V de la Constitution, intitulé « *Devoirs et Droits généraux des Citoyens* », il n'est point fait mention de cet organisme économique, dont la création fait l'objet de l'article 68 :

« A côté des groupements de l'autonomie territoriale, une loi spéciale constituera une organisation autonome pour les différentes manifestations de la vie économique, à savoir : des Chambres d'agriculture, de commerce, de l'industrie, des métiers, de placement et autres qui seront réunies en une Chambre économique suprême de la République et dont la collaboration avec les autorités de l'Etat, pour la

direction de la vie économique dans le cadre des dispositions légales, sera fixée par les lois. » Au fond, sa composition et sa compétence sont très sensiblement différentes de celles des Conseils économiques prévus dans la Constitution de Weimar.

Enfin, conformément aux règlements internationaux et comme la plupart des autres Constitutions d'après-guerre, la Constitution renferme des dispositions relatives à la protection des minorités nationales, en ce qui concerne leur langue, leur culte, l'organisation de leurs écoles.

D'une façon générale, on distinguera les tendances sociales qui se révèlent dans « la Déclaration des Droits et Devoirs généraux des Citoyens » de la Constitution polonaise de 1921. Ces tendances sont plutôt modératrices que révolutionnaires. Sans doute, le pur individualisme a subi des restrictions, mais le socialisme, de son côté, est encore loin d'avoir réalisé ses aspirations. Il n'en constitue pas moins l'idée principale de la Déclaration polonaise et, il est fort possible que l'évolution de la démocratie ait ainsi franchi une nouvelle étape.

CHAPITRE III

« DROITS ET DEVOIRS FONDAMENTAUX » DANS LA CONSTITUTION DE LA VILLE LIBRE DE DANTZIG, DE 1922

Les Polonais, lors de la reconnaissance de leur indépendance, comptaient obtenir l'accès libre et sûr de leur Pays, à la mer, conformément au treizième point de la proclamation du Président Wilson et demeuraient persuadés que la Ville de Dantzig allait être donnée sans délai à la Pologne.

Il est bien certain que, jamais, les historiens polonais n'ont affirmé que la Ville de Dantzig fut essentiellement polonaise, à l'égale de Varsovie ou de Cracovie par exemple. L'Allemagne avait si complètement germanisé le corridor longeant la Vistule, que la Pologne, en se fondant sur le principe de la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes, ne pouvait réclamer qu'une faible partie de ce territoire. Sur la côte, notamment, la population polonaise représentait un dixième par rapport à la population allemande (1). C'est ainsi qu'aux yeux de Lloyd George, la prétention de la Pologne apparaissait injustifiée, en raison du grand nombre d'Allemands qu'elle aurait à incorporer.

Le Premier Anglais ayant obtenu le règlement de la question du district de Mariemwerder, par voie de plébiscite, fit préconiser dans les journaux à sa solde, une solution d'après laquelle seraient sauvegardés, à la fois, les intérêts économiques de la Pologne, au port de Dantzig et les droits ethniques des Allemands sur la Ville... L'idée d'annexion fut donc écartée. A la fin, Wilson et Clemenceau adhèrent

(1) Crozat : *La Constitution de la Pologne et de Dantzig*, pp. 208, 214-216.

à la création d'une Ville Libre, sous la protection de la Société des Nations.

Après son élection au suffrage universel, suivant la procédure approuvée par le Conseil de la S. D. N., l'Assemblée constituante de la ville de Dantzig, se réunit le 16 mars 1920. Elle comportait 120 membres, 7 sièges seulement ayant été acquis aux Polonais.

En dépit des amendements imposés à la Constitution par la S. D. N., la Constitution de la Ville Libre de Dantzig du 11 mai 1922 est considérée parmi les nouvelles Constitutions d'après-guerre, comme la plus proche de celle de Weimar, reprenant à son compte les innovations adoptées par cette dernière.

Relativement à la Déclaration des Droits, la Constitution de Dantzig a consacré dans sa deuxième partie, sous le titre : « Droits et devoirs fondamentaux », 45 articles groupés eux-mêmes en cinq subdivisions, ainsi désignées : *des personnes, des fonctionnaires, religion, communautés religieuses, éducation et écoles, vie économique.*

Nous suivrons pour notre analyse la division de la Constitution selon sa forme caractéristique.

I. — DES PERSONNES

Après l'article 71 qui inaugure la deuxième partie de la Constitution, intitulée « *Droits et Devoirs fondamentaux* », la section *Des personnes* s'étend de l'article 72 à l'article 90.

A. — *L'Egalité devant la Loi*

La Constitution déclare que tous les nationaux de la Ville Libre sont égaux devant la loi (art. 73, al. 1) : hommes et femmes ont les mêmes droits et devoirs civiques (art. 73, al. 2) ; il n'existe pas de privilèges ou d'inégalités de droit public en raison de la naissance, de la classe ou de la religion (art. 73, al. 3) ; les appellations nobiliaires ne valent plus que comme partie du nom (art. 73, al. 7).

Les titres faits de grades académiques sont reconnus, à l'exception de tous autres qui ne peuvent être conférés que lorsqu'ils désignent un emploi ou une fonction (art. 73, al. 4) ; il ne peut être conféré par la Ville Libre ni ordre, ni

décorations (art. 73, al. 5) : aucun national dantzikois ne peut accepter de titre ni d'ordre (art. 73, al. 6).

B. — *Les Libertés proprement dites*

La liberté de la personne est inviolable. La limitation et la suppression de la liberté des personnes par la puissance publique ne sont possible qu'en vertu des lois (art. 74, al. 1).

Tous les ressortissants de l'Etat jouissent du droit de libre circulation dans la Ville Libre et ont le droit de séjourner et de s'établir dans la localité de leur choix, d'acquérir des immeubles et d'exercer n'importe quelle profession (art. 75).

L'émigration du ressortissant est accordée par la Constitution (art. 76, al. 1^{er}) et, vis-à-vis de l'étranger, les ressortissants ont droit à la protection de l'Etat (art. 76, al. 2) ; l'extradition ne s'applique pas au ressortissant (art. 76, al. 3).

Pour compléter les clauses relatives aux libertés proprement dites, citons un article situé en fin de la partie traitant *des personnes* et qui s'exprime ainsi :

« Le domicile de chaque ressortissant de l'Etat est pour lui un asile et inviolable » (art. 86).

C. — *Le Droit d'opinion, de réunion et d'association*

Le secret des lettres, tant postal que télégraphique et téléphonique est inviolable (art. 78).

Le droit d'exprimer son opinion verbalement, par écrit ou de toute autre manière est accordé par la Constitution dans les limites des lois (art. 79, al. 1^{er}). Il n'existe pas de censure : d'ailleurs, des dispositions dérogatoires pourront être édictées, d'une part, par la loi, quant aux cinématographes (art. 79, al. 2) et, d'autre part, des mesures législatives devront être prises pour lutter contre la littérature immorale et indécente.

Le droit de se réunir paisiblement et sans armes, est accordé à tous les ressortissants de l'Etat, sans qu'il y ait nécessité de déclaration ou de permission spéciale. Seules, les réunions en plein air sont soumises à la déclaration et peuvent être interdites, en cas de danger immédiat pour la

sécurité publique. Pour la protection du Volhstag, des mesures spéciales peuvent être prises (art. 84).

Le droit de constituer des sociétés ou des associations est reconnu par la Constitution, mais il ne peut l'être pour des buts contraires aux lois pénales (art. 85).

La capacité juridique peut être acquise librement par toute association conformément du droit civil et ne peut être refusée pour le motif qu'elle poursuit un but politique, social et religieux (art. 85).

D. — *Devoirs fondamentaux*

En ce qui concerne les devoirs fondamentaux des ressortissants de l'Etat, la Constitution commence par établir « le devoir de défendre la Constitution contre les attaques illégales » (art. 87).

Vient ensuite le devoir de contribution à toutes les charges publiques, conformément aux lois (art. 88), celui de prêter « ses services personnels à l'Etat et à la commune » (art. 89), celui encore, d'assumer des fonctions honorifiques (art. 90).

Mais pour qu'ils soient complets, il convient d'ajouter aux devoirs fondamentaux désignés ci-dessus celui d'éducation. La Constitution déclare, en effet, que « l'éducation de leur progéniture, en vue de leur développement physique, moral et social, est le premier devoir et le droit naturel des parents » (art. 81).

Si l'on compare ces devoirs fondamentaux avec ceux inscrits dans la Constitution de Weimar, on remarque immédiatement qu'il existe entre eux des ressemblances dans les termes, aussi bien vis à vis de la forme que du fond.

E. — *La Protection de la famille*

Le mariage, considéré par la Constitution en tant que fondement de la vie de famille, est placé sous la protection particulière de l'Etat. Il repose sur l'égalité des droits des deux sexes (art. 80, al. 1). Mais, il nous a été donné de le voir à propos de la Déclaration de Weimar, cette proclamation relève plutôt de l'ordre philosophique que du droit positif proclamé par la Constitution.

Les familles nombreuses ont droit à des mesures com-

pensatrices (art. 80, al. 2). La maternité a droit à la protection et à la sollicitude de l'Etat (art. 80, al. 3).

La jeunesse doit être protégée contre l'exploitation ainsi que contre l'abandon moral, intellectuel ou physique (art. 83). L'éducation de leur progéniture en vue de son développement physique, moral et social, est le premier devoir et droit naturel des parents (art. 81). Sous ce rapport, les enfants naturels doivent être placés dans les mêmes conditions que les enfants légitimes (art 82).

II. — LES FONCTIONNAIRES

La Constitution a consacré une section spéciale aux droits et devoirs des fonctionnaires.

Tous les ressortissants de la Ville Libre, hommes comme femmes, peuvent être admis aux fonctions publiques, selon leurs aptitudes et leurs capacités (art. 9i, al. 1).

Les fonctionnaires sont nommés à vie, sauf dispositions contraires de la Constitution ou de la loi. Les allocations aux survivants et la pension de retraite des fonctionnaires sont reconnues à des conditions déterminées par la loi. Les droits acquis des fonctionnaires sont inviolables. Le recours aux tribunaux judiciaires est ouvert aux fonctionnaires pour la revendication de leurs droits pécuniaires (art. 92, al. 1).

Les fonctionnaires sont les serviteurs de la collectivité, non du parti; ils possèdent donc, non seulement la liberté d'opinion politique et la liberté d'association (art. 93), mais encore le droit de représentation spéciale suivant les dispositions fixées par la loi (art. 94).

A la fin de cette section II, la Constitution spécifie dans son article 95 : « Les maîtres et les maîtresses des écoles publiques sont fonctionnaires directs de l'Etat », stipulation qui n'affecte en rien les obligations relatives à l'entretien des écoles.

III. — RELIGION ET EGLISES

A l'égale de la Constitution de Weimar, la Constitution de la Ville Libre de Dantzig a consacré la liberté de

croissance et de conscience, ainsi que les exercices des cultes, dans une section spéciale intitulée : « Religion et Eglises ».

La pleine liberté de croyance et de conscience de même que le libre exercice de la religion sont garantis et placés sous la protection de l'Etat (art. 96, al. 1). Nul ne peut être astreint à une pratique ou à une cérémonie religieuse (art. 96, al. 3).

La jouissance des droits civils et civiques, l'admission aux emplois publics sont indépendantes de la confession religieuse (art. 96, al. 1).

Examinons ce qui concerne les églises : les corporations de droit public ont le droit de percevoir des impôts de leurs membres, sur la base des rôles civils (art. 97) ; leur droit de propriété comme tous autres, ainsi que ceux que les associations religieuses possèdent sur leurs établissements ou sur leurs fondations, sont garantis (art. 98) ; elles sont autorisées, sans aucune contrainte, à accomplir les actes religieux dans les hôpitaux, les prisons et autres établissements publics, dans la mesure où il existe un besoin de célébrer le culte et d'administrer les secours spirituels (art. 99).

Soulignons le dernier article de cette section III, d'après lequel le dimanche et les jours fériés reconnus par l'Etat, restent protégés par la loi comme jours de repos physique et d'élévation spirituelle (art. 100).

IV. — EDUCATION ET ÉCOLES

Dans la section IV, « Education et Ecoles », la Constitution a suivi la Déclaration de Weimar. « L'art, la science et leur enseignement sont libres. L'Etat leur assure sa protection et est tenu de contribuer largement à leur progrès » (art. 101) ; « les monuments de l'art, de l'histoire et de la nature, ainsi que les paysages jouissent de la protection et des soins de l'Etat » (art. 109, al. 1).

Cette section comprend encore 9 articles fort détaillés se rapportant à l'enseignement public, et à l'enseignement privé, ainsi que des dispositions communes à l'un et à l'autre de ces deux enseignements.

A. — L'Enseignement public

La Constitution énonce : « Il existe une obligation sco-

laire générale. Il y est pourvu, en principe, par l'école primaire avec, au moins, huit années d'études et par l'école complémentaire ou technique, pour les jeunes gens des deux sexes, jusqu'à dix-huit ans révolus (art. 103, al. 1) ; elle complète : « l'enseignement et les fournitures scolaires, au moins dans les écoles primaires et complémentaires, sont gratuits » (art. 103, al. 3). Dans les écoles secondaires et supérieures, l'enseignement et les fournitures ne seront gratuits que pour les enfants capables, n'ayant que des ressources insuffisantes (art. 104, al. 3).

L'enseignement est libre, mais s'accomplit sous la surveillance de l'Etat. L'inspection des écoles est exercée par des fonctionnaires particuliers ayant reçu la technique nécessaire (art. 102, al. 2).

B. — *L'Enseignement privé*

Les écoles privées, en tant qu'elles sont susceptibles de suppléer aux écoles publiques, ont besoin de l'autorisation préalable de l'Etat et sont soumises à ses lois. L'autorisation ne peut être accordée que si l'école privée n'est pas inférieure à l'école publique dans son programme, son organisation et la formation scientifique de son personnel enseignant, et que si elle ne favorise pas une séparation entre les élèves d'après la situation de fortune des parents. L'autorisation peut être également refusée lorsque la situation économique et juridique du personnel enseignant n'est pas suffisamment assurée (art. 105, al. 1).

Les écoles préparatoires privées seront supprimées moyennant indemnité et il ne sera plus possible d'en créer de nouvelles (art. 105, al. 1 et al. 2).

C. — *Dispositions communes*

La Constitution dans cette section IV, contient un certain nombre de dispositions communes à l'enseignement public et à l'enseignement privé.

L'enseignement religieux est matière ordinaire du programme des écoles (art. 106, al. 1).

L'enseignement de l'instruction religieuse et la participation à des actes religieux sont subordonnés à une manifestation de volonté des maîtres; les enfants ne seront dispensés de l'instruction religieuse et des fêtes et pratiques

religieuses que si ceux qui ont à décider de l'éducation religieuse de l'enfant, en manifestent la volonté (art. 106, al. 2).

L'instruction civique est aussi matière du programme des écoles. A la fin de ses années scolaires, chaque élève reçoit un exemplaire de la Constitution (art. 108).

V. — VIE ÉCONOMIQUE

La Constitution consacre seulement six articles à cette section dite : vie économique. Si nous la comparons à cette même section de la Déclaration de Weimar, nous trouvons la pleine influence de Weimar sur celle de Dantzig quant au droit de propriété et à la protection du travail. Le texte relatif à cette dernière est cependant beaucoup plus écourté.

A. — *Le Droit de propriété*

La propriété est garantie par la Constitution, mais l'expropriation est admise, en vertu de la loi, dans l'intérêt public et moyennant une juste indemnité (art. 110). Même des entreprises privées, pour autant que le bien commun le requiert, peuvent moyennant une indemnité, être transférées dans la propriété publique par une loi spéciale (art. 112).

« Le sol avec ses forces et ses richesses devra être soumis à un droit qui empêchera tout abus et donnera à chaque famille de la Ville Libre, la possibilité de se créer une demeure familiale où, à celles qui ont une formation professionnelle, un atelier familial » (art. 111, al. 1).

Dans la législation à intervenir sur les biens de famille, il sera tout spécialement tenu compte des familles nombreuses, des infirmes de guerre et des invalides du travail (art. 111, al. 2).

La plus-value non gagnée qui se produit sur un immeuble, sans dépense de travail ni de capital, doit profiter à la communauté (art. 112).

B. — *Protection du travail*

Touchant la protection du travail et le droit des ouvriers, la Déclaration de la Ville Libre de Dantzig comme la plupart des nouvelles Constitutions d'après-guerre, traduit des tendances favorables aux ouvriers et employés.

La Constitution garantit à chacun et à toutes les profes-

sions la liberté d'association pour la défense et l'amélioration des conditions du travail et de la vie économique. Toutes les conventions et mesures quelconques, tendant à limiter ou à entraver cette liberté sont nulles (art. 113).

Elle énonce ensuite que l'Etat crée un système étendu d'assurances avec la collaboration prépondérante des assurés pour conserver la santé et la capacité de travail, protéger la maternité et parer aux conséquences économiques de la vieillesse, de la faiblesse et des vicissitudes de la vie, y compris le chômage (art. 114).

La Déclaration de Weimar, nous l'avons vu, établit le système des Conseils : *Conseils économiques et Conseils ouvriers*. Ces organisations économique et ouvrière reparaissent dans la Constitution de Dantzig sous l'appellation de *Commissions d'exploitation* (Betriebsausschüsse) et de *Chambre de travail*.

Des Commissions d'exploitation constituées par les ouvriers et employés selon leurs groupements, séparément pour les ouvriers et employés, sont appelées à collaborer en commun et sur un pied d'égalité, avec les employeurs à la réglementation des conditions de salaires et de travail (art. 115, al. 1) ; les organisations des deux parties et leurs accords sont de même reconnus par la Constitution (art. 115, al. 2).

La Chambre de travail est formée, elle, par les ouvriers et employés, pour la défense de leurs intérêts économiques et sociaux et pour favoriser l'ensemble du développement économique des forces productives (art. 115, al. 3).

Les projets de loi relatifs à cette organisation devront être soumis pour avis à la représentation professionnelle (art. 46, al. 2) (2).

VI. — LA QUESTION DE LA PROTECTION DES MINORITÉS POLONAISES ET DES NATIONAUX POLONAIS

Le traité de Versailles confère à Dantzig le droit de se donner à elle-même une Constitution, mais cette Constitution doit être élaborée par les représentants de la Ville Libre, d'accord avec un Haut Commissaire de la S. D. N. Ainsi, conformément au Traité de Paix, la Constitution de Dant-

(2) Dareste : *Constitutions modernes*, op. cit., T. I, p. 348.

zig est placée sous la garantie de la Société des Nations, bien que la majorité appartienne aux Allemands. Les principes de la Constitution dantzikoise ne dépendent pas seulement de la volonté des citoyens; ils doivent aussi se tenir dans les bornes que leur a tracées le traité et respecter les droits de la Pologne.

Le projet qui avait été voté par l'Assemblée constituante avait un sens nettement hostile à la Pologne (3) et était considéré par des juristes comme anti-démocratique. Le Conseil de la S. D. N. demanda à l'Assemblée dantzikoise la modification de certains articles et l'insertion de quelques dispositions nouvelles, parmi lesquelles la protection des nationaux polonais (4).

En effet, pour que la Pologne put se servir librement du port de Dantzig, il fallait assurer la protection des nationaux polonais sur le territoire de la Ville Libre et veiller aussi à ce que Dantzig assurât un traitement équitable à ses nationaux, d'origine ou de langue polonaise. C'est pourquoi le traité de Versailles stipule « qu'aucune discrimination ne doit être faite dans la Ville libre de Dantzig au préjudice des nationaux polonais et autres personnes d'origine ou de langue polonaise » (art. 104, § 5) (5).

La question fut reprise par la Convention de Paris du 9 novembre 1920 dans l'article 33, al. 1 : « La Ville Libre de Dantzig s'engage à appliquer aux minorités de race, de religion ou de langue des dispositions semblables à celles qui sont appliquées par la Pologne sur le territoire polonais, en exécution du chapitre premier du traité conclu à Versailles, le 28 juin 1919 entre la Pologne et les principales puissances alliées et associées, notamment à ce que dans la législation et la conduite de l'administration, aucune discrimination soit faite au préjudice des nationaux polonais et autres personnes d'origine ou de langue polonaise conformément à l'article 104, § 5, du traité de paix de Versailles avec l'Allemagne ».

Ainsi, dans le texte définitif de la Constitution, n'ont pas

(3) Lannoy : Le règlement de la question de Dantzig. *Revue de Droit international*, 1921, pp. 430, 455.

(4) Zundelewicz : *Les rapports entre la Pologne et la Ville Libre de Dantzig*. Thèse de Paris, 1935, pp. 40, 41, 134.

(5) Voir Le Fur et Chklaver : *Recueil de textes de D. I., op. cit.*, p. 361.

été inscrites les dispositions concernant les droits des minorités polonaises ou les droits spéciaux des nationaux polonais. La raison en est que par la Convention dantziko-polonaise du 9 novembre 1920, plusieurs questions relatives aux droits spéciaux des Polonais à Dantzig ont été réglées entre les deux parties (6).

La question du traitement des nationaux polonais et celle relative à la minorité polonaise à Dantzig, donnèrent lieu à de nombreux différends entre la Pologne et la Ville Libre de Dantzig. Le plus grave conflit éclata en 1930. A cette occasion, la Cour permanente de Justice Internationale fut sollicitée de donner son avis (7). Mais là, n'est plus notre domaine.

Si la protection des minorités polonaises et des droits spéciaux des nationaux polonais dans la Ville Libre de Dantzig, existe en réalité conformément aux traités, elle présente un caractère très spécial, qui n'a pas permis qu'elle fut insérée au chapitre des « Droits et Devoirs fondamentaux », le seul qui nous intéresse.

(6) Zundelewicz : *op. cit.*, pp. 74-94 et 134.

(7) Zundelewicz : *op. cit.*, p. 138.

CHAPITRE IV

« DROITS, LIBERTES ET DEVOIRS DES CITOYENS » DANS LA CONSTITUTION DE LA REPUBLIQUE TCHECOSLOVAQUE DE 1920

La République tchécoslovaque doit son nom aux deux branches principales, qui constituent la nation : les Tchèques et les Slovaques. La naissance de cet Etat est une des conséquences de la guerre mondiale. Cet événement avait été préparé, au cours des hostilités, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la monarchie : d'une part par la résistance en dehors des frontières; de l'autre par une révolution accomplie sans effusion de sang, avec la collaboration des Alliés et qui devait entraîner le démembrement de l'Autriche-Hongrie. Le pays fut formé en groupant la Bohême, certaines parties de la Moravie, de la Silésie, de l'ancienne Hongrie (Slovaquie) et le territoire de la Russie subcarpathique. Vers la fin de la guerre, un gouvernement provisoire ayant à sa tête, M. Masaryk et ses collaborateurs MM. Benès, Stéfanik, s'était constitué à Paris, cependant qu'à Prague, le Conseil national qui s'était élargi par la réunion des représentants de tous les partis politiques, proclamait, le 28 octobre 1918, l'indépendance de l'Etat tchécoslovaque.

Le Conseil National fit place à une Assemblée Nationale ou Révolutionnaire constituée (1) par un nouvel élargissement du Conseil primitif. Cette Assemblée Nationale Révolutionnaire élaborait la Constitution et les lois fondamentales de l'Etat, puis, à son tour, passa ses pouvoirs à l'Assemblée Nationale régulière issue des élections des 19 et 26 avril 1920.

(1) *La Vie juridique : La Tchécoslovaquie* (publié sous la direction de MM. Lévy-Ulmann et Mirkine-Guetzévitch).

L'Evolution constitutionnelle du nouvel Etat tchécoslovaque est à remarquer. Une Constitution provisoire avait été établie à la date du 18 novembre 1918, par le Conseil National. Cette Constitution fut modifiée par les lois ultérieures des 11 mars et 23 mai 1919. L'Assemblée Nationale Révolutionnaire proclama finalement la République et après avoir élu à l'unanimité le professeur Masaryk comme président, vota, le 29 février 1920, la Constitution définitive. C'est la première Constitution du nouvel Etat : « La République Tchécoslovaque ».

Concernant la Déclaration des Droits, la Constitution consacre 29 articles réunis dans le chapitre V : « Droits, libertés et devoirs des citoyens » et dans le chapitre VI : « Protection des Minorités nationales de Religion et de Race ».

I. — DROITS, LIBERTÉS ET DEVOIRS DES CITOYENS

Les « Droits publics des citoyens de l'Etat », dans l'ancienne Autriche, tels qu'ils étaient inscrits dans une loi « organique » datant de 1867, sont considérés par M. F. Weyr, professeur à l'Université de Brno, comme ayant servi de modèle au chapitre V de la Constitution tchécoslovaque qui traite des « droits, libertés et devoirs des citoyens » (2).

On ne saurait nier, en effet, que l'histoire a toujours influencé les institutions. Or le nouvel état de la Tchécoslovaquie est né après des événements sérieux qui ont opéré un changement radical. Le mouvement d'indépendance et de libération qui animait les nationaux tchécoslovaques était dirigé contre l'ancien régime. Aussi, n'est-il pas difficile de trouver les traits caractéristiques de la Déclaration des droits de l'homme.

Nous suivrons, pour notre analyse, les subdivisions mêmes de la Déclaration.

A. — *Egalité*

La Constitution tchécoslovaque pose en principe que tous les habitants de la République jouissent sur son terri-

(2) Weyr : La Constitution et le régime politique dans *La Vie juridique*, 2^e volume : Tchécoslovaquie, p. 44.

toire et dans la même mesure que les citoyens de l'Etat, de la protection pleine et entière de leur vie et de leur liberté, sans qu'il soit tenu compte des différences d'origine, de nationalité, de langue, de race et de religion (art. 106, al. 2). Le principe de l'égalité est donc assuré non seulement aux citoyens de l'Etat, mais aussi aux étrangers. Il n'y a d'exceptions à ce principe, que dans les cas où le droit international les admet (art. 106, al. 2).

En conséquence de ce principe égalitaire, il n'est reconnu aucun privilège de sexe, de naissance ou de profession (art. 106, al. 7). Par privilèges de naissance, il faut entendre les anciens privilèges de noblesse supprimés par la loi 1918; l'égalité de sexe signifie que les hommes ne doivent pas jouir de privilèges politiques.

Il ne doit être accordé de privilège à aucune profession : cette disposition ne doit pas être interprétée en ce sens, que telle ou telle catégorie de citoyens, les fonctionnaires de l'Etat, par exemple, ne pourrait jouir de droits particuliers (3).

Les titres ne peuvent être conférés — dignités universitaires mises à part — que s'ils se rattachent exclusivement à la fonction, à la profession (4); ils ne peuvent, en aucun cas, devenir une distinction qui romprait l'égalité parmi les citoyens.

B. — *Liberté de la personne et de la propriété*

Les constituants ont réuni les dispositions se rapportant à la liberté individuelle et au droit de propriété; l'inviolabilité du domicile fut laissée à la section suivante. Par « liberté individuelle on retrouve, ici, la garantie de la protection de l'individu contre une poursuite exercée contrairement à la loi par les tribunaux ou les autorités publiques (art. 107, al. 1 et 2). Nul ne peut être arrêté, emprisonné ou se voir interdire l'accès d'une localité ou d'un territoire si ce n'est dans les cas prévus par la loi (5) (art. 107, al. 2, art. 111. al. 2).

(3) *La Vie juridique* : La Tchécoslovaquie, p. 45; La Constitution et le régime politique, par F. Weyr.

(4) Blaciszewski J. : La Constitution tchécoslovaque, *Revue des Sciences politiques*, T. 37, 1922, p. 243.

(5) *La Vie juridique*, op. cit., p. 46.

Tout ressortissant tchécoslovaque peut choisir son domicile à un endroit quelconque de la République tchécoslovaque (art. 108, al. 1). La liberté d'émigration ne peut être limitée que par la loi (art. 110).

Le libre exercice du droit de propriété est garanti par la Constitution. Tout ressortissant tchécoslovaque peut, en n'importe quel lieu de l'Etat, y acquérir des immeubles et y exercer une profession (art. 108, al. 1). Des restrictions à la propriété privée ne peuvent être apportées que par la loi (art. 109, al. 1).

L'expropriation n'est admise que conformément à la loi et moyennant indemnité, sauf le cas où une loi dispose qu'il ne sera pas alloué d'indemnité (art. 109, al. 2).

Parmi les mesures qui assurent la liberté de la propriété, relevons cette déclaration de la Constitution : « Les impôts et les taxes publiques, sans exception, ne peuvent être levés qu'en vertu d'une loi » (art. 11, al. 1) (6).

C. — *Liberté de domicile*

Le domicile est inviolable, en vertu de l'article 112 : « La liberté de domicile est garantie par la Constitution ». Les détails en sont réglés comme dans l'ancienne Autriche, par une loi constitutionnelle spéciale. Une perquisition à domicile ne peut avoir lieu que dans les cas prévus par la loi; un mandat de perquisition émanant du juge et exposant les motifs de l'opération, est ordinairement exigé.

D. — *Liberté de la presse. Droit de réunion et d'association*

Les dispositions relatives à la liberté de la presse et au droit de réunion et d'association, font l'objet d'une même section; furent classés à part les articles traitant de la liberté d'opinion, du droit de pétition et du secret des correspondances.

La liberté de la presse est garantie; en principe, celle-ci ne peut être soumise à une censure préalable (art. 113, al. 1). Il en résulte que la censure répressive ou *a posteriori*, c'est-à-dire la saisie des publications déjà imprimées est autorisée dans les limites déterminées par la loi (7).

(6) Mirkine Guetzevitch : *Les nouvelles Constitutions*.

(7) *La Vie juridique des peuples* : La Tchécoslovaquie, *op. cit.*, p. 49.

La Constitution garantit le droit de se réunir paisiblement, sans armes (art. 113, al. 1); la loi n'apporte de restrictions qu'en ce qui concerne les réunions en plein air (art. 113, al. 3).

La constitution accorde également le droit de former des associations (art. 113, al. 1). Une association ne peut être dissoute qu'au cas où ses actes sont contraires à la loi pénale ou à la paix et à l'ordre public (art. 113, al. 2). Cependant, une loi ordinaire peut restreindre le droit de former des sociétés à but lucratif ou limiter la participation des étrangers dans les associations politiques (art. 113, al. 3).

Le droit pour les ouvriers et employés de se syndiquer et de s'unir pour la défense des intérêts du travail et des intérêts économiques en général est expressément garanti par la Constitution (art. 113, al. 1). Elle interdit tout acte émanant soit des individus, soit des collectivités qui porterait délibérément atteinte à ce droit (art. 114, al. 2).

Cette disposition garantit la liberté de coalition; selon le professeur Weyr (8), il résulte implicitement que les grèves ne peuvent être poursuivies pénalement. Toutefois, les grèves des fonctionnaires de l'Etat sont considérées comme relevant de la loi pénale.

E. — *Droit de pétition*

La Constitution a reconnu aux individus le droit de pétition, mais celui-ci n'appartient aux personnes morales et aux associations que dans les limites de leur fonction (art. 115) (9).

F. — *Secret des correspondances*

Le secret des correspondances fait l'objet d'une section à part qui ne contient que de très courtes dispositions, d'où il ressort que le secret des correspondances est garanti, mais que les détails (art. 116, al. 1) et les exceptions sont fixés par la loi (art. 116, al. 2).

(8) *La Vie juridique des peuples*. La Tchécoslovaquie, *op. cit.*, p. 50.

(9) Darest : *op. cit.*, 4^e éd., T. II, p. 847.

G. — *Liberté d'enseignement, Liberté de conscience*
Liberté d'opinion

Les recherches scientifiques et la publication de leurs résultats, ainsi que la production artistique sont libres tant qu'elles ne contreviennent pas aux lois pénales (art. 118). L'instruction publique doit être organisée de façon à ne pas s'exercer à l'encontre des résultats de la science (art. 119).

L'ouverture d'établissements privés d'enseignement et d'éducation n'est autorisée que dans les conditions prévues par la loi (art. 120, al. 1).

La direction suprême et le contrôle de l'instruction et de l'éducation, l'enseignement public comme l'enseignement privé, appartiennent à l'Etat.

La liberté de conscience et de religion est garantie (art. 121). Tous les habitants de la République, déclare la Constitution, ont, dans la même mesure que ses citoyens, le droit de pratiquer publiquement ou en privé un culte, religion ou croyance quelconque, tant que ces pratiques ne sont pas en contradiction avec l'ordre public, les règlements ou les bonnes mœurs (art. 122) et art. 125).

L'article 123, complète : « Nul ne peut être contraint, ni directement, ni indirectement, à prendre part à aucun exercice religieux, réserve faite des droits découlant de la puissance paternelle ou tutélaire » (10). L'article 124 proclame enfin que toutes les religions sont égales devant la loi.

En vertu de l'article 117, dans les limites déterminées par la loi, chacun peut manifester ses opinions par la parole, l'écriture, la presse, l'image ou autres moyens analogues; les personnes morales, toutefois, n'ont le droit de manifester librement leur opinion que dans les limites de leur activité (art. 117, al. 2). Cette autre disposition de la Constitution spécifiant que nul ne peut avoir à souffrir dans ses intérêts d'ouvrier ou d'employé, de la libre manifestation de ses opinions, pourvu qu'il s'agisse de relations de travail, d'ordre privé, est dépourvue d'importance pratique (11) (art. 117, al. 3).

(10) Aulard et Mirkine Guetzevitch : *op. cit.*, p. 209.

(11) *La Vie juridique des peuples*, *op. cit.*, pp. 48-51.

H. — *Mariage et Famille*

Le mariage, la famille et la maternité, en tant qu'institutions juridiques, sont placés par la Constitution sous la protection spéciale des lois (art. 126). Cette disposition, très courte, n'est qu'une déclaration philosophique, comme il arrive dans la plupart des Constitutions d'après-guerre; elle ne tend qu'à souligner l'importance particulière que la Constitution attache à ces institutions, sans lui prêter, au fond, une valeur juridique.

I. — DEVOIR MILITAIRE

Avec les nouvelles Constitutions d'après-guerre, la Constitution tchécoslovaque déclare que tout citoyen valide de la République tchécoslovaque est tenu de se soumettre aux services militaires et d'obéir à l'appel fait pour la défense de l'Etat (art. 127, al. 1).

Cette disposition n'a qu'une portée juridique, destinée à établir par la norme constitutionnelle, l'égalité et l'universalité des obligations militaires; les détails seront réglés par la loi; ces obligations ne pourraient être supprimées par une loi ordinaire.

II. — PROTECTION DES MINORITÉS NATIONALES DE RELIGION ET DE RACE

Le sixième et dernier chapitre, conformément aux stipulations inscrites au Traité de Versailles et dans celui dit des minorités, traite exclusivement de la protection des minorités patronales et confessionnelles. A l'origine de ces principes, se trouve l'idée que l'on ne doit pas traiter les ressortissants des minorités autrement ou plus mal que la majorité. C'est plutôt, à vrai dire, une application du principe de l'égalité. Ce chapitre contient sept articles (128-134) sans aucune subdivision.

A. — *Egalité devant la loi*

La Constitution affirme l'égalité des minorités et de la majorité, tous les ressortissants de l'Etat sans distinction de langue, de religion et de race, jouissant des mêmes droits

civils et politiques (art. 128, al. 1). Cette disposition est conforme à l'article 7 du traité de Saint-Germain.

Dans les limites fixées par les lois générales, la différence de religion, de croyance, de confession, de langue, ne peut jamais être un obstacle pour l'admission aux emplois publics, fonctions ou honneurs ou pour l'exercice des professions et industries (art. 128, al. 2).

B. — *Droit sur l'emploi des langues*

Dans les limites fixées par les lois générales, libre est aussi l'emploi de n'importe quelle langue, soit dans les relations privées ou commerciales, soit en matière de religion, de presse, ou de publication de toute nature, soit dans les réunions publiques (art. 128, al. 3).

Ces droits des minorités sont cependant limités par ceux dont sont investis les organes de l'Etat dans l'intérêt de l'ordre public, de la sûreté de l'Etat ou d'une bonne police (art. 128, al. 14).

L'emploi des langues dans les administrations, sera déterminé par une loi spéciale (art. 129).

C. — *Droit de création des institutions charitables et des écoles*

La Constitution proclame que tous les citoyens de l'Etat sans distinction de majorité ou de minorité, de nationalité, de langue, de religion et de race, ont, en principe, les mêmes droits de créer, diriger et administrer à leurs propres frais des institutions charitables, religieuses et sociales, des écoles et des établissements d'éducation. Ils jouissent également du droit d'employer leur propre langue et de pratiquer leur religion dans ces établissements (art. 130).

D. — *Droit de recevoir l'enseignement dans la langue maternelle*

Dans les limites fixées par la législation générale sur l'enseignement dans les villes et districts habités en proportion élevée par des ressortissants parlant une langue autre que le tchécoslovaque, possibilité sera donnée aux enfants de recevoir l'enseignement dans leur langue maternelle (art. 131).

Ce principe répond à l'article 9 du traité de Saint-Ger-

main, demandant des « facilités d'instruction pour les enfants dans les villes et districts où réside une proportion considérable de ressortissants parlant une langue autre que le tchèque ».

E. — *Devoir contribuable des Minorités*

Dans les villes et districts où réside une proportion considérable de ressortissants appartenant à des minorités de race, de religion ou de langue, une part des sommes affectées par le budget de l'Etat et les budgets municipaux ou autres, à l'éducation, aux cultes ou à la charité, devra être attribuée à ces minorités dans les limites des dispositions générales relatives à l'administration publique (art. 132). Cette disposition est aussi conforme à l'article 9 du traité de Saint-Germain rédigé en termes presque identiques.

F. — *Interdiction de la dénationalisation forcée*

Signalons, en terminant, cette disposition très caractéristique pour la protection des minorités : « Tout procédé de dénationalisation forcée est interdit. La violation de ce principe peut être déclarée punissable par la loi » (art. 134).

III. — ESPRIT DÉMOCRATIQUE

Après un examen attentif, nous devons constater que l'esprit démocratique et les traditions libérales de la Nation tchécoslovaque se reflètent fidèlement dans la Déclaration des Droits de sa Constitution. Certains points dont l'importance s'était manifestée sous l'ancien régime sont mis en relief; il n'est point admis de privilèges de sexe, de naissance, de profession ou de confession. On reconnaît l'intangibilité de la propriété privée; à celle-ci, ne peuvent être apportées que des restrictions légales : l'expropriation est admise, mais conformément à la loi et moyennant indemnité. C'est le tribunal administratif suprême qui, dans le sens technique, protège tous les droits garantis par la Constitution; ce tribunal veille à l'observation de la légalité dans l'administration publique, au cas de réclamations recevables. La *socialisation* et l'*économie collective*, rencontrées dans la Déclaration de Weimar, ne se retrouvent pas ici.

La Déclaration, au point de vue des libertés indivi-

duelles, est établie dans le cadre démocratique, mais comme en d'autres républiques démocratiques la possibilité existe, en certains cas, de limiter ces libertés par une loi et même, en des circonstances tout à fait exceptionnelles, de les suspendre en partie ou en totalité.

Par l'acceptation des stipulations des articles du traité de Saint-Germain relatifs aux droits des minorités, la Constitution tchécoslovaque a fait preuve de son désir de les régler avec une parfaite équité.

Il est, en un mot, justifié de prétendre que la Déclaration des Droits tchécoslovaques tient à servir de base démocratique et juste à la vie publique de l'Etat; il appartient, en retour, aux nationalités, religions, races, minorités de reconnaître loyalement cette équité et de se comporter en conséquence.

CHAPITRE V

« DROITS ET DEVOIRS FONDAMENTAUX DES CITOYENS » DANS LES CONSTITUTIONS YUGOSLAVES DE 1921 ET DE 1931

A la fin de la Grande Guerre, les frontières des Etats furent profondément modifiées et fixées suivant le principe, nouvellement posé, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. La Yougoslavie est l'un de ces nouveaux Etats. Elle comprend, conformément aux traités de Paix, les anciens royaumes indépendants de la Serbie, du Monténégro et les pays sud-slaves de la monarchie austro-hongroise.

L'idée de l'unité du peuple yougoslave était apparue, depuis fort longtemps (1), mais jusqu'à la grande guerre et depuis lors, le désir d'union et d'indépendance de tous les Yougoslaves n'a fait que se développer et se propager de plus en plus.

La première manifestation de cet état d'esprit apparaît le 7 décembre 1914, dans la déclaration gouvernementale faite devant l'Assemblée nationale qui tenait ses séances à Nich après l'évacuation de Belgrade. Vint ensuite la Déclaration de Corfou, élaborée par les représentants du Parlement serbe et du Comité yougoslave, du 2 juin au 20 juillet 1917 (2); elle contenait les bases essentielles du futur Etat yougoslave.

Dès la fin des hostilités, le gouvernement serbe rentra à Belgrade et, le 1^{er} décembre 1918, fut proclamée « l'union de

(1) Loutzitch : *La Constitution du Royaume de Yougoslavie* du 3 septembre 1931, pp. 5 et suiv.

(2) N. Yovanovitch : *Etude sur la Constitution du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes*, p. 26.

tous les yougoslaves en un Etat libre et indépendant » sous la dénomination de « Royaume des Serbes, Croates et Slovènes ».

Depuis le jour de la proclamation de l'union des Serbes, Croates et Slovènes, en un seul Etat, qui venait de passer par des périodes bien troublées, cet Etat, comme son nom l'indique, « Royaume des Serbes, Croates et Slovènes », comprenait trois éléments de même race, de même langue, mais d'éducation et de mentalité différentes. La Constitution, dite de Vidovdan, a scellé l'unité nationale, sans parvenir à aplanir toutes les difficultés. Elle a posé les bases solides de l'Etat yougoslave, mais l'œuvre accomplie par cette Constitution était imparfaite et ne répondait pas aux désirs d'une grande partie de la population (3). Pendant les dix premières années de son existence, la jeune Yougoslavie a eu à supporter bien des troubles intérieurs. Le Parlement de Belgrade fut dissous et le régime absolu instauré, le 6 janvier 1929 (4). A la date du 3 septembre 1931, le roi octroya au pays une nouvelle Constitution qui, présentement encore, régit l'Etat yougoslave.

I. — LA DÉCLARATION DES DROITS DANS LA CONSTITUTION DU ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES DE 1921

On sait que, dans nombre de pays, les prescriptions relatives aux libertés individuelles ne sont pas contenues dans les textes constitutionnels, mais sont réglées, comme par exemple, pour la Constitution de 1875 de la France, par des dispositions législatives. De fait, les droits individuels sont si bien établis dans le droit public de ces pays qu'on peut, sans courir aucun risque, confier leur réglementation au pouvoir législatif. On peut être assuré que le législateur ne méconnaîtra pas ces droits, car il connaît les dangers qu'entraînerait cette méconnaissance. Dans le droit public de l'ancienne Serbie, on rencontre des dispositions constitutionnelles réglementant les libertés individuelles. La Constitution de 1901 en présente un trait caractéristique, en ce sens que l'initiative de modifier le texte constitutionnel relatif aux libertés appartenait exclusivement à la Chambre des Dé-

(3) Loutzitch : *op. cit.*, p. 3.

(4) Yovanovitch M. : *Le régime absolu yougoslave.*

putés, à l'exclusion des autres facteurs du pouvoir législatif c'est-à-dire du Roi et du Sénat qui, par contre, conservaient le droit d'initiative en toute autre matière (5). C'était une garantie pour les libertés car, de par sa composition et son mode d'élection la Chambre des Députés était considérée comme plus proche du peuple que le Sénat ou le Roi (6).

La Constitution de Vidovdan n'a pas repris cette disposition spéciale de la Constitution de 1901, mais déclare que les modifications proposées doivent être faites par une nouvelle Assemblée constituante spécialement élue à cet effet, et élue par le peuple. On peut donc dire que la Constitution de Vidovdan garantit le respect des libertés individuelles.

La Constitution votée définitivement après la troisième lecture, fut promulguée le 28 juin 1921, au jour anniversaire de la fameuse bataille de Kossovo (1389) ou jour de la fête nationale de Vidovdan. Cette Constitution porte le nom de *Constitution de Vidovdan* pour rapprocher les deux dates, celle de la plus grande défaite et celle du triomphe de l'unité nationale. Divisée en quatorze parties, elle consacre 41 articles à la Déclaration des Droits placés dans la deuxième partie intitulée : « Droits et devoirs fondamentaux des citoyens » et, aussi, dans la troisième, désignée sous le vocable « Prescriptions sociales et économiques ».

SECTION I

Droits et Devoirs fondamentaux des Citoyens

Dans la partie intitulée : « Droits et devoirs fondamentaux des citoyens », 18 articles se rapportent aux devoirs des citoyens, aux principes d'égalité devant la loi, aux libertés individuelles proprement dites, à la liberté de conscience et à la liberté de religion, à la liberté d'enseignement et enfin à la liberté d'opinion en général, celle-ci englobant la liberté de réunion, d'association de la presse et le droit de pétition. Les dispositions de cette deuxième partie ne sont pas neuves et révèlent la pleine inspiration classique

(5) Péritch : *La nouvelle Constitution du Royaume de Serbie de 1901* (extrait du *Bulletin de la Société de Législation comparée*, Paris, 1903).

(6) Yovanovitch N. : *Etude sur la Constitution du Royaume des Serbes Croates et Slovènes*, p. 280.

de l'individualisme. Une partie de l'ancienne Constitution du royaume serbe de 1903 était consacrée à la Déclaration des Droits (7) sous la dénomination « Droits constitutionnels des citoyens serbes ».

La Déclaration de Vidovdan se rapproche de cette Déclaration de 1903, non pas par la forme, mais par une certaine ressemblance des textes.

A. — *Les Devoirs fondamentaux des citoyens*

Le mot « devoirs » n'est pas inséré dans les anciennes Constitutions serbes. D'ailleurs, dans la Constitution de Vidovdan, il n'existe pas, à proprement parler, une réglementation des devoirs fondamentaux des citoyens. L'article 21 énonçant quelques devoirs est plutôt une déclaration de principes dont l'application ne peut se faire que dans la limite des lois. Il indique que chaque citoyen « doit se soumettre aux lois, servir les intérêts de la communauté nationale, défendre sa patrie et supporter les impôts selon ses capacités économiques et les prescriptions de loi ».

B. — *L'Egalité des citoyens devant la loi*

D'une façon générale, dans la partie « Droits et Devoirs fondamentaux des citoyens », la Constitution ne reconnaît aucune inégalité provenant de la naissance. Aux termes de l'article 4, « il n'existe dans tout le royaume qu'une seule nationalité. Tous les citoyens sont égaux devant la loi. Tous jouissent d'une égale protection des pouvoirs. La noblesse, les titres ou autres privilèges de naissance ne sont pas reconnus ».

En réalité, au point de vue de la constitution sociale, la Yougoslavie est un pays profondément démocratique, de sorte que les titres nobiliaires y sont très rares. Aussi, selon M. Yovanovitch (8), cette disposition constitutionnelle doit-elle être interprétée en ce sens que chacun pourrait librement porter le titre, comme faisant partie du nom, mais

(7) F. et P. Dareste : *Les Constitutions modernes*, 3^e éd., 1910. T. II, pp. 260 à 265 (textes).

(8) Yovanovitch S. : *Droit constitutionnel du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes*, p. 430, et Soupitch : *Les libertés publiques d'après la Constitution du Royaume des Serbes, Croates, Slovènes*, p. 133.

que personne ne pourrait, par exemple, réclamer à une autorité la mention de son titre dans un acte officiel.

Une application du principe égalitaire se trouve dans l'article 19 relatif à l'admissibilité aux fonctions et aux emplois publics : « Toutes les fonctions dans toutes les branches de l'administration officielle sont également accessibles, sous les conditions légales, à tous les citoyens d'origine ainsi qu'aux citoyens naturalisés qui sont de nationalité serbe-croate-slovène. Les autres citoyens naturalisés ne peuvent être admis au service de l'Etat que s'ils ont dix ans de résidence dans le Royaume; cependant, ils pourront l'être plus tôt avec l'approbation spéciale du Conseil d'Etat sur demande motivée du Ministre compétent. »

Cette admissibilité de tous les citoyens aux emplois publics n'est qu'une conséquence de l'égalité de tous devant la loi. On pourrait donc se demander si cette égalité concerne aussi les femmes, ou si elle ne doit s'appliquer qu'aux hommes. Si on admet la première solution, les femmes auraient le droit à l'admission à tous les emplois publics et le droit de vote pour les élections générales. Mais le droit de vote des femmes a été rejeté par la majorité au Comité constitutionnel; d'un autre côté, la loi sur les fonctionnaires n'est pas suffisamment claire sur ce point.

C. — *Les Libertés proprement dites*

L'article 5, dans cette deuxième partie, contient les principes régissant la liberté proprement dite. La liberté individuelle y est proclamée en ces termes : « La liberté individuelle est garantie ». L'alinéa 2 du même article fixe les conditions dans lesquelles un sujet peut être privé de la liberté : « Nul ne peut être soumis à un interrogatoire ou mis en état d'arrestation ou privé de sa liberté de toute autre façon, hors les cas prévus par la loi; nul ne peut être mis en état d'arrestation pour un crime ou délit quelconque, sans un ordre écrit et motivé de l'autorité compétente » (al. 3). Au surplus, la Constitution fixe elle-même les conditions dans lesquelles l'arrestation peut être opérée.

Comme complément à cette liberté, la Constitution déclare : « Nul ne peut être jugé par un tribunal incompétent (art. 6) ou sans avoir été préalablement interrogé par l'autorité compétente ou invité par la voie légale à se dé-

fendre (art. 7) ». L'acte anglais, l'*habeas corpus* de 1679 influence les dispositions yougoslaves à cet égard.

L'article 11 déclare l'inviolabilité du domicile : « le domicile est inviolable »; les perquisitions et les recherches au domicile d'un citoyen seront faites dans les cas prévus par la loi et dans les formes prescrites par elle.

Une dernière disposition constitutionnelle nous paraît être, elle aussi, une garantie de la liberté individuelle proprement dite : c'est celle concernant l'inviolabilité du secret de la correspondance : lettres, communications télégraphiques et téléphoniques. L'article 17 indique que ceux qui violeront ce principe seront punis suivant la loi, sauf dans le cas d'instruction criminelle, de mobilisation ou de guerre.

D. — *La Liberté de conscience et la Liberté de religion*

La Constitution de Vidovdan garantit à la fois la liberté de conscience et la liberté de religion, sans réglementer séparément l'exercice de ces deux libertés (art. 12, al. 1).

De par cet article 12, la Constitution reconnaît aux confessions admises l'exercice libre et public de leur culte, mais n'oblige personne à pratiquer publiquement sa religion. Nul, non plus, n'est tenu de participer aux actes, cérémonies, pratiques et exercices religieux, sauf en ce qui concerne les fêtes et cérémonies de l'Etat, et dans les cas réglés par la loi (al. 4).

La Constitution admet également toutes les religions qui, dans n'importe quelle partie du royaume, ont obtenu la reconnaissance légale; les autres ne peuvent être autorisées que par la loi. Les religions admises et reconnues règlent d'une façon autonome leurs affaires intérieures et gèrent leurs legs et fonds dans les limites fixées par la loi (al. 3); elles peuvent entretenir des relations avec leur chef religieux suprême, même en dehors des frontières de l'Etat... (al. 5).

L'Eglise, d'ailleurs, n'est pas séparée totalement de l'Etat, l'Etat pouvant aider matériellement, à titre facultatif, les confessions reconnues (al. 6).

E. — *La Liberté d'enseignement*

Aux termes de l'article 16, l'art et la science sont libres

et jouissent de la protection et de l'appui de l'Etat. Quelques principes résultent de cet article.

L'enseignement et les écoles relèvent de l'Etat (al. 3). Toutes les écoles doivent donner l'éducation morale et développer la conscience civique dans un esprit d'unité nationale et de tolérance religieuse (al. 5).

L'enseignement d'Etat est gratuit; l'enseignement primaire est général et obligatoire (al. 9 et al. 6); tous les établissements sont placés sous le contrôle d'Etat (al. 12).

L'article 16, al. 14, déclare, enfin, que les minorités des autres races et langues, auront leur enseignement primaire dans leur langue maternelle aux conditions que la loi prescrira.

F. — *La Liberté d'opinion*

« La presse est libre » (art. 13, al. 1^{er}). La censure ne peut être établie qu'en temps de guerre et, uniquement, dans les cas prévus par la loi (art. 13, al. 2).

Le droit de réunion et d'association est assuré par l'article 14 mais renvoie à une loi pour la réglementation de ce droit. Par mesure de sécurité, la Constitution de Vidovdan prescrit, comme toutes les Constitutions modernes d'ailleurs, qu'on ne peut venir en armes aux réunions.

L'article 15 retrace une disposition donnant à l'individu le droit de pétition : « Les citoyens ont le droit de pétition. Les pétitions peuvent être signées par une ou plusieurs personnes ainsi que par toute personne morale. Elles peuvent être adressées à toutes les autorités sans distinction ».

SECTION II

Prescriptions sociales et économiques

La troisième partie de la Constitution de Vidovdan contient sous le titre « Prescriptions sociales et économiques » vingt-trois articles relatifs à des objets d'ordre différent : propriété; protection du travail, de l'ouvrier, de la famille, des orphelins et des veuves de guerre; amélioration de l'hygiène publique; organisation de coopératives et, enfin, institution d'un Conseil économique. Cette simple énumération suffit pour annoncer les nouvelles tendances so-

ciales enregistrées dans la Déclaration des Droits de la Constitution de Vidovdan.

Ces nouvelles conceptions sociales de la Déclaration de Droits sont une innovation, car jusqu'à la guerre de 1914, elles ne figuraient dans aucune Constitution. Après la grande guerre, les Yougoslaves ont aussi entendu concilier les droits individuels avec les intérêts de la collectivité; à cet égard, la Déclaration des Droits de Vidovdan a certainement subi l'influence de la Déclaration des Droits de Weimar. Si, cependant, elle lui a emprunté certaines dispositions, en ce qui concerne la propriété, notamment, elle est bien éloigné d'en avoir repris tous les principes.

A. — *Le Droit de propriété*

Sous ce titre, sont compris toutes les dispositions se rapportant à la propriété, y compris les textes relatifs à la réforme agraire. Les déclarations classiques de l'individualisme depuis l'Indépendance de l'Amérique du Nord et la Révolution française ont placé au premier rang des Droits naturels de l'Homme le droit de propriété, considéré comme la pierre angulaire de l'édifice social (9).

La Constitution de Vidovdan ne garantit pas d'une façon absolue le droit de propriété. De celui-ci découlent des obligations et son usage ne doit pas nuire aux intérêts de la collectivité (art. 37, al. 1) (10).

La Constitution s'occupe donc, non seulement de l'intérêt propre de l'individu, mais aussi des intérêts communs de la société. Peut-être convient-il de voir là le dessein d'éviter les inconvénients résultant de l'application de la pure doctrine individualiste.

La Constitution yougoslave déclare : « Dans l'intérêt de la collectivité, et sur la base de la loi, l'Etat a le droit et le devoir d'intervenir dans les rapports économiques entre les citoyens, dans un esprit de justice et en vue d'écarter les conflits sociaux » (art. 26). Ce sont les tendances nouvelles de la vie sociale de donner au travail et à la richesse un caractère social et de les considérer plutôt comme un bien social que comme la propriété exclusive d'un particulier (11).

(9) Esmein : *Eléments de droit constitutionnel*, 7^e éd., T. II, p. 536.

(10) Yovanovitch N. : *op. cit.*, pp. 324, 363.

(11) Soupitch M. : *op. cit.*, pp. 118-119.

Pour la réalisation de ces vues sociales nouvelles, la Constitution comprend des articles plus détaillés, notamment l'article 37, al. 1^{er}, qui limite ainsi la propriété : « La contenance, l'étendue et la limitation de la propriété privée, sont réglées par la loi » et encore : « L'expropriation pour cause d'utilité publique est admise sur la base de la loi, moyennant une indemnité équitable » (art. 37, al. 2).

Touchant l'expropriation des domaines forestiers, l'article 41 énonce : « Les grands domaines forestiers privés sont expropriés d'après la loi et deviennent propriété de l'Etat ou des corps autonomes ».

L'alinéa 2 du même article précise : « les terrains qui devraient normalement être boisés et dont le reboisement est exigé par des raisons de climat ou de culture, deviennent la propriété de l'Etat ou des corps autonomes dans la mesure où ce reboisement ne peut être effectué autrement ».

L'article 41, alinéa 3 : « Les grands domaines forestiers que l'autorité étrangère avait donnés à certaines personnes deviennent, d'après la loi, la propriété de l'Etat ou de la commune, sans aucune indemnité pour ces personnes. »

L'expropriation des grandes propriétés foncières et le partage de ces propriétés entre ceux qui travaillent la terre seront réglés par la loi (art. 43).

Enfin, les rapports féodaux et les « fideicommiss » sont abolis (art. 32 et 38) ; l'usure sous toutes les formes est interdite (art. 36).

Tels sont dans leurs grandes lignes, les principes inscrits dans la Constitution de Vidovdan qui tendent, d'une part, à ramener la propriété à un nouveau point de départ, et, de l'autre, fixent les règles générales devant, à l'avenir, régir la propriété (12).

B. — *La Liberté du travail et des contrats*

Les nouvelles Constitutions d'après-guerre, sous l'influence des idées socialistes, considèrent le travail comme un bien économique des plus précieux et, tout particulièrement, s'engagent à le protéger sous toutes ses formes.

L'article 23, alinéa 1, déclare : « Le travail est placé sous la protection de l'Etat ». Après avoir proclamé ce prin-

(12) Yovanovitch : *op. cit.*, p. 332.

cipe, la Constitution va plus loin et émet des dispositions indiquant, dans les lignes générales, en quoi consiste cette protection :

Les femmes et les mineurs doivent être protégés dans les travaux nuisibles à leur santé (art. 23, al. 2). Pour la sécurité et la protection des ouvrières, la loi édicte des mesures spéciales (art. 23, al. 3). Les assurances agricoles (art. 30), les assurances des ouvrières, en cas d'accident, maladie, chômage, incapacité de travail, vieillesse et mort (art. 31) seront réglementées par une loi *ad hoc*; les invalides, orphelins et veuves de guerre, bénéficient d'une protection particulière (art. 32).

Le devoir de l'Etat de protéger le travail ne se limite pas au travail physique. Il s'étend aussi au travail intellectuel, dont les produits sont protégés et reconnus comme étant la propriété privée de l'auteur, par l'article 24 : « Le produit du travail intellectuel est la propriété de son auteur; il jouit de la protection de l'Etat. »

La Constitution reconnaît également le principe de la liberté des contrats, mais dans la mesure seulement où elle ne se trouve pas en opposition avec l'intérêt social (art. 26).

C. — *La Vie sociale et économique*

Dans cette même troisième partie de la Constitution de Vidovdan, sont encore décrits les autres devoirs de l'Etat intéressant la vie générale de la société.

L'Etat doit, non seulement protéger le travail, mais encore veiller à ce que tout citoyen puisse avoir la possibilité de se consacrer aux travaux économiques pour lesquels il se sent une disposition. A cet effet, l'Etat organisera l'éducation professionnelle et prêtera une assistance permanente aux enfants pauvres et doués (art. 22).

L'Etat doit protection aux femmes et aux mineurs au cours de leurs travaux et se préoccuper aussi spécialement de toutes les mères et de tous les enfants en bas âge (art. 27). L'Etat doit veiller, de plus, à l'amélioration des conditions hygiéniques générales et sociales.

Le mariage est placé sous la protection de l'Etat (art. 28) mais cette déclaration, comme dans la Constitution de Weimar, reste plutôt d'ordre philosophique.

Nous venons d'exposer que l'Etat, dans l'intérêt de la collectivité et sur la base de la loi, a le droit et le devoir

d'intervenir dans les rapports économiques entre les citoyens dans un esprit de justice, en vue d'écarter les conflits sociaux. En application de ce principe, la Constitution déclare qu'il appartient à l'Etat de seconder matériellement l'organisation coopérative nationale ainsi que les autres associations nationales économiques ne travaillant pas pour un gain.

D'autre part, la Constitution de Vidovdan, à l'instar de celle de Weimar, a institué un Conseil économique pour l'élaboration d'une législation sociale et économique (art. 43), mais elle ne se montre pas plus explicite que la seconde, relativement à la composition et à la compétence de ce conseil; elle renvoie à la voie législative.

II. — LA DÉCLARATION DES DROITS DANS LA CONSTITUTION DU ROYAUME DE YOUGOSLAVIE DE 1931

La Constitution octroyée par le Roi, le 3 septembre 1931, fixe, dans son article premier, la dénomination de l'Etat : « Royaume de Yougoslavie ». La deuxième partie de cette Constitution est consacrée aux droits et aux devoirs fondamentaux des citoyens; elle correspond à la seconde partie de la Constitution de Vidovdan et à cette même seconde partie de la Constitution serbe de 1903 : « Des droits constitutionnels des citoyens serbes ». La troisième partie, réservée aux « Dispositions sociales et économiques », correspond quant à elles aux principes de la Constitution du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes de 1921, mais se trouve réduite à quatre articles seulement.

SECTION I

Droits et Devoirs fondamentaux des citoyens

Cette deuxième partie traitant des « Droits et Devoirs fondamentaux des citoyens », ne comporte que 17 articles; son contenu est donc naturellement restreint.

A. — *Devoirs fondamentaux des citoyens.*

Les mots « devoirs des citoyens » pourraient être écartés de l'intitulé de cette seconde partie de la Constitution de 1931. En effet, nous ne trouvons l'idée de « devoirs » que dans l'article 11, alinéa 2 se rapportant à la liberté de religion : « Nul ne peut se libérer de ses obligations et

devoirs civils et militaires en se fondant sur les prescriptions de sa religion. »

Le paiement de l'impôt représente aussi un devoir ou une obligation. Dans la Constitution, cette obligation est comprise à l'article 105, alinéa 1, situé en dehors de cette deuxième partie.

B. — *L'Egalité devant la loi*

La Constitution de 1931, comme celle de Vidovdan, proclame le principe de l'égalité. Il n'existe dans le Royaume qu'une nationalité; tous les citoyens sont égaux devant la loi et jouissent de la même protection (art. 4). La noblesse, les titres et les privilèges de naissance ne sont pas reconnus (art. 4, al. 2).

Une application du principe de l'égalité se rencontre dans l'article 19 : « Toutes les fonctions dans toutes les branches de l'administration de l'Etat sont également accessibles à tous les ressortissants sous les conditions légales ».

C. — *Les Libertés proprement dites*

En ce qui concerne les libertés proprement dites, la Constitution de 1931 se modèle sur celle de Vidovdan; les articles 5, 6, 7, 8 reprennent le système anglais de l'*habeas corpus*.

Au sujet de la liberté de circulation, la Constitution déclare qu'« aucun citoyen ne peut être banni de l'Etat »; elle ajoute : « Aucun citoyen ne peut être expulsé à l'intérieur du pays d'un endroit à un autre, ni obligé à se fixer dans un endroit déterminé, hors les cas prévus expressément par la loi » (art. 9).

Le domicile est inviolable (art. 10); le secret des communications télégraphiques et téléphoniques demeure assuré (art. 17).

D. — *La Liberté de religion et de conscience*

Comme la Constitution de Vidovdan, celle de 1931 garantit à la fois, la liberté de religion et de conscience sans réglementer séparément l'exercice de ces deux libertés : « La liberté de religion et de conscience est garantie. Les religions admises sont égales devant la loi et peuvent exer-

cer publiquement leur culte (art. 11, al. 1), texte identique à celui figurant dans la Constitution de Vidovdan.

E. — *La Liberté d'enseignement*

« L'art et la science sont libres », déclare l'article 15 de la Constitution de 1931.

L'article 16, alinéa 1, autorisant la création des écoles privées dans les limites de la loi, donne au législateur le droit de déterminer les conditions dans lesquelles les différentes écoles privées peuvent coexister à côté des écoles d'Etat.

Tous les établissements d'éducation sont placés sous le contrôle de l'Etat (art. 16, al. 3).

L'enseignement primaire est obligatoire et gratuit (art. 16, al. 2). Les écoles doivent donner l'éducation morale et développer la conscience civique dans un esprit d'unité nationale et de tolérance religieuse (art. 16, al. 4). Ces dispositions sont semblables à celles contenues dans la Constitution de Vidovdan mais il n'est pas indiqué si la langue naturelle des minorités peut, ou non, être enseignée dans les écoles primaires.

F. — *La Liberté d'opinion*

La Constitution de 1931 diffère de celle de 1921 en ce qui concerne la liberté d'opinion. Tout en en proclamant le principe, elle y apporte des restrictions.

L'article 12 énonce que le principe d'exprimer son opinion par parole ou par écrit est libre, mais la liberté de la presse est passée sous silence.

Sur la liberté de réunion et d'association, la Constitution après avoir déclaré que les citoyens ont le droit de se réunir et de s'associer dans la limite de la loi, s'empresse d'ajouter que sont prohibées les associations fondées sur une base confessionnelle, régionale ou des branches particulières de la nation et avec des buts politiques ou d'éducation physique (art. 13).

Le droit de pétition existe dans la Constitution de 1931 (art. 14); la pétition peut être signée d'une ou de plusieurs personnes, ainsi que de toute personne morale et peut être adressée à toutes les autorités sans distinction.

SECTION II

Prescriptions sociales et économiques

Dans sa troisième partie intitulée : « *Prescriptions sociales et économiques* », la Constitution de 1931 consacre quatre articles, en tout et pour tout, aux questions sociales et économiques. Correspondant à la troisième partie de la Constitution de Vidovdan, en portant le même titre, elle apparaît comme extrêmement pauvre par rapport à cette dernière. Elle ne contient, en effet, que quelques dispositions relatives à la propriété, à la liberté du travail, au Conseil économique ainsi qu'au mariage, à la famille et à l'enfant. Il semble que le but poursuivi par la Constitution a été de laisser au législateur en cette matière une certaine liberté de mouvement afin de lui permettre de régler les questions selon les nécessités et l'esprit d'époques différentes.

A. — *Le Droit de propriété*

Par son article 22, la Constitution de 1931 garantit la propriété mais le contenu et l'étendue du droit correspondant, demeurent réglées par la loi (art. 22, al. 2). La Constitution de 1931 ajoute : « L'expropriation de la propriété privée, pour cause d'utilité publique, est admise sur la base de la loi, moyennant une indemnité équitable » (art. 22, al. 3).

La Constitution de 1931 a suivi, en l'espèce, l'esprit de Vidovdan; celui-ci ne considère pas la propriété comme un droit servant uniquement les intérêts de son propriétaire, mais découlant d'obligations, son usage ne devant pas nuire aux intérêts de la collectivité. Ce droit de propriété peut être non seulement limité par la loi, mais aussi exproprié.

B. — *La Liberté du travail et des contrats*

« La liberté du travail et la liberté de passer des contrats dans les rapports économiques sont reconnues » (art. 23, al. 1). « Dans l'intérêt de la collectivité et sur la base de la loi, l'Etat a le droit et le devoir d'intervenir dans des rapports économiques entre citoyens dans un esprit de justice et en vue d'écarter les conflits sociaux » (art. 23, al. 2).

Nous retrouvons là des termes déjà rencontrés dans la Constitution de Vidovdan, mais sur les questions relatives

à la protection des ouvrières, des femmes et des enfants et à l'assurance des ouvrières, la Constitution de 1931 reste muette.

Par ce désintéressement total des questions du travail, elle peut être comparée aux Constitutions antérieures du Royaume serbe qui se déchargeaient sur le législateur du soin de les régler librement (13).

C. — *La Vie sociale et économique*

La Constitution est également des plus simple, en ce qui touche la vie sociale et économique en général.

Le mariage est sous la protection de l'Etat (art. 21) ainsi que la famille et les enfants, conséquence toute naturelle de la protection du mariage par l'Etat. Cet article 21 peut apparaître d'une meilleure rédaction que celle de l'article 28 de la Constitution de Vidovdan.

L'Etat doit s'occuper de l'amélioration des conditions hygiéniques générales et sociales et de la protection spéciale des mères et des enfants en bas âge. Ces dispositions de la Constitution de Vidovdan ne sont pas reproduites dans celle de 1931.

L'article 24 prévoit l'institution d'un Conseil économique dont la compétence et la composition sont déterminées en ces termes : « Un conseil économique est institué comme un corps consultatif qui peut être appelé par le gouvernement royal ou la représentation nationale à donner des conseils et opinions d'experts dans les questions économiques et sociales » (art. 24, al. 1). « Le conseil économique est composé des représentants des classes sociales et des experts en question économique et sociale » (art. 24, al. 2). Enfin, « la loi détermine les prescriptions relatives à la composition et à la procédure de ce conseil (art. 24, al. 3). Mieux rédigé au point de vue de la technique juridique que l'article 44 de Vidovdan, cet article 23 est plus net et plus complet sur les questions de composition et de compétence.

(13) Loutzitch : *op. cit.*, p. 250.

III. — CONSIDÉRATIONS SYNTHÉTIQUES SUR LES DEUX DÉCLARATIONS

Après avoir analysé les Déclarations des Droits dans les deux Constitutions yougoslaves, celle du *Royaume des Serbes-Croates et Slovènes* du 28 juin 1921 et celle du *Royaume de Yougoslavie* du 3 septembre 1931, il convient de dégager synthétiquement leurs tendances et leurs traits caractéristiques.

La première Constitution de la Yougoslavie dite de Vidovdan, votée et promulguée par le Régent, le 28 juin 1921, fut influencée par les radicaux et les démocrates.

Dans le projet, en effet, des prescriptions sociales et économiques furent ajoutées sur le désir du parti agraire et des socialistes; accepté, en principe (14), il fut transmis à la Constituante. Durant le vote définitif de la Constitution, le parti paysan croate avait refusé de venir à l'Assemblée constituante. De plus, les communistes, au nombre de 58, 7 membres du Club National et 27 membres du Club yougoslave, se retirèrent au cours de la discussion des articles (15). De telles circonstances montrent bien le rôle important joué dans la Constitution de Vidovdan par les radicaux et les démocrates.

Lors de l'élaboration de la Constitution, il existait des courants d'idées sociales et politiques tellement opposés, que les hommes d'Etat eurent de la peine à concevoir la façon de créer une œuvre correspondant à la fois aux nécessités sociales de l'individu et aux besoins de la collectivité. Un exclusivisme, dans quelque sens qu'il fut, aurait été aussi dangereux qu'inefficace. L'œuvre de 1921 a justement échappé à cet exclusivisme en faisant preuve d'esprit modérateur contre le pur libéralisme orthodoxe et d'une certaine opportunité politique, en apportant des entraves au socialisme naissant.

Ainsi, nul ne saurait sérieusement prétendre que les législateurs aient été catégoriquement hostiles à l'idée de la liberté. En tant que norme, les dispositions relatives aux droits des citoyens ne sont pas, en effet, inférieures à celles des législations considérées comme plus libérales.

Mais si les constituants ont montré un certain attrait

(14) Loutzitch : *op. cit.*, p. 32.

(15) Yovanovitch N. : *op. cit.*, pp. 76 et 77.

pour la liberté individuelle, ils ont prouvé, par ailleurs, qu'ils estimaient peut-être plus encore les intérêts de la *collectivité*. C'est ainsi que, pour raison d'Etat, ils ont introduit les devoirs fondamentaux : devoir militaire et devoir contribuable et qu'ils ont apporté à la propriété privée des restrictions telles que son usage ne doit pas nuire aux intérêts de la collectivité. De plus, en raison de l'intérêt collectif, ils ont demandé que l'Etat ait le devoir d'intervenir dans les rapports économiques entre les citoyens.

La deuxième Constitution faisant suite au régime absolu et octroyée au Pays par le roi Alexandre, le 3 septembre 1931, fut le point de départ du renforcement du pouvoir de l'Etat, au détriment des libertés des individus. Si, par exemple, le principe de la liberté d'opinion est proclamé, par contre celui de la liberté de la presse est absent; si d'un côté, le droit de réunion et d'association est reconnu, de l'autre la Constitution décrète solennellement que « les associations fondées sur une base confessionnelle, régionale ou des branches particulières de la nation et avec des buts politiques ou des buts d'éducation physique sont prohibées » (art. 13).

La plupart des articles insérés dans la partie des « prescriptions sociales et économiques » comme dans celle « des droits et devoirs fondamentaux des citoyens » de la Constitution de 1931, ne font que reproduire l'œuvre des constituants de 1921.

Toutefois, par ses points essentiels et ses origines, le caractère conservateur est très accusé.

CHAPITRE VI

« LES DROITS DES ROUMAINS » DANS LA CONSTITUTION DU ROYAUME DE ROUMANIE DE 1923

La Roumanie, telle qu'elle se trouve constituée depuis la fin de la grande guerre, comprend les anciennes provinces de Valachie, Moldavie, Transylvanie, Banat, Bessarabie, Bukovine et Dobroudja, conformément aux traités internationaux de Saint-Germain de 1919 et de Trianon de 1920.

Le 2 janvier 1922, le roi Ferdinand convoqua le corps électoral aux fins d'élire un Parlement qui serait chargé de rédiger une nouvelle Constitution (1). Après la formation du Parlement issu de ces élections, une nouvelle Constitution fut promulguée le 28 mars 1923, et publiée au *Mouvement officiel* du 29 mars de la même année.

Tant pour la forme que pour le fond, cette Constitution se présente, en réalité, comme une adaptation de la Constitution de 1866, dont elle conserve littéralement un très grand nombre d'articles. Elle comprend 8 titres, divisés en chapitres, avec 138 articles, au lieu de 133.

I. — LES PRÉCÉDENTS DES DROITS DES ROUMAINS

Dans la Constitution de 1866, le titre II, intitulé « Des droits des Roumains » consacre 26 articles (5 à 30) à la Déclaration des Droits des Roumains.

Les libertés de conscience, d'enseignement, de la presse

(1) P. Negulesco : *La Constitution et le régime politique dans la vie juridique des peuples*, 4^e série. *La Roumanie*, p. 1 et suiv.

et de réunion sont reconnues aux Roumains (art. 5). Les conditions d'exercice des droits politiques doivent être déterminés par la loi (art. 6) (2).

Tous les Roumains sont égaux devant la loi (art. 10). L'inviolabilité de l'individu et du domicile est garantie (art. 13, 14, 15, 16, 18).

La propriété de toute nature est considérée comme « sacrée et inviolable » déclare l'article 19. Il ajoute : « Nul ne peut être exproprié si ce n'est pour cause d'utilité publique, légalement constatée et après une juste et préalable indemnité ». « Des lois spéciales régleront la procédure et le mode d'expropriation ». Ainsi, bien que fut admise l'expropriation de la propriété individuelle avec indemnité pour cause « d'utilité publique », la propriété était considérée comme un droit naturel, sacré et inviolable.

La liberté de conscience est absolue (art. 21). L'enseignement est libre (art. 23). Le système de l'enseignement gratuit dans les écoles de l'Etat et obligatoire dans les écoles primaires avait été déjà introduit dans la Constitution.

La Constitution garantit à toute personne la liberté d'opinion générale. La presse est libre (art. 24) (3). Le secret des lettres et « des dépêches télégraphiques » est garanti (art. 25). Les Roumains « ont le droit de s'assembler paisiblement et sans armes (art. 26), le droit de s'associer en se conformant aux lois (art. 27) ; le droit de pétition ne peut s'exercer qu'au nom des signataires. Les autorités constituées ont, seules, le droit d'adresser des pétitions en nom collectif (art. 28).

Telles sont les dispositions générales de la Constitution roumaine de 1866 en ce qui concerne les Droits des Roumains.

II. — LES DROITS DES ROUMAINS DANS LA NOUVELLE CONSTITUTION DE 1923

Dans son titre II, la nouvelle Constitution de 1923 consacre 28 articles à la Déclaration des Droits (5 à 32) en continuant la formule de la Constitution de 1866, intitulée

(2) F. Dareste et P. Dareste : *Les Constitutions modernes*, 3^e éd., 1910, T. II, pp. 232 à 237.

(3) Modifié la loi du 8 juin 1884; Citation de Dareste : *op. cit.*, p. 236.

« des Droits des Roumains » et en maintenant les mêmes subdivisions.

Les constituants de 1923 ont travaillé dans le cadre de l'ancienne Constitution; cependant, ils ont apporté quelques innovations concernant les droits individuels.

A. — *L'Égalité devant la Loi*

Le principe de l'égalité, proclamé par l'article 5, inaugure la partie des Droits des Roumains : « Les Roumains, sans distinction d'origine ethnique, de langue ou de religion, jouissent de toutes les libertés et droits établis par les lois. »

Ce principe de l'égalité est complété par la Constitution : « Il n'y a dans l'Etat aucune distinction de naissance ou de classe sociale » (art. 8, al. 1). Tous les privilèges de quelque nature qu'ils soient, exemptions et monopoles de classes, sont interdits pour toujours dans l'Etat roumain (art. 10, al. 1). Les titres de noblesse ne sont point admis dans l'Etat roumain (art. 10, al. 2). La différence de croyance religieuse, de confession d'origine ethnique et de langue ne constitue, en Roumanie, aucune entrave à l'obtention des droits civils et politiques, ainsi qu'à leur exercice (art. 17, al. 1).

Y a-t-il égalité des deux sexes en ce qui concerne l'obtention et l'exercice des droits civils et politiques? On doit répondre affirmativement quant aux droits civils des femmes, établis sur la base d'égalité complète des deux sexes (art. 6, al. 2); en ce qui touche à l'exercice des droits politiques pour les femmes, les conditions en seront déterminées par des lois spéciales, votées à la majorité des deux tiers des suffrages (art. 6, al. 1).

Du fait que tous les Roumains sont égaux devant la loi, ils doivent naturellement contribuer sans distinction, aux impôts et charges publiques (art. 8, al. 2).

Cependant la Constitution roumaine n'a pas proclamé l'obligation pour les Roumains, des services militaires. Elle spécifie seulement que les Roumains sont admissibles aux emplois et dignités publiques civiles et militaires (art. 8, al. 3). C'est pourquoi la Constitution n'inscrit pas des « Devoirs » en corollaire des Droits des Roumains; c'est là l'une des différences les plus marquées entre la Cons-

titution roumaine et les autres nouvelles Constitutions d'après-guerre.

B. — *Les Libertés individuelles proprement dites*

L'inviolabilité de l'individu et du domicile est garantie par la Constitution (art. 11, 12, 13, 14, 15) : nul ne peut être poursuivi ou perquisitionné, sauf dans les cas et formes prévus par la loi; nul ne peut être arrêté qu'en vertu d'un mandat judiciaire motivé et signifié au moment de l'arrestation ou, au plus tard, dans les vingt-quatre heures; nul ne peut être soustrait, contre son gré, à la juridiction que la loi lui assigne; nulle peine ne peut être établie ni appliquée qu'en vertu de la loi. Le domicile est, lui aussi, inviolable.

L'ensemble de ces libertés qui émanent toutes de l'ancienne Constitution de 1866 sont une démonstration de l'esprit d'individualisme animant les Roumains depuis déjà au moins deux tiers de siècle.

C. — *La Liberté de conscience et religieuse*

La Constitution proclame : « La liberté de conscience est absolue » (art. 22, al. 1). D'ailleurs, l'exercice de cette liberté ne peut pas porter atteinte à l'ordre public, aux bonnes mœurs et aux lois organiques de l'Etat (art. 22, al. 2).

Les Eglises chrétiennes orthodoxes et gréco-catholiques sont reconnues par la Constitution comme les Eglises roumaines (art. 22, al. 3).

Il existe, cependant, une différence entre elles, en ce sens que la religion orthodoxe roumaine, étant la religion de la grande majorité des Roumains, représente l'église dominante dans l'Etat roumain, tandis que l'église gréco-catholique, bien que reconnue par la Constitution n'a, en somme, que la préséance vis-à-vis des cultes non reconnus (art. 22, al. 4). Lors, l'église orthodoxe roumaine est et reste indépendante de tout épiscopat étranger, hormis son unité avec l'église œcuménique d'Orient au point de vue des dogmes (art. 22, al. 5).

D. — *La Liberté d'enseignement*

L'enseignement est libre en tant qu'il ne sera pas contraire aux bonnes mœurs et à l'ordre public (art. 2, al. 1).

L'enseignement primaire est obligatoire; l'enseignement dans les écoles de l'Etat est gratuit (art. 24, al. 2). Il en était déjà ainsi dans la Constitution de 1866.

E. — *La Liberté d'opinion*

La Constitution garantit à tous la liberté de communiquer et d'émettre leurs *idées* et *opinions* de vive voix, par écrit et au moyen de la *presse*.

Naturellement, chacun demeure responsable de l'abus de ces libertés dans les cas déterminés par le Code pénal qui, en aucun cas, ne pourra restreindre le droit en lui-même (art. 25, al. 1).

Ni la censure, ni aucune autre mesure préventive ne pourra être établie pour l'apparition, la vente ou la distribution de toute publication (art. 25, al. 2).

Aucune autorisation préalable d'aucune autorité, n'est nécessaire pour l'apparition d'une publication (art. 25, al. 3). Aucune caution ne pourra être exigée des journalistes écrivains, éditeurs, typographes et lithographes (art. 25, al. 3). La presse ne sera jamais soumise au régime des avertissements (art. 25, al. 5).

Le délit de presse sera jugé par le jury, à l'exception des cas ci-dessous indiqués qui seront jugés, selon le droit commun par les tribunaux ordinaires (art. 26, al. 3) :

a) les délits commis contre le Souverain et la Famille royale, les chefs des Etats étrangers et leurs représentants;

b) les instigations directes au meurtre et à la rébellion, dans les cas où ils n'ont point été suivis d'exécution;

c) les calomnies, les injures, les diffamations adressées aux particuliers ou aux fonctionnaires publics en les atteignant dans leur vie privée ou dans leur honorabilité.

Le secret des lettres, des communications télégraphiques et téléphoniques est inviolable (art. 27, al. 1).

Le droit de *s'assembler paisiblement et sans armes* est reconnu (art. 28). La liberté de s'associer en se conformant aux lois est garantie (art. 29). Le droit de pétition ne peut s'exercer qu'au nom des signataires; les autorités constituées ont, seules, le droit d'adresser des pétitions en nom collectif (art. 30).

Telles sont les dispositions se rapportant à la liberté d'opinions dont la plupart ne sont que la reproduction de celles inscrites dans la Constitution de 1866.

F. — *Droit de propriété*

« La propriété de toute nature, ainsi que les créances contre l'Etat sont garanties » (art. 17, al. 1). Toutefois, l'autorité publique peut utiliser, en vertu d'une loi, dans le but de travaux d'intérêt général, le sous-sol de toute propriété immobilière, mais avec l'obligation de réparer les dommages causés à la surface du sol et aux bâtiments existants. A défaut d'entente à l'amiable, les indemnités seront fixées par la justice (art. 17, al. 2).

L'expropriation est admise, mais elle ne peut s'exercer que pour cause d'utilité publique et moyennant une juste et préalable indemnité (art. 17, al. 3).

Les cas d'expropriation, énumérés par la Constitution, sont les suivants : voies de communication, salubrité publique, défense du pays et travaux d'intérêt militaire, agricole, ceux dictés par les intérêts généraux directs de l'Etat et des administrations publiques. Les autres cas d'utilité publique devront être déterminés par des lois votées à la majorité des deux tiers (art. 17, al. 5).

Les mines ainsi que les différentes richesses du sous-sol sont propriété de l'Etat (art. 19, al. 1) ; les voies de communication, l'espace atmosphérique ainsi que les eaux navigables et flottables sont du domaine public (art. 20, al. 1).

A l'égard du droit d'acquisition de la propriété, la Constitution déclare que, seuls, les Roumains et les naturalisés roumains peuvent acquérir à n'importe quel titre ou posséder des immeubles ruraux en Roumanie. Les étrangers n'auront droit qu'à la valeur de ces immeubles (art. 18).

G. — *La Liberté du travail*

La Constitution dispose : « La liberté du travail sera protégée » (art. 21, al. 3) et ajoute : « Une loi réglera l'assurance sociale des ouvriers en cas de maladie, d'accidents, etc... » La protection du travail et l'assurance sociale des ouvriers sont, pour la première fois, proclamées par la Constitution roumaine.

Tous les facteurs de production jouissent d'une égale protection (art. 21, al. 1), mais la Constitution laisse à l'Etat la faculté d'intervenir par voie législative dans les rapports de ces facteurs, pour prévenir des conflits économiques ou sociaux (art. 21, al. 2).

III. — OBSERVATIONS SOMMAIRES ET COMPARATIVES SUR LES DEUX DÉCLARATIONS DES DROITS DES ROUMAINS

La Déclaration des Droits des Roumains de 1923 a incontestablement un caractère conservateur avec une très légère tendance révolutionnaire. La plupart des dispositions des Droits des Roumains de 1923, tant au point de vue de la forme que du fond, ne sont, en effet, que l'adaptation des dispositions inscrites dans la Constitution de 1866. Nous avons déjà établi sous quels aspects se rapprochent ou se ressemblent les déclarations insérées dans ces deux Constitutions.

Les institutions, d'autre part, ne sauraient rester indifférentes en face de l'évolution sociale parce que l'institution elle-même est un fait social. Entre 1866 et 1923, une durée assez longue s'est déroulée au cours de laquelle un grand événement s'est produit. La guerre a conduit à des élargissements, à des transformations et même à des innovations.

A. — *Les Elargissements*

Le principe de l'égalité, nous l'avons vu, a été établi dans la Déclaration de 1866, mais ce principe de l'égalité a été fort élargi dans celle de 1923. Ainsi, la Constitution roumaine de 1923, après avoir adopté cette disposition, déjà inscrite dans la Constitution de 1866 (art. 7) : « La différence de croyances religieuses et de confession ne constitue pas en Roumanie un obstacle à l'acquisition des droits civils et politiques et à leurs exercices », ajoute : « d'origine ethnique et de langue ». D'autre part, la nouvelle Constitution admet que les droits civils des femmes soient établis sur la base d'égalité des deux sexes; elle soumet, à leur endroit, l'exercice des droits politiques à des conditions qui seront déterminées par des lois spéciales, votées à une majorité des deux tiers des suffrages (art. 6, al. 1 et al. 2).

B. — *Les Transformations*

Après avoir admis l'expropriation, pour cause d'utilité publique, légalement constatée, avec juste et préalable indemnité, la Constitution de 1866 considère la propriété comme « sacrée et inviolable », sous l'effet de la doctrine individualiste du droit naturel.

La Constitution de 1923 fait disparaître ces deux mots et, reconnaissant aussi la validité de l'expropriation, énumère les cas où elle pourra jouer sans contestation, laissant à la législation le soin de déterminer les autres cas d'utilité publique qu'elle n'a pas, elle-même, définis.

Le rôle de la fonction sociale de la propriété, inscrit pour la première fois dans la Déclaration de Weimar, fut reconnu par la plupart des nouvelles Déclarations des Droits dans les Constitutions d'après-guerre. La Déclaration des Droits des Roumains de 1923 n'est pas allée aussi loin. Ecartant de sa base l'inspiration pure de l'individualisme, elle n'a fait subir à la conception de la propriété qu'une transformation peu radicale et plutôt modératrice.

C. — *L'Innovation*

La vie économique, surtout le droit au travail, est l'un des traits les plus caractéristiques des Déclarations des Droits d'après-guerre. La Déclaration de Roumanie de 1923 a suivi ce *courant social* et a adopté la protection du travail qui ne se trouvait pas dans l'ancienne Déclaration de 1866.

La liberté du travail est sous la protection de l'Etat; l'assurance sociale des ouvriers est aussi instituée et c'est la première fois qu'elle fut proclamée par la Constitution roumaine.

Comparée avec les autres nouvelles Constitutions, soit dans le domaine de la vie économique et sociale, soit même dans l'ensemble de ses dispositions, la Déclaration des Droits des Roumains de 1923 apparaît sous un signe modérateur et conservateur.

CHAPITRE VII

DES « DROITS CONSTITUTIONNELS DES CITOYENS ESTHONIENS » (1)

DANS LA CONSTITUTION DE LA REPUBLIQUE D'ESTHONIE DE 1920

L'Esthonie dont l'indépendance date du 23 février 1918 (2), une fois libérée de la domination des bolcheviks qui l'avaient envahie peu après le 25 octobre 1917, c'est-à-dire le jour de leur avènement au pouvoir en Russie, se trouva constituée par l'ancienne province d'Esthonie et deux îles très importantes : Desel et Dago, ayant longtemps appartenu à la Suède. Après les traités de Dorpat et de Riga, l'Esthonie a été reconnue comme Etat indépendant par la Société des Nations en 1921.

Au mois de novembre 1918, un gouvernement provisoire fut formé en Esthonie avec ses chefs, MM. Pest et Pitte. Dès ses débuts, le gouvernement provisoire esthonien eut à lutter contre les Allemands prétendant se maintenir sur le territoire esthonien, non désigné dans les clauses de l'armistice du 11 novembre 1918 et à chasser les bolcheviks qui venaient de l'envahir après la retraite des troupes allemandes.

Après l'expulsion des forces militaires des Soviets du territoire d'Esthonie, le gouvernement provisoire procéda à l'élection, les 5 et 7 avril 1919, au suffrage universel égal et secret, avec représentation proportionnelle, d'une Assemblée constituante.

(1) D'après la traduction de Darest, Delpech et Leferrier : *Les constitutions modernes*, 5^e édit.

(2) Korsakoff : *La Constitution de la République d'Esthonie*. (Extrait de la « Revista de Drept Public ». Anul III, n^o 3-4, p. 3).

Celle-ci fut convoquée à Tallinn le 23 avril 1919 et vota un manifeste, le 19 mai, où il était déclaré qu'à partir du 24 février 1918, l'Esthonie constituait un Etat indépendant, organisé en république démocratique.

Après avoir voté, le 4 juin 1919, la loi sur « l'organisation provisoire du gouvernement de la République d'Esthonie », l'Assemblée constituante se donna, le 15 juin 1920, une Constitution définitive dénommée : « Loi fondamentale de la République d'Esthonie » et publiée, le 9 août, dans le *Messenger d'Etat* (3).

A. — *L'Egalité devant la loi*

L'article 6 inaugure le chapitre II, « Des Droits constitutionnels des citoyens esthoniens », proclamant le principe de l'égalité : « Tous les citoyens de la République sont égaux devant la loi. Aucun privilège ou préjudice provenant de la naissance, de la confession, du sexe, de la situation sociale n'existe plus. La division en classes et les titres sont abolis » (4).

La République ethonienne ne confère à ses citoyens aucune décoration ou insigne honorifique, sauf ceux décernés au titre de la guerre. Il est interdit également aux citoyens d'accepter des décorations étrangères (art. 7).

B. — *Les Libertés individuelles proprement dites*

L'inviolabilité des personnes est garantie par la Constitution (art. 8, al. 1). Nul ne peut être poursuivi que dans les cas et selon les règles prévues par la loi (art. 8, al. 2); nul ne peut être emprisonné, sauf au cas de flagrant délit criminel, sur mandat motivé d'une autorité judiciaire signifié à la personne emprisonnée au plus tard trois jours après son incarcération (art. 8, al. 3); nul ne peut être puni que par la loi (art. 9).

L'inviolabilité est aussi garantie par la Constitution. La perquisition ou l'enquête au domicile ne peut être faite que d'après la loi (art. 10).

La liberté de circulation est assurée en Esthonie. Elle

(3) Korsakoff : *op. cit.*, p. 7.

(4) D'après : *Les constitutions modernes*, par Dareste et Delpech et Laferrière, 5^e éd., T. I, p. 481.

ne peut être restreinte ni supprimée si ce n'est par les tribunaux (art. 17, al. 1).

La Constitution ajoute que « cette liberté peut être aussi restreinte ou supprimée par les autres autorités pour des raisons d'hygiène dans les cas et selon les formes prévues par la loi » (art. 17, al. 2).

C. — *La Liberté de religion et de conscience*

La liberté de religion et de conscience est reconnue; (art. 11, al. 1) tout citoyen peut librement pratiquer la religion qui lui plaît, mais cette pratique ne peut être contraire à l'ordre ou à la morale publique (art. 11, al. 2). Nul ne peut invoquer ses opinions religieuses ou philosophiques comme excuse d'un délit commis ou du non-accomplissement de ses obligations civiques (art. 11, al. 3).

D. — *La Liberté d'enseignement*

La Constitution proclame la liberté de la science et des arts; leur enseignement est libre. Le système de l'instruction obligatoire pour les enfants en âge de scolarité et gratuite dans les écoles publiques primaires, est établi. L'enseignement est placé sous le contrôle de l'Etat (art. 12, al. 1).

E. — *La Liberté d'opinion*

La Constitution déclare que la liberté d'exprimer ses idées par parole ou par écrit ou par voie d'imprimé, de représentations graphiques ou de sculpture, est garantie. Elle ne peut être restreinte que dans l'intérêt des bonnes mœurs ou de la sécurité publique (art. 13). Il n'y a pas de censure en Esthonie (art. 12, al. 2).

« Le secret de la correspondance postale, télégraphique ou transmise par tout autre moyen généralement usité, est garanti en Esthonie » (art. 14).

Le droit d'adresser des plaintes et de présenter des requêtes aux autorités publiques compétentes est reconnu aux citoyens, mais ces requêtes ne doivent être accompagnées d'aucune tentative de pression (ar. 15).

Le droit de se réunir sans armes, ainsi que la liberté d'association et de grève, sont reconnus par l'Etat avec la

restriction de ne pas agir contre la sécurité publique (art. 18).

F. — *Le Droit de propriété et la Liberté du travail*

La propriété individuelle est garantie par la Constitution et ne peut être supprimée que pour cause d'utilité publique et d'après les principes et les règles posés par la loi (art. 24).

La liberté de choisir sa profession est entière, ainsi que celle de fonder et d'exploiter des entreprises ou des exploitations agricoles, commerciales, industrielles et généralement d'ordre économique (art. 19).

En ce qui concerne la protection du travail et la vie économique, la Constitution proclame : « L'organisation de la vie économique en Esthonie doit répondre aux principes de justice qui visent à procurer aux citoyens les moyens de mener une vie digne d'un homme, par des lois appropriées destinées à leur assurer des terres cultivables, un domicile, à protéger la personne et le travail, à leur garantir l'assistance nécessaire pendant la jeunesse, la vieillesse ou en cas d'incapacité ou d'accident du travail (art. 25).

G. — *La Protection des Minorités*

La Constitution garantit les libertés des minorités avec un extrême libéralisme.

Elle dispose que « les membres des minorités ethniques habitant le territoire de l'Esthonie ont le droit de fonder des institutions privées dans la mesure compatible avec les intérêts de l'Etat » (art. 21) (5).

Si la langue officielle est « l'Este », les citoyens de nationalité allemande, russe, suédoise, ont le droit de s'adresser par écrit dans leur propre langue aux administrations centrales de l'Etat (art. 23). Dans les localités où la majorité n'appartient pas aux Esthoniens, les organes de l'administration autonome pourront se servir de la langue usuelle de la minorité ethnique la plus nombreuse, tout en réservant,

(5) Une loi de 1925 donne aux minorités ethniques le droit de fonder des institutions autonomes et de recevoir leur part dans les subventions de l'Etat, pour développer leur culture nationale et leurs organisations d'assistance. Voir P. Matter : *Cours de droit constitutionnel à l'Ecole des Sciences politiques*, 1935-1936, pp. 260-261.

bien entendu, aux citoyens le droit d'employer dans leurs rapports entre eux la langue d'Etat (art. 22).

Soulignons, en terminant, l'article 12 relatif à la liberté d'enseignement où il est spécifié que « les minorités ethniques auront droit à l'instruction dans leur langue maternelle ».

Après avoir analysé le contenu de la Déclaration des Droits fondamentaux des Citoyens esthoniens, nous devons constater qu'elle a été établie dans un esprit essentiellement libéral, avec très peu de tendances sociales.

Néanmoins elle contient quelques nouveautés, ou plus exactement quelques élargissements, puisqu'elle proclame l'égalité absolue de tous devant la loi et qu'elle écarte les privilèges, provenant non seulement de la naissance et de la confession, mais aussi du sexe, de la profession ou même de la nationalité. Elle abolit la division des classes; elle prohibe les titres de noblesse, interdit les décorations, reconnaît les droits individuels proclamés dans les Déclarations classiques et garantit les libertés ethniques émanées des inspirations nouvelles d'après-guerre. L'esprit démocratique est ainsi complet.

Ce qui nous paraît tout à fait particulier dans la Déclaration Esthonienne, c'est de ne pas voir accouplés aux « Droits fondamentaux des individus », des articles tels qu'on en peut trouver dans la généralité des Constitutions d'après-guerre concernant les « Devoirs fondamentaux ».

La conception de la propriété a beaucoup évolué depuis la guerre. Les mots *sacré* et *inviolé* ne se rencontrent plus dans les nouvelles Constitutions. La Déclaration Esthonienne n'a pas voulu faire exception à cette façon de voir. Cependant, bien qu'ayant admis l'expropriation de la propriété, elle ne va pas jusqu'à la *socialisation*, ni jusqu'à l'*économie collective*. Aussi n'a-t-elle introduit dans son texte, aucune disposition appelant l'Etat à intervenir dans les rapports économiques entre les individus.

TROISIEME PARTIE

Essai synthétique sur les Traits caractéristiques des Nouvelles Déclarations des Droits

Au cours de la première partie de cette étude, nous avons exposé que le but des anciennes Déclarations des Droits, était de limiter la restriction de la souveraineté de l'Etat au moyen des droits individuels.

L'inspiration libérale individualiste, source philosophique de ces Déclarations classiques (Indépendance de l'Amérique, Révolution Française, diverses au XIX^e siècle), considère l'individu comme entité distincte et non comme élément de l'Etat (1).

Après la guerre mondiale, on a éprouvé qu'il était devenu insuffisant de fonder la Déclaration des Droits sur l'idée du pur individualisme. Les nouvelles Déclarations des Droits nous révèlent ainsi une tendance tout à fait particulière, fort bien décrite par le Professeur Mirkin Guetzevitch, dans l'essai synthétique d'un *Recueil des Constitutions de l'Europe nouvelle* : « La vie actuelle exige non seulement la sauvegarde de tous les droits de la Déclaration de 1789, dit-il, mais encore celle des nouveaux droits nés de l'évolution de la vie sociale. Et, à cet égard, les nouvelles Constitutions européennes se sont conformées à cette évo-

(1) Voir Première Partie, ch. III et IV.

lution ». Elles ont compris que l'Etat ne peut plus se borner à reconnaître l'indépendance juridique de l'individu, puisqu'il doit créer un minimum de conditions nécessaires pour assurer son indépendance sociale. De là, deux processus simultanés : d'une part, parmi les droits individuels fondamentaux figure, peu à peu, la défense de la personne sociale, et, d'autre part, au nom d'un principe objectif, la solidarité sociale... D'où une limitation de certains droits fondamentaux (2).

Pour mieux fixer encore toutes les caractéristiques de ces nouvelles Déclarations, il importe de reproduire aussi l'observation faite par M. Posada, doyen de la Faculté de Droit de Madrid, dans son ouvrage sur la Constitution espagnole de 1931 : « On voit la transformation du droit politique téléologique, avec l'incorporation à ses textes de déclarations dogmatiques et normatives dans lesquelles on prétend protéger — juridiquement — biens, valeurs, intérêts. Elles sont, soit d'un caractère éthique et de fond et d'importance sociale relativement à la condition des personnes et dans des situations jusqu'alors définies comme droit privé — civil, soit d'ordre économique dans des sphères laissées à la libre compétence, soit, enfin, d'ordre culturel pour y infuser un esprit de *solidarité humaine* » (3).

Les nouvelles Déclarations des Droits ont été, en effet, rédigées à un moment où aucun parti politique ne peut plus se permettre de négliger la vie sociale. Les traits caractéristiques de ces nouvelles Déclarations des Droits, sont basés sur l'ordre réaliste et socialisateur, puisqu'ils reposent sur le fait observé de la *fonction sociale* et sur les conditions mêmes de la vie sociale. Elles nous apportent ainsi une transformation profonde des conceptions juridiques, non seulement de la notion des droits individuels, mais aussi de celle du fondement du droit.

(2) Mirkine Guetzevitch : *Les Constitutions de l'Europe Nouvelle*, 2^e éd., 1930, Paris, Delagrave, pp. 31, 34, 34, 36.

(3) Posada (Adolfo) : *La Nouvelle Constitution espagnole*, Paris, Sirey, 1932, p. 154.

CHAPITRE PREMIER

INDIVIDUALISME ET SOLIDARISME

Si l'on compare les Déclarations classiques des Droits de l'Homme et du Citoyen aux nouvelles Déclarations des Droits et des Devoirs fondamentaux d'après-guerre, on aperçoit dans leur conception juridique une différence radicale. Les premières se fondent sur une conception métaphysique du droit subjectif; les secondes reposent sur une conception réaliste du droit objectif. Le caractère général de cette transformation profonde de la conception juridique peut, à notre sens, se ramener à l'opposition de deux systèmes : l'individualisme et le solidarisme.

I. — CONCEPTION INDIVIDUALISTE DES DROITS NATURELS

Dans les Déclarations classiques, la doctrine individualiste trouve son point de départ dans les « Droits Naturels ».

« Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits »; « le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme » (Déclaration des Droits de l'Homme de 1789, art. 1 et 2).

« That all men are by nature equally free and independent, and have certain inherent right, of which when they enter into a state of society, they cannot, by any compact, deprive or divest their posterity » (Bill of rights of Virginia 1) (1).

En très peu de mots, la doctrine est fort nette. Sa conception s'appuie sur cette idée que l'homme, préexistant à

(1) Voir Première Partie, ch. IV.

la société, a des droits naturels antérieurs à la société et qu'il apporte en entrant dans la société. De ce fait découle une règle sociale dont le but est la protection de ces droits naturels (2).

Ces droits naturels sont des pouvoirs propres à la volonté des individus. Selon la doctrine individualiste, l'homme est, par nature, libre, indépendant, isolé, titulaire de droits individuels, inaliénables et imprescriptibles, de droits dits naturels, indissolublement attachés à sa qualité d'homme. Lorsqu'il est entré dans la société il y a conservé son autonomie, les pouvoirs propres qu'elle implique, ses droits naturels.

L'individualiste considère que la société s'est formée par le rapprochement volontaire et conscient des individus, qui se sont réunis dans le but d'assurer la protection de leurs droits individuels naturels. Ainsi, la formation de la société se présente comme le résultat d'une convention entre les hommes, d'un contrat social ou d'un contrat politique.

En fait, des restrictions sont apportées aux droits de chacun, mais seulement dans la mesure où elles sont rendues nécessaires pour assurer le libre exercice des droits de tous. L'Etat n'a d'autre but que de protéger, de sanctionner et de respecter les droits individuels de chacun (3).

C'est exactement dans cet esprit, déjà décrit plus haut, que la « Déclaration française de 1789 proclame : « La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui; ainsi l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres membres de la société, la jouissance de ces mêmes droits. Ces bornes ne peuvent être déterminées que par la loi » (art. 4). « La loi n'a le droit de défendre que les actions nuisibles à la société » (art. 5). Un article inscrit non dans la Déclaration des Droits, mais dans le préambule de la Constitution de 1791, déclare : « Le pouvoir législatif ne pourra faire aucune loi qui porte atteinte et mette obstacle à l'exercice des droits naturels... » (4).

Le premier qui ait donné de la doctrine individualiste

(2) Duguit : *Traité*, op. cit., p. 202.

(3) Duguit : *Traité*, op. cit., pp. 202-203; *Transformation*, op. cit., pp. 16-17.

(4) Duguit : *Souveraineté et Liberté*, Alcan, 1922, Paris, p. 129 et du même auteur : *Traité*, op. cit., p. 203.

une formule dogmatique, c'est évidemment Locke. Il admet, en effet, l'existence d'un état de nature dans lequel auraient vécu les hommes et il déclare que si ceux-ci ont abandonné l'état naturel, c'est pour la défense de leurs droits naturels, antérieurs à toute sociétés (5).

Incontestablement, cette doctrine individualiste ne peut être soutenue. Du point de vue théorique, nous citerons la thèse de l'éminent jurisconsulte Léon Duguit dans ses leçons à l'Université Columbia, au cours de l'année 1920-1921 : « Un droit suppose forcément trois éléments, professe-t-il : un sujet actif du droit, un objet de ce droit et, enfin, un sujet passif, c'est-à-dire un homme auquel le titulaire du droit peut l'opposer. Un homme isolé sans relations avec ses semblables n'a pas, ne peut pas avoir de droits. Robinson dans son île n'a pas de droits. L'homme ne peut avoir de droits que lorsqu'il entre en relations avec d'autres hommes, c'est-à-dire lorsqu'il vit en société. Alors on ne peut pas prétendre que l'homme en entrant dans la société apporte des droits qui s'imposent à elle, mais au contraire, c'est de la société seule qu'il tire tous ses droits (6). »

Pratiquement, cette affirmation est aussi contredite par les faits. Toutes les études anthropologiques et sociologiques démontrent que l'homme, étant donné ses organes, sa constitution physiologique et psychologiques, ne peut pas vivre seul, n'a jamais vécu seul, ne peut vivre qu'en société et n'a jamais vécu qu'en société (7). Toutes les sciences naturelles et les sciences sociales établissent le fait d'une manière certaine que l'homme n'existe pas antérieurement à la société; il n'existe que dans la société d'hommes à partir du moment où il y a eu des hommes. Ainsi on ne peut pas poser l'homme naturel indépendant et isolé; on ne peut poser que l'homme social; ou plutôt on ne peut poser que la société (8).

Cette conception individualiste des droits naturels, réalisée par les Déclarations classiques françaises et américaines, a été rejetée par la plupart des jurisconsultes con-

(5) Voir Première Partie, ch. V.

(6) Duguit : *Souveraineté et Liberté*, p. 138.

(7) Durkheim : *Les règles de la méthode sociologique*, p. 8 et Duguit : *Traité, op. cit.*, T. I, p. 202-209.

(8) Duguit : *Traité, op. cit.*, T. I, p. 209.

temporaires, comme Duguit et Hauriou, en France, et Roscoe Pound aux Etats-Unis d'Amérique. Même Esmein n'a pas hésité à rejeter l'hypothèse d'un contrat social pour accepter l'opinion contraire : « La société n'est pas, dit-il, une organisation artificielle, créée par un contrat librement et consciemment consenti par les individus, mais bien une organisation naturelle résultant nécessairement des lois fatales de l'évolution (9).

II. — CONCEPTION SOLIDARISTE DE LA FONCTION SOCIALE

Les nouvelles Déclarations des Droits d'après-guerre sont imprégnées d'un système juridique fondé sur une conception essentiellement solidariste et tendent à s'appuyer sur la constatation du fait de la fonction sociale s'imposant aux individus et aux collectivités. Si le système juridique des Déclarations classiques était d'ordre métaphysique, celui des Déclarations proclamées récemment apparaît d'ordre réaliste.

La doctrine solidariste enseigne que « la société est le fait primaire et irréductible, que l'homme est par nature un être social, qu'il ne peut vivre qu'en société et qu'il y a toujours vécu ». Elle affirme, en conséquence, qu'on ne peut pas parler de l'homme naturel et isolé ayant des droits en sa seule qualité d'homme, non plus que des droits qu'il apporte dans la société, mais qu'on doit considérer l'homme que comme être social, comme membre de la société. La doctrine solidariste ajoute que, du moment que l'homme fait partie de la société et s'affirme, de ce fait, un être social, naissent pour lui une série d'obligations, notamment celle de développer son activité physique, intellectuelle, morale et de ne rien faire qui entrave le développement de l'activité des autres, le devoir de la favoriser et de l'aider dans la mesure où cela lui est possible (10).

Cette doctrine solidariste a été fort bien développée par le jurisconsulte Léon Duguit dans le domaine de droit public ainsi que dans celui de la philosophie du droit. D'ailleurs, comme ce dernier le constate (11), cette doc-

(9) Esmein : *Eléments de droits constitutionnels*, 6^e éd., p. 542.

(10) Duguit : *Souveraineté et Liberté*, op. cit., p. 142.

(11) Dans presque toutes les œuvres de L. Duguit, on trouvera la citation de la doctrine d'Auguste Comte.

trine était déjà, il y a plus d'un demi-siècle, exprimée par le célèbre sociologue Auguste Comte, incontestablement l'un des plus puissants esprits du xix^e siècle. « Le mot « droit », dit-il, doit être autant écarté du vrai langage politique que le mot « cause » du vrai langage philosophique. De ces deux notions théologico-métaphysiques, l'une, celle du droit, est désormais immorale et anarchique, comme l'autre, celle de cause est irrationnelle et sophistique... Il ne peut exister de droits véritables, qu'autant que les pouvoirs réguliers émaneront de volontés surnaturelles. Pour lutter contre ces autorités théocratiques, la métaphysique des cinq derniers siècles introduisit de prétendus droits humains qui ne comportaient qu'un office négatif. Quand on a tenté de leur donner une destination vraiment organique, ils ont bientôt manifesté leur nature anti-sociale en tendant toujours à consacrer l'individualité. Dans l'Etat positif qui n'admet pas de titre céleste, l'idée de droit disparaît irrévocablement; chacun a des devoirs et envers tous; mais personne n'a aucun droit proprement dit. En d'autres termes, nul ne possède plus d'autres droits que celui de toujours faire son devoir » (12).

Mais quel est le fondement et quel est le contenu du devoir s'imposant à l'homme vivant en société? Ce devoir repose sur les conditions mêmes de la structure sociale et sur ce fait que, l'homme étant par nature un être social et ne pouvant vivre qu'en société, il est par là même obligé de se conformer dans sa conduite aux conditions dont la réalisation est indispensable pour le maintien et le développement de la vie sociale. Pour le déterminer en détail, il faudrait observer à fond ce qui constitue exactement la vie sociale et la nature du lien qui réunit les hommes vivant en société. Cette observation a été faite par un sociologue, Emile Durkheim, dans son ouvrage publié en 1891, *De la division du travail social*.

Selon Durkheim, un lien essentiel existe entre les hommes et c'est ce lien qui, réunissant entre eux les hommes vivants dans une société déterminée, s'appelle la *solidarité sociale*. Cette solidarité qui existe entre les hommes d'un même groupe est double. Durkheim a démontré, d'une manière définitive que les hommes sont unis

(12) Auguste Comte : *Système de politique positive*, éd. 1899, p. 361.

entre eux, d'abord, par les liens d'une solidarité mécanique ou par similitudes, et, en outre, par les liens d'une solidarité organique ou par division du travail.

La solidarité mécanique ou par similitudes résulte de ce fait que les hommes vivant en société, sont à beaucoup d'égards semblables les uns aux autres, ont les mêmes facultés, les mêmes tendances, les mêmes besoins, les mêmes sentiments, les mêmes aspirations, et que ces tendances, ces besoins, ces aspirations, ces sentiments, il ne peuvent les voir se réaliser que par la vie commune, en restant étroitement unis les uns aux autres dans la société qu'ils composent.

La solidarité organique ou par division du travail a pour support ce fait que les hommes, d'une part, ont des besoins d'ordre varié et d'autant plus nombreux que la société est plus civilisée, et, d'autre part, qu'ils manifestent des aptitudes différentes. Donc ces besoins d'ordre divers ne peuvent recevoir leur réalisation qu'à la condition que les hommes échangent entre eux des services, ce qui est rendu possible par la variété des aptitudes de chacun.

Dans ces conditions, aucun membre de la collectivité ne peut faire un acte quelconque, qui soit contraire à la solidarité par similitudes, c'est-à-dire qui porte atteinte, d'une manière ou d'une autre, à la possibilité devant appartenir à tous, d'obtenir satisfaction des besoins, des aspirations, des tendances, qui sont communs à tous. A chaque individu, du fait même qu'il fait partie de cette société, s'impose aussi le devoir social, de développer son activité individuelle suivant ses capacités propres, pour assurer le mieux possible, en ce qui le concerne, par l'échange des services, la réalisation des besoins de chacun (13).

Duguît a emprunté, avec certaines réserves, d'ailleurs, les observations de Durkheim, pour développer la conception juridique solidariste. Pour lui, tous les hommes, dans la société, ont un double devoir à remplir : « Un devoir négatif, c'est-à-dire ne rien faire qui puisse empêcher les membres du groupe de développer leur activité physique, intellectuelle et morale et d'obtenir la réalisation des besoins communs à tous; un devoir positif, c'est-à-dire faire

(13) Emile Durkheim : *De la Division du travail social*, pp. 35 à 38, et Duguît : *Souveraineté*, *op. cit.*, pp. 147 à 149.

tout ce qui est en leur pouvoir, étant donné leurs aptitudes propres, pour assurer la réalisation et le développement de la double solidarité mécanique et organique, et, par conséquent, l'obligation de développer leur activité dans tous les domaines où elle est de nature à pouvoir s'exercer le plus efficacement et le plus utilement, suivant leur aptitude personnelle et leur situation spéciale dans la société » (14).

Donc, dans la conception solidariste, l'idée de droit, basée sur les droits naturels, disparaît pour faire place à l'idée de devoir, basée sur la fonction sociale. Aujourd'hui, cette conception nous apparaît dominer la plupart des nouvelles Déclarations des Droits et Devoirs d'après-guerre.

C'est ainsi que dans les nouvelles déclarations, la détermination des droits, établie conformément aux formules des déclarations classiques, est accompagnée de la notion des Devoirs, qu'ils soient spécifiquement désignés ou que les droits personnels apparaissent comme subordonnés à l'intérêt social.

Si ces nouvelles déclarations contiennent l'énumération des droits, on n'en doit pas déduire qu'elles sont fondées sur la théorie d'Esmein, le défenseur contemporain de l'individualisme (15). Au contraire, cette énumération a pour objet de donner aux individus le pouvoir de développer leur activité et d'assurer le mieux possible, par l'échange des services, la réalisation des besoins de tous. Ces droits doivent être limités par l'intérêt social, et accompagnés des devoirs spécifiques, le but essentiel tant des droits que des devoirs restant la solidarité sociale.

(14) Duguit : *Souveraineté*, *op. cit.*, pp. 149-150.

(15) Esmein prétend que « les individus vivants peuvent librement diriger leurs actes, sauf à voir leur effort se briser s'ils se heurtent à une force naturelle. En droit et en raison, c'est dans leur seul intérêt que fonctionne la société politique. Mais le premier intérêt et le premier droit de l'individu, c'est de pouvoir librement développer ses facultés propres; et le meilleur moyen pour assurer ce développement c'est de permettre à l'individu de le diriger lui-même, spontanément, à sa guise, et à ses risques et périls, tant qu'il n'entamera pas le droit égal d'autrui. Or, assurer ce libre développement, c'est justement le but de diverses libertés qui constituent les droits individuels » (*Elément de droit constitutionnel*, 6^e éd., p. 542).

CHAPITRE II

LES DEVOIRS ET LA LIMITATION SOCIALE DES DROITS

Les anciennes Déclarations des Droits, basées sur la conception individualiste, considéraient que l'homme a le droit de développer librement son activité physique, intellectuelle et morale. Ainsi, l'Etat ne peut rien faire qui soit susceptible de porter atteinte à ce droit; les lois qu'il fera, régleront l'exercice des droits, mais seulement dans la mesure où cela est nécessaire pour sauvegarder les droits de tous; il lui est interdit d'apporter des restrictions à l'exercice des droits individuels. En outre, en raison de la même conception, l'Etat n'a pas à imposer d'obligations à l'individu, en dehors des impôts, notamment en ce qui concerne le devoir de l'instruction, le devoir du travail et le devoir militaire.

La Constitution de l'An II, dans sa Déclaration, introduisit, au regard des droits, les devoirs de l'homme et du citoyen. Néanmoins, l'énumération des devoirs, qui embrasse le domaine moral plutôt que le domaine juridique, n'exerce aucune influence restrictive sur les droits individuels (1).

Par contre les Déclarations d'après-guerre contiennent, à côté des droits, une série spécifique de devoirs qui imposent à l'individu des obligations relatives à l'enseignement, au travail et au service militaire.

Même, plus encore que par les devoirs actifs, les droits individuels sont limités par les devoirs passifs qui se traduisent par certaines restrictions au profit des intérêts de la collectivité. Ces dispositions sont en contradiction ab-

(1) Voir : Première Partie, ch. II, section III.

solue avec la conception individualiste et subjectiviste du droit; avant de les indiquer, nous rappellerons qu'elles sont fondées sur la conception juridique de la solidarité sociale.

I. — LES DEVOIRS ENVERS L'ÉTAT

Le Constitution polonaise déclare que le premier devoir du citoyen est la fidélité à la République; elle ajoute : « Tout citoyen a le devoir de respecter et d'observer la Constitution de l'Etat... » (art. 89 et 90). La Constitution de Dantzig mentionne : « Le Devoir de défendre la Constitution contre des attaques illégales » (art. 87). A ces dispositions découlant plutôt de la croyance en un ordre politique, on oppose qu'elles n'ont aucune vitalité (2).

En général les devoirs imposés aux citoyens vis-à-vis de l'Etat par les nouvelles Déclarations des Droits sont :

1° le devoir au service militaire (Allemagne, art. 133; Pologne, art. 91; Dantzig, art. 89; Tchécoslovaquie, art. 127); 2° le devoir de supporter toutes charges et prestations publiques (Allemagne, art. 134; Pologne, 92; Dantzig, art. 88); 3° le devoir d'assumer des fonctions honorifiques (Allemagne, art. 132; Pologne, art. 93; Dantzig, art. 90).

II. — LES DEVOIRS D'INSTRUCTION

La plupart des Déclarations des Droits d'après-guerre, contiennent les devoirs d'instruction. L'idée essentielle est d'assurer à chaque individu un développement culturel suffisant pour lui permettre de collaborer avec efficacité au bien-être de la collectivité. Pour obtenir la réalisation de cette idée, il faut, d'une part, un minimum d'instruction gratuite et obligatoire. « Il y a une obligation scolaire générale... » dit la Déclaration de Weimar (art. 133); Pologne (art. 118); Dantzig (art. 103, al. 1); Yougoslavie (art. 16, al. 2); Roumanie (art. 24); Esthonie (art. 12, al. 1). D'autre part, les parents doivent faire instruire leurs enfants. La Déclaration polonaise proclame : « Les citoyens ont le devoir d'élever leurs enfants en bons citoyens et de leur

(2) Crozat : *La Constitution de Pologne et de Dantzig*, p. 153.

assurer au moins une instruction élémentaire » (art. 94) ; dans la Déclaration de Weimar on lit : « L'éducation de la progéniture, en vue de lui faire acquérir les qualités physiques intellectuelles et sociales est le premier devoir et le droit naturel des parents » (art. 120 et Dantzig, art. 81).

III. — LES LIMITATIONS DE DROITS IMPOSÉES PAR L'INTÉRÊT SOCIAL

Les anciennes Déclarations des Droits limitaient les droits de l'Etat, en raison des droits naturels et imprescriptibles de l'homme. Au contraire, selon les dispositions des nouvelles Déclarations des Droits et Devoirs, les droits individuels sont soumis à des restrictions dans l'intérêt de la collectivité.

« La propriété entraîne des obligations, dit l'article 153 de la Constitution de Weimar ; son usage doit être en même temps un service rendu dans l'intérêt général ». De son côté, la Constitution yougoslave dite de Vidovdan reprend : « ... son usage ne doit pas nuire aux intérêts de la collectivité » (art. 37, al. 1).

Pour le droit au travail, la Déclaration allemande proclame que « tout Allemand a, sans préjudice de sa liberté personnelle, le devoir moral d'employer ses forces intellectuelles et physiques comme le requiert l'intérêt de la collectivité » (art. 163).

Le propriétaire du sol a le devoir de le cultiver et de l'exploiter (art. 154, al. 2). Par voie de conséquence, le droit de propriété et la liberté du travail ont subi une certaine transformation, en ce sens que les intérêts sociaux doivent être complètement sauvegardés.

CHAPITRE III

LA VIE SOCIALE ET ECONOMIQUE

Les traits les plus neufs et les plus intéressants de la vie économique et sociale se manifestent dans les dispositions introduites dans les Déclarations d'après-guerre.

Dans ces Déclarations sont encore maintenus les principes classiques de la liberté des contrats, de la propriété individuelle et des droits d'héritage, sur lesquels repose la vie économique.

Cependant elles en modèrent l'influence, d'abord en raison des nombreuses et importantes restrictions qu'ils doivent subir, ensuite en ce qu'elles obligent l'Etat à contrôler les rapports économiques entre les individus.

Ces Déclarations, au surplus, font bénéficier les individus de nouveaux droits sociaux.

Elles imposent, en effet, des obligations à l'Etat au profit des individus, alors que d'après les anciennes Déclarations, l'Etat n'était soumis à aucune prestation envers les citoyens et qu'en outre, selon sa conception juridique, il devait s'abstenir de certaines immixtions dans les droits individuels.

I. — FONCTION SOCIALE DE LA PROPRIÉTÉ

D'après la Déclaration française de 1789, « la propriété étant un droit inviolable et sacré, nul ne peut en être privé, si ce n'est lorsque la nécessité publique légalement constatée l'exige évidemment, et sous la condition d'une juste et préalable indemnité » (art. 17). Mais il n'est pas fait mention des devoirs que le propriétaire a envers la société en raison de sa propriété. Par contre, dans la Constitution de Weimar, cette notion apparaît bien évidente : « La pro-

priété entraîne des obligations, l'usage doit être en même temps un service rendu dans l'intérêt général » (art. 153, al. 1) ; « Le propriétaire foncier vis-à-vis de la communauté a le devoir de cultiver et d'exploiter le sol » ; « L'augmentation de valeur du sol que reçoit un bien-fonds sans dépense de travail ou de capital doit profiter à la collectivité » (art. 153, al. 3) ; enfin, « toutes les richesses du sol et toutes les forces naturelles, utilisables au point de vue économique, sont placées sous le contrôle de l'Etat » (art. 153, al. 3). C'est là l'application, peut-on dire, de l'idée conçue par Auguste Comte (1), peu observée dans les dernières années du xix^e siècle mais auxquelles les deux jurisconsultes, Duguit et Hauriou ont apporté un hommage retentissant, dans la théorie « la propriété fonction sociale ».

« Tout individu, dit Duguit dès 1912, a l'obligation d'accomplir dans la société une certaine fonction, en raison directe de la place qu'il y occupe. Or, le détenteur de la richesse, par cela seul qu'il la détient, peut accomplir une certaine besogne que lui seul peut accomplir. Seul il peut augmenter la richesse générale, assurer la satisfaction des besoins généraux en faisant valoir le capital qu'il détient. Il est donc obligé socialement d'accomplir cette besogne et il ne sera protégé socialement que s'il l'accomplit et dans la mesure où il l'accomplit. La propriété n'est plus le droit subjectif du propriétaire, elle est la fonction sociale du détenteur de la richesse » (2).

« Descendons, écrit Hauriou en 1910, au plus individualiste des droits individuels, au droit de propriété privée. L'élément de fonction y est caché... On n'oblige pas directement le propriétaire à cultiver, mais on compte sur les fréquents changements de propriétaire... On sait que si l'un ne cultive pas, l'autre cultivera et que l'intérêt de la très

(1) Auguste Comte : *Système de politique positive*, éd. 1892, p. 156. « Dans tout état normal de l'humanité, chaque citoyen quelconque constitue réellement un fonctionnaire public, dont les attributions plus ou moins définies déterminent à la fois les obligations et les prétentions. Ce principe universel doit certainement s'étendre jusqu'à la propriété ou le positivisme voit surtout une indispensable fonction sociale, destinée à former et à administrer les capitaux dans lesquels chaque génération prépare les travaux de la suivante sagement conçue, cette appréciation ennoblit la possession sans restreindre sa juste liberté et même, en la faisant mieux respecter. »

(2) Duguit : *L'Etat, le droit objectif et les lois positives*, et *Traité, op. cit.*, T. III, pp. 618-619.

grande majorité sera de cultiver... Mais si, un jour ou l'autre, on s'aperçoit que la culture n'est plus assurée d'une façon suffisante, sans aucun doute l'obligation juridique d'accomplir la fonction apparaît sous peine d'expropriation » (3).

En effet, les nouvelles Déclarations des Droits établissent, non seulement l'aspect de droit subjectif de la propriété, mais surtout son contenu objectif, l'aspect du droit social conditionnant et limitant le droit que le particulier peut exercer à un moment donné sur certaines choses de sa propriété.

Selon les dispositions prenant place au chapitre : « Droits et Devoirs fondamentaux des Allemands de Weimar », la propriété est garantie par l'Etat, mais son contenu et ses limites sont fixés par la loi : « L'expropriation peut avoir lieu, pour cause d'utilité publique et en vertu de dispositions législatives... et sans dispositions contraires d'une loi du Reich, contre juste indemnité » (art. 153).

Aux termes de la Constitution polonaise de 1921, dans la partie « Devoirs et Droits généraux des Citoyens », la propriété individuelle des citoyens est reconnue par la Constitution, tandis que « l'abolition ou la limitation de la propriété individuelle... est admise dans les cas spécifiés par la loi si une utilité supérieure l'exige et moyennant une indemnité » (art. 99, al. 1).

La Constitution tchécoslovaque inscrit dans le titre des « Droits, Libertés et Devoirs des Citoyens », que l'expropriation n'est admise que conformément à la loi et moyennant indemnité, sauf le cas où une loi dispose qu'il ne sera pas alloué d'indemnité » (art. 109, al. 2).

« Le droit d'héritage est garanti aux termes du droit civil », dit l'article 154 de la Constitution de Weimar mais elle ajoute : « que la part prélevée par l'Etat sur les successions est déterminée par les lois ». Cette part n'étant pas précisée dans les textes, une menace pèse sur la propriété transmise par hérédité.

L'idée essentielle de ces dispositions est, en somme, que l'individu doit mettre sa propriété au service de la collectivité. La conception juridique du droit de propriété a subi

(3) Hauriou : *Principes du Droit public*, 1^{re} éd., 1910, pp. 38-39.

de ce fait une profonde transformation, comparée à celle qu'admettent les Déclarations classiques.

II. — LES PROTECTIONS SOCIALES

Certaines Déclarations d'après-guerre considèrent que le mariage, qui forme la base de la vie de famille et d'où dépend la conservation et l'accroissement de la nation, est placé sous la protection particulière de la Constitution. Ainsi, d'une part, l'Etat et les autorités publiques doivent veiller à la pureté, à la santé et à l'amélioration sociale de la famille, et, d'autre part, les familles nombreuses peuvent prétendre à des mesures de prévoyance compensatrices; la maternité, de même, a droit à la protection et à la sollicitude de l'Etat (Allemagne, art. 119; Danzig, art. 80; Tchécoslovaquie, art. 126).

Selon les dispositions des nouvelles Déclarations, l'Etat doit intervenir comme protecteur des sources vives du pays. La plupart des Constitutions annoncent que la jeunesse doit être protégée contre l'abandon moral, intellectuel ou physique (Allemagne, art. 122; Dantzig, art. 83).

Les enfants naturels doivent être placés dans les mêmes conditions que les enfants légitimes (Allemagne, art. 121; Dantzig, art. 82).

La protection du travail constitue, enfin, une autre obligation de l'Etat. Comme nous l'avons déjà indiqué, l'individu a le devoir de travailler; en retour, l'Etat doit, le cas échéant, lui fournir du travail, protéger son travail et lui assurer les moyens d'existence nécessaires. Les nouvelles Déclarations imposent, de plus, à l'Etat l'obligation positive d'améliorer les conditions pour le maintien de la santé; d'assurer la protection de la maternité, de la vieillesse; de prémunir l'individu contre les infirmités et les vicissitudes de la vie (Allemagne, art. 161; Pologne, art. 102 et 103; Dantzig, art. 114; Roumanie, art. 21; Esthonie, art. 25).

Le fondement des obligations positives de l'Etat est aisé à déterminer, si l'on accepte la doctrine de solidarité sociale. A cet effet, citons Duguít : « La règle de droit, dit-il, impose à tous l'obligation de ne rien faire qui soit contraire à la solidarité sociale et de faire tout ce qu'ils peuvent pour assurer le développement de cette solidarité ». Dès lors, les gouvernés comme les gouvernants, l'Etat comme les indi-

vidus, sont obligés par la règle de droit qui impose de faire ou de ne pas faire pour la meilleure réalisation de la solidarité sociale (4).

III. — LE DROIT D'ASSOCIATION

ET LES ORGANISATIONS ÉCONOMIQUES ET PROFESSIONNELLES

La Déclaration des Droits française de 1789 et la Constitution de 1791, tout en proclamant le principe de la liberté individuelle avec ses diverses conséquences, liberté du travail, liberté de la presse, liberté de réunion, ne reconnaissent point, cependant, la liberté d'association. Si l'homme a le droit de développer librement son activité, il doit pouvoir avoir celui de l'associer librement aussi à celle des autres. Il y a là une grande erreur de l'école libérale et individualiste pure.

Pour adopter la terminologie déjà employée par les sociologues et les juristes contemporains, on dira que toute association est un état de solidarité par similitudes et par division du travail, unissant un certain nombre de personnes en vue d'un but déterminé. Tout groupe social, la nation elle-même, est une association. Mais, à l'intérieur même de l'association nationale, des groupements sociaux particuliers se forment, créent entre les personnes, membres de la nation, une solidarité particulière et plus étroite. De telles circonstances ne tendent point à diminuer ou à absorber la personnalité individuelle; elles favorisent, au contraire, son plus large développement (5).

Non seulement les nouvelles Déclarations ont donné une énumération aussi complète que possible des droits sociaux tels que le droit de réunion, de pétition inscrits dans les Déclarations classiques mais elles ont encore fait une part très étendue au droit d'association. « Tous les Allemands ont le droit, dit l'article 124 de la Constitution de Weimar, pour des buts qui ne sont pas contraires aux lois pénales, de former des sociétés ou associations; ce droit ne peut être limité par des mesures préventives ». Le même article dispose expressément : « Toute association est libre d'acquérir

(4) Duguit : *Traité*, op. cit., T. III, p. 630.

(5) Duguit : *Le Droit social, le Droit individuel et la Transformation de l'Etat*, 3^e éd., 1922, p. 121; *Traité*, op. cit., T. V, pp. 615-617.

la capacité juridique conformément aux prescriptions du droit civil. Cette capacité ne peut être refusée à une association pour le motif qu'elle poursuit un but politique, social ou religieux. »

La Constitution polonaise de 1921 donna aussi aux citoyens le droit de « se grouper librement, de se réunir et de constituer des sociétés et associations » (art. 108).

En Yougoslavie, le droit de réunion et d'association fut instauré par la Constitution de 1921, dite de Vidovdan (art. 14) ; il est également reconnu par la Constitution de 1931, actuellement en vigueur, avec cette restriction toutefois que « les associations fondées sur une base confessionnelle, régionale ou des branches particulières de la nation et avec des buts politiques ou des buts d'éducation physique sont prohibées » (art. 13).

La plupart des autres Constitutions d'après-guerre, celles de Tchécoslovaquie (art. 113), Dantzig (art. 83), Roumanie (art. 28), Esthonie (art. 18), notamment, accordent aux citoyens, parmi les droits fondamentaux, ceux de réunion et d'association.

Par ailleurs, la liberté du travail et le droit d'association, impliquent logiquement que les individus peuvent librement s'associer pour travailler en vue d'un but commun et pour défendre de même leurs intérêts professionnels, industriels et commerciaux. Dans cet esprit, la Déclaration de Weimar a énoncé que « la liberté de coalition pour la défense et l'amélioration des conditions du travail et de la vie économique est garantie à chacun et à toutes les professions. » (art. 159).

Les nouvelles Déclarations vont plus loin. Elles obligent l'Etat à participer à la défense de l'intérêt social et à favoriser le développement économique national.

En vertu de dispositions fort détaillées (6) de la Déclaration de Weimar, deux organismes sont créés : les *Conseils d'ouvriers* avec mission de sauvegarder les intérêts sociaux et économiques des ouvriers et employés et les *Conseils économiques* chargés de régler et de développer la production dans l'intérêt commun des patrons et des employés salariés,

La Déclaration de Dantzig fait état d'organisations éco-

(6) Voir Deuxième Partie, ch. I, VIII, D.

nomiques et ouvrières, sous le vocable de : *Commissions d'Exploitation* et de *Chambre du Travail*. Des « Commissions d'Exploitation », constituées par les ouvriers et employés, sont appelées à collaborer en commun et sur pied d'égalité avec les employeurs, pour la meilleure réglementation des conditions de salaires et de travail. La « Chambre du Travail » consacre, quant à elle, son activité à la défense des intérêts économiques et sociaux des ouvriers et employés ainsi qu'au développement économique des diverses forces productives (art. 115).

La Constitution polonaise de 1921 enregistre la création d'une *Chambre économique suprême* (7) composée des Chambres d'Agriculture, de Commerce, d'Industrie, des Chambres des Métiers, de Placement et autres, collaborant avec les autorités de l'Etat, à la direction de la vie économique.

En Yougoslavie, la Constitution de 1931, après celle de Vidovdan de 1921, a institué un *Conseil économique* composé des représentants des classes sociales et d'experts qualifiés, à l'effet de donner, à titre consultatif, au gouvernement royal ou à la représentation nationale des conseils et avis en matière économique et sociale (art. 24).

Il va sans dire que ces divers organismes économiques et professionnels, portés dans les nouvelles Déclarations, se présentent différemment tant au point de vue de leur fondement et de leur nature qu'à celui de leur compétence et de leur composition. Néanmoins, le fait de leur adoption dans ces constitutions intéresse, au premier chef, le corporatisme et le syndicalisme et doit s'inscrire comme une remarquable nouveauté introduite dans le droit public des Etats modernes.

(7) Voir l'article 68 des *Devoirs et Droits fondamentaux des Citoyens*.

CHAPITRE IV

LE PRINCIPE DE L'EGALITE

En rapport avec le principe de l'égalité, les Déclarations d'après-guerre ont apporté quelques idées nouvelles, en dehors même de celles relatives à l'égalité de naissance, de classe, de profession, de religion. Nous venons de désigner l'égalité des races et l'égalité des sexes, appelant le problème de la protection des Minorités et des Droits politiques des femmes.

I. — LA PROTECTION DES MINORITÉS

La protection des Minorités constitue essentiellement un apport nouveau dans les Déclarations d'après-guerre.

La différence entre les droits de l'homme et ceux des Minorités consiste seulement dans leur système de défense : les droits de l'homme sont protégés par la procédure du droit interne, alors que les droits des Minorités sont protégés par une procédure à la fois interne et internationale; au point de vue de leur substance, les droits des Minorités sont une variante des droits de l'homme, avec fondement identique, mais application formellement différente.

Les principes de la protection des Minorités sont imposés par les traités de Paix de Versailles, de Saint-Germain, de Neuilly, de Trianon et par le traité dit des Minorités.

A l'origine de ces principes, se trouve l'idée que l'on ne doit pas traiter les ressortissants des Minorités autrement ou plus mal que la majorité.

Certaines Déclarations affirment simplement que tous les citoyens, sans distinction d'origine, de race, de langue ou de religion, jouissent de toutes les libertés et de tous les

droits établis par les lois et que la différence de race, de religion et de langue ne constitue aucune entrave à l'obtention des droits civils et politiques, ainsi qu'à leur exercice (Roumanie, art. 5; Tchécoslovaquie, art. 128, al. 1 et 2). Les autres, allant plus loin, accordent aux citoyens des Minorités, le libre développement national et, en particulier, l'usage de leur langue maternelle en matière d'enseignement, d'administration et de justice (Allemagne, art. 113; Pologne art. 109 et 110; Esthonie, art. 21, 22, 23).

En matière d'enseignement, d'après ces Déclarations, les Minorités nationales peuvent créer et diriger des institutions et des établissements à leurs propres frais; elles ont aussi le droit, dans des cas spéciaux, de recevoir l'enseignement dans leur langue maternelle. Par exemple, l'article 131 de la Constitution tchécoslovaque déclare : « Dans les limites fixées par la législation générale sur l'enseignement, dans les villes et districts habités par une proportion considérable de ressortissants parlant une langue autre que le tchécoslovaque, possibilité sera donnée aux enfants de recevoir l'enseignement dans leur langue maternelle. » Ce principe répond à l'article 9 du traité de Saint-Germain qui réclame des « facilités d'instruction pour les enfants dans les villes et districts où réside une proportion considérable de ressortissants parlant une langue autre que le tchèque ».

Ces dispositions relatives aux droits des Minorités, sont pour nous, conformes au principe de l'égalité.

En effet, l'affirmation de l'égalité entre les minorités et la majorité est une application mécanique de ce principe, puisqu'elle a pour conséquence la jouissance des mêmes droits politiques, et qu'on accorde ainsi aux Minorités des droits qui sont également une application organique du principe de l'égalité, ces droits correspondant « au libre développement national et, en particulier, à l'usage de la langue maternelle en matière d'enseignement, d'administration et de justice » ainsi qu'à la possibilité « de recevoir l'enseignement dans leur langue maternelle ».

De plus, si dans les nouvelles Déclarations, les droits de la majorité sont garantis — bien que soumis à des restrictions destinées à sauvegarder les intérêts de la collectivité —, ils sont toutefois, accompagnés de devoirs spécifiques qui garantissent aussi, dans les mêmes conditions, les droits des Minorités nationales.

La différence entre ces deux systèmes consiste seule-

ment dans la procédure de la protection. L'infraction aux droits de la majorité du pays ne déclenche aucune protection internationale; par contre, la violation des droits des Minorités nationales ayant été liée à des traités internationaux, reçoit une protection spéciale internationale (soit par la Société des Nations, soit par la Cour Permanente de Justice Internationale).

II. — LES DROITS POLITIQUES DES FEMMES

La Déclaration des Droits de 1789 a proclamé que « les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droit ». Mais ni l'Assemblée nationale de 1789, ni la Convention ne songèrent, un seul instant, à accorder des droits politiques aux femmes » (1); les femmes françaises ne sont ni électrices ni éligibles (2).

Depuis la guerre, la plupart des pays ont admis le suffrage des femmes.

La Déclaration de Weimar dit : « Tous les Allemands sont égaux devant la loi. Hommes et femmes ont, en principe, les mêmes droits et les mêmes devoirs civiques » (art. 109). En application de ce principe, l'art. 22 de la Constitution porte : « Les députés (au Reichstag) sont choisis au suffrage universel égal, direct et secret de tous les hommes et femmes de plus de vingt ans sur la base de la représentation proportionnelle. »

L'Esthonie a, elle aussi, adopté le suffrage des femmes. L'article 6 de sa Constitution formule le principe de l'égalité : « Tous les citoyens de la République sont égaux devant la loi. Aucun privilège ou préjudice provenant de la naissance, de la confession, du sexe, de la situation sociale, n'existe plus. »

La Déclaration des Droits de la Ville Libre de Dantzig reproduit à peu de choses près la formule de Weimar : « Tous les nationaux de la Ville Libre sont égaux devant la loi. Hommes et femmes ont les mêmes droits et devoirs civiques » (art. 73).

La Charte constitutionnelle polonaise de 1921 accorde

(1) Duguit : *op. cit.*, T. II, pp. 453 et suiv.

(2) Hauriou : *Précis de Droit constitutionnel*, 2^e éd., 1929, pp. 641 et suiv.

l'électorat à tous les citoyens âgés de vingt et un ans accomplis; le droit de suffrage est donc étendu aux femmes (3).

En Tchécoslovaquie, on entend par *l'égalité de sexe*, inscrite au chapitre « Droits, Libertés et Devoirs des Citoyens » que les hommes ne doivent pas jouir de privilèges politiques. La loi constitutionnelle n'établit donc aucune distinction entre les sexes, ni pour l'électorat, ni pour l'éligibilité (4). La Déclaration des Droits des Roumains admet l'égalité des deux sexes mais qu'elle applique seulement aux droits civils des femmes; en ce qui concerne, pour elles, l'exercice des droits politiques, les conditions en seront déterminées par des lois spéciales votées à la majorité des deux tiers des suffrages (art. 6).

(3) L'art. 12, toutefois, n'est pas inséré dans la partie des *Devoirs et Droits fondamentaux des Citoyens*.

(4) Voir les articles 8 à 15 de la Constitution tchécoslovaque de 1920

Conclusion

Au cours de notre étude, nous avons examiné par quel processus ont été élaborées les proclamations des Droits, dans les Pays dont nous nous sommes particulièrement occupé.

Nous pouvons classer les résultats ainsi obtenus en quatre catégories :

Les Chartes anglaises;

Les Déclarations des Droits de l'Homme, française et américaine;

La Déclaration des Droits du Peuple Travailleur et Exploité de la Russie Soviétique;

Enfin, les Déclarations des Droits et Devoirs, dans les nouveaux Etats ou dans les Nouvelles Constitutions issus de la Grande Guerre.

Les Chartes anglaises de 1215 à 1701 ne sont point inspirées par la croyance à l'existence des droits naturels et imprescriptibles de l'homme, venant limiter les pouvoirs de l'Etat. Elles ont seulement pour but de limiter les pouvoirs royaux, de protéger l'individu contre l'arbitraire de la couronne, de reconnaître l'omnipotence du Parlement; elles n'ont ni le pouvoir, ni l'intention de limiter les facteurs législatifs ou de poser les principes d'une législation future. Elles tendent seulement à restreindre le pouvoir du Roi et de ses agents vis-à-vis du Parlement omnipotent. Ainsi, les Chartes anglaises sont plutôt des pactes entre deux forces qui se sont trouvées en conflit : l'une, la Royauté; l'autre, tantôt les barons (la Grande Charte de 1215), tantôt le Parlement (Pétition des Droits de 1627, Bill des Droits de 1688, l'Acte d'Etablissement de 1701).

En réalité, elles ne présentent aucun caractère philosophique et humanitaire.

Le véritable système de Déclaration des Droits de l'Homme n'a été établi que par la Déclaration américaine des Droits de Virginie de 1776 et par la Déclaration française des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789. Ces Déclarations proclamaient des droits individuels, fondés sur la liberté et l'égalité, droits naturels antérieurs à l'Etat et que l'Etat avait pour mission de faire respecter.

Un peu plus d'un siècle plus tard, un grand événement éclata en Europe, la guerre de 1914-1918, dont l'une des conséquences fut, soit de créer de nouveaux Etats, soit de bouleverser les institutions de nations anciennes, pour aboutir à une nouvelle phase dans l'évolution de la vie politique et sociale des peuples. Cette évolution de la vie des peuples nous donna des systèmes nouveaux de Déclaration des Droits.

En Russie, avec la Révolution des bolcheviks, une formule nouvelle a été proclamée : « Déclaration des Droits du Peuple Travailleur et Exploité ». Ce document est considéré, par les théoriciens soviétiques comme « une déclaration ayant eu une valeur révolutionnaire énorme. Son importance dépasse de beaucoup celle qu'a eue en son temps, la Déclaration française des Droits de l'Homme et du Citoyen (1).

A la vérité, cette Déclaration ne comprenait pas la liste habituelle des libertés; le principe des droits individuels en est également absent. Ce texte, en effet, proclame le principe de l'expropriation forcée, sans indemnité et refuse les droits politiques à tout un groupe d'individus et même au peuple travailleur et exploité. Au fond, les paysans, les ouvriers ne bénéficient de par cette Déclaration d'aucun droit individuel. Celle-ci est plutôt un exemple, non pas de limitation, mais d'extension inouïe du pouvoir de l'Etat.

Par contre, les autres Etats, nouveaux, ressuscités ou réformés, comme l'Allemagne, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, la Roumanie, l'Estonie et la ville Libre de Dantzig..., ont proclamé après un bouillonnement politique et social, de nouvelles et fort intéressantes « Déclarations des Droits et des Devoirs ».

Le but des Déclarations américaine et française des

(1) Mirkine Guetzevitch : *Théorie générale de l'Etat en Russie soviétique*, op. cit., p. 95.

Droits était de restreindre, autant que possible, la souveraineté de l'Etat, au moyen des droits individuels. L'inspiration libérale individualiste qui est à la source philosophique de ces Déclarations classiques, considère l'individu comme une entité distincte et non pas comme un élément social.

Les nouvelles Déclarations des Droits et Devoirs d'après-guerre nous apportent une tendance tout à fait particulière, en ce sens que l'Etat ne peut plus se borner à reconnaître l'indépendance juridique de l'individu, puisqu'il doit créer un minimum de conditions nécessaires pour assurer son indépendance sociale. Les mêmes droits qui, auparavant, étaient définis comme individuels, s'affirment et se réalisent comme imprégnés de l'esprit de solidarité sociale. C'est dans cette conception nouvelle que les Déclarations des Droits et Devoirs suivent les formules orthodoxes américaine et française en leur adjoignant une série de devoirs qu'on peut considérer sous deux aspects : l'un, relatif à la déclaration des devoirs actifs spécifiques, l'autre se référant aux devoirs passifs qui limitent les droits au nom de l'intérêt social.

De plus, selon notre point de vue et, conformément à la conception de la solidarité sociale, ces nouvelles Déclarations font un devoir à l'Etat d'intervenir juridiquement lorsqu'entrent en jeu les manifestations de la vie sociale et économique.

Enfin, si les Déclarations classiques des Droits de l'Homme ont reçu l'inspiration libérale de la conception individualiste et subjectiviste, les Nouvelles Déclarations des Droits et Devoirs, par contre, sont basées sur un esprit de conception solidariste et objectiviste. D'autre part, encore, si les anciennes Déclarations ont été constituées sur une conception juridique d'ordre métaphysique, les récentes Déclarations reposent, elles, sur une conception de l'ordre réaliste.

Ainsi apparaît la transformation profonde apportée par les nouvelles Déclarations, non seulement à la notion des droits individuels, mais aussi au fondement du Droit lui-même.

Bibliographie

- Alibert R. — *Les Préoccupations économiques et sociales dans les Constitutions libérales de l'Etat moderne* (Revue des Sciences Politiques, 1929).
- Appert B. — *La Réforme constitutionnelle de l'Union soviétique* (Revue des Sciences Politiques, 1936).
- Aulard A. — *Histoire politique de la Révolution Française*, 5^e édit. Colin, Paris, 1921.
- *La Révolution Française et la Révolution Américaine*. Paris, 1921.
- Aulard A. et Mirkine-Guetzévitch B. — *Les Déclarations des Droits de l'Homme* (textes). Payot, Paris, 1929.
- Aziz Ogli M. Y. M. — *Le Régime des Soviets ses origines, sa Constitution*. Thèse de Montpellier, 1926.
- Basch V. — *Les Doctrines politiques de l'Allemagne*. Alcan, Paris, 1927.
- Barthélemy J. — *La Nouvelle Constitution soviétique ou les Modernes Droits de l'Homme* (Revue de Paris, 1936).
- *Valeur de la liberté et Adaptation de la République*. Sirey, 1935.
- Barthélemy J. et Duez P. — *Traité de droit constitutionnel*. Dalloz Paris, 1933.
- Barthélemy et Potulicki. — *La Constitution de la République de Pologne*. Sirey, Paris, 1926.
- Bemont. — *Chartes des libertés anglaises*. Picard, Paris, 1892.
- Bergmann F. — *La Pologne et la protection des Minorités*.
- Berthélemy H. — *Le fondement de l'autorité politique*. Giard, Paris, 1916.

- Bigne de Villeneuve (M. de la). — *Traité général de l'Etat*. Sirey, Paris 1929.
- Blackstone. — *An analysis of the law*. England, 1754.
- Blaciszewski. — *La Constitution Tchécoslovaque; La Constitution Yougoslave de 1921* (Revue des Sciences Politiques, 1922).
- Bonnard R. — *Droit naturel et droit positif* (Revue internationale de la théorie du Droit, 1928-1929).
- Bouglé C. — *Les Idées égalitaires*. Alcan, Paris, 1925.
— *Le Solidarisme*. Giard, Paris, 1924
- Boutmy E. — *Etudes de droit constitutionnel*. 6^e édition, Colin, Paris 1913.
— *La Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen et M. Jellinek* (Annales des Sciences Politiques, 1902).
- Brunet R. — *La Constitution Allemande de août 1919*. Payot, Paris, 1921.
- Bryce J. — *Les Démocraties modernes*. Payot, Paris, 1924.
— *La République Américaine*. Giard, Paris, 1900.
- Bunescu V. — *Le principe démocratique des Institutions de la Roumanie*. Thèse de Paris, 1930.
- Butter O. et Ruml B. — *La République Tchécoslovaque*. Prague, 1921.
- Carré de Malberg R. — *Contribution à la théorie générale de l'Etat*. 2 Vols. Tenin et Sirey, Paris, 1920 et 1922.
— *La Sanction juridictionnelle des principes constitutionnels* (Annuaire de l'Institut International de Droit public, 1929).
- Caudel M. — *Histoire constitutionnelle de la France, de l'Angleterre et des Etats-Unis* (Cours de l'Ecole libre des Sciences Politiques, 1935-36).
- Chambrun A. — *Droit et Libertés aux Etats-Unis, leurs origines et leurs progrès*. Paris, 1891.
- Charmont J. — *La renaissance du Droit naturel*. Edit. Coulet, Montpellier, 1910.
- Comte A. — *Système de philosophie positive*. Edit. 1892.
- Constitution (loi fondamentale) de l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes*. Edit. Partizdat, Moscou, 1937.
- Crozat Ch. — *Les Constitutions de la Pologne et de Dantzig*. Thèse de Toulouse, 1923.
- Dareste F. et Dareste P. — *Les Constitutions modernes*. 3^e édit., Paris, 1910.

- Dareste F., Dareste P., Delpech J. et Laferrrière J. — *Les Constitutions modernes*. 5^e édit., Paris.
- Daty G. — *La Constitution Polonaise*. Edit. Huffel, Colmar, 1933.
- Davy G. — *Le Droit, l'idéalisme et l'expérience*. Alcan, Paris, 1922.
- Dicey A.-V. — *Lectures introductory to the study of the law of the constitution*. London, 1885.
- Doumergue. — *Les origines historiques de la Déclaration des Droits* (Revue du Droit public, 1904).
- Duguit L. — *Traité du droit constitutionnel*. 3^e édit., 5 vol., Boccard, Paris, 1927.
- *L'Etat, le droit objectif et la loi positive*, 2 vol. Edit. Fontemoing, Paris, 1901.
- *Le droit social, le droit individuel et la transformation de l'Etat*. 2^e édit., Alcan, Paris, 1911.
- *Les transformations générales du droit privé depuis le code Napoléon*. Alcan, Paris, 1911.
- *Les transformations du droit public*. Colin, Paris, 1913.
- *J.-J. Rousseau, Kant et Hegel* (Revue du Droit public, 1918).
- Duguit L. et Monnier H. — *Les Constitutions et les principales lois politiques de la France depuis 1789*. 2^e édit., Paris, 1908.
- Durkheim E. — *De la Division du travail social*. Alcan, Paris, 1926.
- Esmein A. et Barthélemy J. — *Eléments de droit constitutionnel français et comparé*. 6^e édit., Sirey, Paris, 1914.
- Esmein A. et Nézard H. — *Eléments de droit constitutionnel français et comparé*. 8^e édit. 2 vol., Sirey, Paris, 1928.
- Gascon Y. Marin. — *Le droit de propriété selon la déclaration des droits de 1789 et le droit public contemporain*.
- Gény F. — *Méthode d'interprétation et sources en droit privé positif*, 2 vol., Paris, 1919.
- *Science et Technique en droit privé positif*. Sirey, Paris, 1924.
- Gidel G. — *Cours de droit constitutionnel comparé* (cours de doctorat de la Faculté de Paris de 1928-29 et 1934-35).
- Ginoulhac P. — *La Constitution de la République socialiste des soviets de Russie*. Thèse de Montpellier, 1920.
- Gramain P. — *Les Droits Internationaux de l'Homme*. Edit. Internationales, Paris, 1933.

- Grondin. — *Les doctrines politiques de Locke et les origines de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789.* Thèse de Bordeaux, 1920.
- Gurvitch G. — *L'idée du droit social.* Sirey, Paris, 1932.
— *Le temps présent et l'idée du droit social.* Vrin, Paris, 1932.
- Hauriou M. — *Principes du droit public.* 1^{re} et 2^e édit., Sirey.
— *Précis de droit constitutionnel.* 2^e édition, Sirey, Paris, 1929.
— *Précis de droit administratif et de droit public.* 12^e édit., Sirey, Paris, 1933.
— *La théorie de l'Institution et de la fondation* (Cahier de la Nouvelle journée n° 23, Paris, 1933).
- Hoetzi et Joachim. — *La Constitution de la République tchécoslovaque.* Prague, 1920.
- Horvatski M. — *La Constitution de Vidovdan.* Thèse de Grenoble, 1923.
- Hubert R. — *Science du droit, sociologie juridique et philosophie du droit* (Archives de Philosophie du Droit et de Sociologie juridiques, n° 1-2, 1931).
- Janet P. — *Histoire de la science politique dans ses rapports avec la morale.* 5^e édition, 2 vol., Alcan, Paris.
- Jellinek. — *La Déclaration des Droits de l'Homme et du citoyen,* préface de F. Larnaude, Paris, 1902.
- Jèze G. — *Les libertés individuelles* (Annuaire de l'Institut International de Droit public, 1929).
— *Principes généraux de droit administratif,* 3 vol. Giard, Paris, 1925-1929.
- Jorga N. — *La situation politique de la Roumanie d'après sa Constitution* (Année politique, 1926).
- Kelsen H. — *Aperçu d'une théorie spéciale de l'Etat.* Giard, Paris, 1926.
— *La garantie juridictionnelle de la Constitution.* Giard, Paris, 1928.
- Korsakoff. — *Le système constitutionnel de la République d'Esthonie.* Agen, 1930.
— *La Constitution de la République d'Esthonie.* Bucaresti, 1928.
- Krabbe H. — *L'idée moderne de l'Etat* (Cours de l'Académie de droit international de La Haye, 1926).
- Lannoy. — *Le règlement de la question de Dantzig* (Revue de droit international, 1921).

- Lameth (A. de). — *Histoire de l'Assemblée Constituante*, 2 vol. Paris, 1928.
- Laski J. — *Authority in the modern State*. New Haven, 1919.
— *Studies in the probleme of sovereignty*. New Haven, 1917.
— *Liberty in the modern state*. London, 1930.
— *La liberté*. Sirey, Paris, 1938.
- Le Fur L. — *La théorie du droit naturel depuis le xvii^e siècle et la doctrine moderne* (Recueil des Cours de l'Académie de droit international de La Hape, 1927, T. XVIII).
— *Les grands problèmes du droit*. Sirey, Paris, 1937.
- Le Fur L. et Chklaver G. — *Recueil des textes de droit international public*. 2^e édit., Dalloz, Paris, 1933.
- Lévy-Ullmann et Mirkine-Guetzévitch. — *La vie juridique des Peuples* (II Tchécoslovaquie, IV Roumanie). Delagrave, Paris.
- Locke (John). — *Du Gouvernement civil*, 1783.
- Loutzitch D. — *La Constitution du Royaume de Yougoslavie du 3 septembre 1931*. Thèse de Paris, 1933.
- Lowell A. L. — *Le Gouvernement de l'Angleterre*, 2 vol. Giard, Paris, 1911 et 1913.
- Mandelstam A. N. — *Les dernières phases du mouvement pour la protection internationale des droits de l'homme* (Extrait de la Revue de Droit International, 1933-1934).
— *Les Droits internationaux de l'Homme*. Editions Internationales, Paris, 1931.
— *La Généralisation de la protection internationale des droits de l'homme* (Revue de Droit International et de Législation comparée, 1930).
- Mirkine-Guetzévitch B. — *Les Nouvelles tendances du droit constitutionnel*. Giard, 1931.
— *Les Constitutions de l'Europe nouvelle*. 2^e édit., Delagrave, 1930.
— *Droit constitutionnel international*. Sirey, Paris, 1933.
— *La théorie générale de l'Etat soviétique*. Giard, Paris, 1928.
— *Les nouvelles tendances des Déclarations des Droits* (Annuaire de l'Institut international du droit public, 1930).

Mirkine-Guetzévitch et Tibal. — *La Tchécoslovaquie*. Delagrave, Paris, 1929.

— *La Pologne*. Delagrave, Paris, 1930.

Marcaggi V. — *Les origines de la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen de 1789*. Thèse de Marseille, 1904.

Matter P. — *Histoire constitutionnelle des Etats de l'Europe continentale* (Cours de l'Ecole libre des Sciences politiques, 1935-36, 1936-37).

Montesquieu. — *De l'esprit des lois*, édition de 1871.

Negulesco P. — *La Constitution et le Régime politique* (La vie juridique des Peuples, IV^e série).

— *Histoire du droit et des institutions de la Roumanie*. Paris, 1898.

Nézard H. — *Eléments de droit public* (Rousseau et Cie, Paris, 1931).

Niewenglowski. — *Les idées politiques et l'esprit public en Pologne*. Thèse de Paris, 1901.

Otis J. — *Les droits des colonies anglaises*. 1764.

Pertiatkowicz A. — *La Constitution Polonaise* (Revue du droit public, 1922).

Péritch J. M. — *Les principaux traits caractéristiques de la Constitution du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes du 28 juin 1921* (Extrait de la Revue Internationale de Sociologie, 1928).

— *La Nouvelle Constitution du Royaume de Serbie de 1901* (Bulletin de la Société de la Législation comparée, Paris, 1903).

Politis N. — *Le problème des limitations de la Souveraineté et la théorie de l'abus des droits* (Cours de l'Académie de droit international de La Haye, 1925).

Posada A. — *La Nouvelle Constitution espagnole*. Sirey, Paris, 1932.

Radignet R. — *Développements Constitutionnels de l'U. R. S. S.* Thèse de Paris, 1935.

Renard G. — *La théorie de l'Institution*. Sirey, Paris, 1930.

Rousseau J.-J. — *Contrat social*.

Rozycki S. — *L'influence du Constitutionnalisme français sur la Constitution Polonaise du 17 mars 1921*. Thèse de Paris, 1930.

- Saleilles R. — *De la personnalité juridique : Histoire et théories* (seconde édition, Rousseau, Paris, 1922).
- Scelle G. — *Essai de systématique du droit international public* (Revue générale du droit international, 1923).
- *Précis de droit des gens : principes et systématique* (2 vol., Sirey, Paris, 1932-1934).
- Soupitch M. — *Les libertés publiques d'après la Constitution du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes*. Thèse de Paris, 1927.
- Tchernoff. — *Montesquieu et J.-J. Rousseau* (Revue de droit public, 1903).
- Téodoresco A. — *La Nouvelle Constitution de Roumanie du 29 mars 1925* (Bul. Soc. de Lég. Compar.).
- Tibal A. — *La Roumanie*. Rieder, Paris, 1930.
- *Histoire des institutions, Evolution constitutionnelle et parlementaire des Etats européens depuis 1918* (Cours de l'Institut des Hautes Etudes Internationales, 1930-1931).
- Tomitch Z. — *La formation de l'Etat yougoslave*. Thèse de Paris, 1927.
- Uluots (Juri). — *Constitution de la République d'Esthonie*. Tallin, 1937.
- Valensin A. — *Traité de Droit naturel*, 2 vol. Paris, 1924.
- Vermeil E. — *La Constitution de Weimar et le principe de la démocratie allemande*. Istra, Strasbourg, 1923.
- Villecourt L. — *Constitution de la République esthonienne du 15 juin 1920* (Annuaire de Législation étrangère, 2^e série, 1925).
- Walch. — *La Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen et l'Assemblée constituante*. Thèse de Paris (Sorbonne), 1903.
- Verdross. — *Le fondement du droit international* (Cours de l'Académie de droit international de La Haye, 1927).
- del Vecchio. — *Leçons de philosophie du Droit* (Sirey, Paris, 1936).
- Weyr. — *La Constitution et le Régime politique (La vie juridique des Peuples, 2^e série : Tchécoslovaquie)*.
- Winiarski. — *Les institutions politiques en Pologne au XIX^e siècle*. Paris, 1923.

Yovanovitch M. — *Le Régime absolu yougoslave*. Thèse de Paris, 1930.

Yovanovitch N. — *Etude sur la Constitution du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes*. Thèse de Paris, 1924.

Yovanovitch Sl. — *Droit constitutionnel du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes*. Belgrade, 1924.

Zundelewicz. — *Les rapports entre la Pologne et la Ville libre de Dantzig*. Thèse de Paris, 1935.

Caen, le 17 novembre 1938.

Le Professeur, chargé d'examiner la thèse,
P. LAMPUÉ.

Vu :
Le Doyen,
NÉZARD.

Vu et Permis d'Imprimer :
Le Recteur de l'Académie,
Président du Conseil de l'Université,
DAURE.

Table des Matières

AVANT-PROPOS	7
------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

Considérations générales sur les Anciennes Déclarations des Droits

Explications préliminaires	9
CHAPITRE PREMIER : Les Chartes Anglaises	11
I. — La Grande Charte de 1215	11
II. — La Pétition des Droits de 1627	12
III. — Le Bill des Droits de 1688	14
IV. — L'Acte d'Etablissement de 1701	15
V. — Caractère général des Chartes Anglaises.	16
CHAPITRE II : Les Déclarations Américaines	19
I. — La Déclaration d'Indépendance de 1776 ..	19
II. — La Déclaration des Droits de Virginie de 1776	20
III. — Trait caractéristique des Déclarations Américaines; leurs rapports avec les Char- tes Anglaises	21
CHAPITRE III : Les Déclarations Françaises	25
I. — La Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789	25
II. — La Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1793	27
III. — La Déclaration des Droits et des De- voirs de l'Homme et du Citoyen de l'An III.	29

CHAPITRE IV : Influence de la Déclaration américaine sur la Déclaration française	31
I. — Comparaison des textes	32
II. — Les Inspirations provenant des Déclara- tions américaines	38
CHAPITRE V : Origines philosophiques des Anciennes Déclarations des Droits	43
I. — La Réforme et les Droits de l'Homme	43
II. — La Doctrine de Rousseau et les Droits de l'Homme	45
III. — La Doctrine de Montesquieu et les Droits de l'Homme	50
IV. — La Doctrine de Locke et les Droits de l'Homme	52

DEUXIÈME PARTIE

Analyse systématique des Nouvelles Déclarations des Droits dans les Constitutions d'après-guerre

Explications préliminaires	59
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE : Problème des Droits de l'Homme en Russie Soviétique	63
I. — Conception de l'Etat	64
II. — Observation sommaire sur les Chartes constitutionnelles avant 1936	65
A. — Déclaration des Droits des Peu- ples de Russie	66
travailleur et exploité	66
B. — Déclaration des Droits du Peuple	
C. — Constitution du 10 juillet 1918 ..	68
D. — Constitution du 11 mai 1925	69
III. — La nouvelle Constitution de 1936 et les Droits de l'Homme	70
CHAPITRE PREMIER : Droits et Devoirs des Allemands dans la Constitution de Weimar de 1919.	75

I. — Droits fondamentaux des Allemands dans l'Ancien Régime	75
II. — Chute de l'Ancien Régime	76
III. — Elaboration de la Déclaration des Droits.	77
IV. — Droits et Devoirs fondamentaux de l'Individu	79
A. — L'Egalité devant la loi	79
B. — Les Libertés individuelles proprement dites	79
C. — La Protection des Minorités	80
D. — Les Devoirs fondamentaux	80
V. — Droits et Devoirs fondamentaux des Collectivités	80
A. — La Famille	81
B. — L'Association	82
C. — Les Communes	83
D. — La Fonction publique	83
VI. — Liberté religieuse et des cultes	84
VII. — Liberté d'enseignement	85
A. — L'Enseignement public	85
B. — L'Enseignement privé	86
C. — Dispositions communes	87
VIII. — La Liberté Economique et l'Economie collective	87
A. — La Conception de la vie économique	88
B. — La Liberté des contrats et le Droit de propriété	89
C. — La Socialisation et l'Economie collective	90
D. — Le Droit au travail et les Conseils.	92
IX. — Considérations synthétiques	95
A. — Aspects juridiques	96
B. — Les Sources politiques	97
C. — Les Tendances générales	100

CHAPITRE II : Devoirs et Droits généraux des Citoyens
dans la Constitution Polonaise de 1921. 103

I. — Quelques Monuments des Droits des Citoyens dans l'Ancien Régime	105
A. — La Constitution du 3 mai 1791 ..	105
B. — La Constitution du Duché de Varsovie de 1807	105
C. — La Constitution de la République de Cracovie du 3 mai 1815	106
D. — La Constitution du 27 novembre 1815	106
II. — Source directe de la nouvelle Déclaration des Droits de 1921	106
III. — Devoirs et Droits généraux des Citoyens.	107
A. — Devoirs généraux	107
B. — L'Egalité devant la loi	108
C. — Les Libertés individuelles proprement dites	108
D. — La Liberté de conscience et de religion	108
E. — La Liberté d'enseignement	110
F. — La Liberté d'opinion	110
G. — La Protection des Minorités	111
H. — Le Droit de propriété	111
I. — La Liberté du travail	112
IV. — Traits caractéristiques	113

CHAPITRE III : Droits et Devoirs fondamentaux dans
la Constitution de la Ville Libre de
Dantzig de 1922

I. — Des Personnes	118
A. — L'Egalité devant la Loi	118
B. — Les Libertés proprement dites ..	119
C. — Le Droit d'opinion, de réunion et d'association	119
D. — Devoirs fondamentaux	120
E. — La Protection de la famille	120

II. — Les Fonctionnaires	121
III. — Religion et Eglises	121
IV. — Education et Ecoles	122
A. — L'Enseignement public	122
B. — L'Enseignement privé	123
C. — Dispositions communes	123
V. — Vie économique	124
A. — Le Droit de propriété	124
B. — Protection du travail	124
VI. — La Question de la Protection des Minorités polonaises et des Nationaux Polonais.	125

CHAPITRE IV : Droits, Libertés et Devoirs des Citoyens,
dans la Constitution Tchécoslovaque de
1920 129

I. — Droits, Libertés et Devoirs des citoyens.	130
A. — Egalité	130
B. — Liberté de la personne et de la propriété	131
C. — Liberté du domicile	132
D. — Liberté de la presse, Droit de réunion et d'association	132
E. — Droit de pétition	133
F. — Secret des correspondances	133
G. — Liberté d'enseignement, Liberté de conscience et Liberté d'opinion	134
H. — Mariage et Famille	135
I. — Devoir militaire	135
II. — Protection des Minorités nationales, de religion et de race	135
A. — Egalité devant la loi	135
B. — Droit sur l'emploi des langues ..	136
C. — Droit de création des institutions charitables et des écoles	136
D. — Droit de recevoir l'enseignement dans la langue maternelle	136

E. — Devoir contribuable des Minorités.	137
F. — Interdiction de la dénationalisation forcée	137
III. — Esprit démocratique	137

CHAPITRE V : Droits et Devoirs des Citoyens dans la Constitution yougoslave de 1921 et de 1931	139
--	-----

I. — La Déclaration des Droits dans la Constitution du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, de 1921	140
---	-----

Section 1. — Droits et Devoirs des Citoyens	141
---	-----

A. — Les Devoirs des citoyens	142
------------------------------------	-----

B. — L'Egalité devant la loi	142
------------------------------------	-----

C. — Les Libertés proprement dites.	143
-------------------------------------	-----

D. — La Liberté de conscience	144
------------------------------------	-----

E. — La Liberté d'enseignement ..	144
-----------------------------------	-----

F. — La Liberté d'opinion	145
---------------------------------	-----

Section 2. — Prescriptions sociales et économiques	145
--	-----

A. — Le Droit de propriété	146
----------------------------------	-----

B. — La Liberté du travail et des contrats	147
--	-----

C. — La Vie sociale et économique.	148
------------------------------------	-----

II. — La Déclaration des Droits dans la Constitution du Royaume de Yougoslavie de 1931.	149
---	-----

Section 1. — Les droits et devoirs des citoyens	149
---	-----

A. — Devoirs des citoyens	149
---------------------------------	-----

B. — L'Egalité devant la loi	150
------------------------------------	-----

C. — Les Libertés proprement dites.	150
-------------------------------------	-----

D. — La Liberté de religion et de conscience	150
--	-----

E. — La Liberté d'enseignement ..	151
-----------------------------------	-----

F. — La Liberté d'opinion	151
---------------------------------	-----

Section 2. — Prescriptions sociales et économiques	152
A. — Le Droit de propriété	152
B. — La Liberté du travail et des contrats	152
C. — La Vie sociale et économique ..	153
III. — Considérations synthétiques sur les deux Déclarations	154
CHAPITRE VI : Les Droits des Roumains dans la Constitution du Royaume de Roumanie, de 1923	
I. — Les Précédents des Droits des Roumains.	157
II. — Les Droits des Roumains dans la Constitution de 1923	158
A. — L'Egalité devant la Loi	159
B. — Les Libertés individuelles	160
C. — La Liberté de conscience et religieuse	160
D. — La Liberté d'enseignement	160
E. — La Liberté d'opinion	161
F. — Droit de propriété	162
G. — La Liberté du travail	162
III. — Observations sommaires et comparatives sur les deux Déclarations des Droits des Roumains	163
A. — Les Elargissements	163
B. — Les Transformations	163
C. — L'Innovation	164
CHAPITRE VII : Des Droits constitutionnels des Citoyens, dans la Constitution de la République d'Esthonie, de 1920	
A. — L'Egalité devant la loi	166
B. — Les Libertés individuelles	166
C. — La Liberté de religion et de conscience.	167
D. — La Liberté d'enseignement	167

E. — La Liberté d'opinion	167
F. — Le Droit de propriété et la Liberté du travail	168
G. — La Protection des Minorités	168

TROISIÈME PARTIE

Essais synthétiques sur les traits caractéristiques des Nouvelles Déclarations des Droits

Explications préliminaires	171
CHAPITRE PREMIER : Individualisme et Solidarisme ..	173
I. — Conception individualiste des Droits naturels	173
II. — Conception solidariste de la fonction sociale	176
CHAPITRE II : Les Devoirs et la limitation sociale des Droits	181
I. — Les Devoirs envers l'Etat	182
II. — Les Devoirs d'Instruction	182
III. — Les limitations des Droits imposés par l'intérêt social	183
CHAPITRE III : La Vie sociale et économique	185
I. — Fonction sociale de la Propriété	185
II. — Les Protections sociales	188
III. — Le Droit d'Association et les organisations économiques et professionnelles	189
CHAPITRE IV : Le Principe de l'Egalité	193
I. — La Protection des Minorités	193
II. — Les Droits politiques des Femmes	195
CONCLUSION	197
BIBLIOGRAPHIE	201

